

24^{es} Controverses européennes

10 > 12 JUILLET 2018 À BERGERAC (DORDOGNE)



AGRICULTURE ET ALIMENTATION Mais que fabriquent les prospectives?







Mardi 10 juillet 2018		Mercredi 11 juillet 2018	
PROLOGUE Les jeunes — Quatre fictions pas si fantaisiste? Marc Gauchée — No futur: quand la SF nous fait le coup de la panne d'avenir! Sarah Lumbroso — Les prospectives ont un rôle ambivalent.	P 4	TABLE RONDE Après le printemps arabe, quelle nouvelle saison pour les pays méditerranéens? Najib AKESBI, Omar BESSAOUD, Pierre BLANC, Mustapha JOUILI, Moulay LÂARABI EL HACHIMI et Abdelaziz LAKRIAA.	P 34
TABLE RONDE Retour vers le futur, que peut la prospective? Philippe DURANCE et André-Yves PORTNOFF.	P 10	ÉCHANGES AVEC LE PUBLIC « Le problème, c'est que nous avons été de bons élèves	
ÉCHANGES AVEC LE PUBLIC Décoloniser l'avenir.	P 12	TABLE RONDE Demain, j'enlève les pesticides? Éric ANDRIEU, Philippe BARET, Christian HUYGHE,	P 40
LA PAROLE AUX AGRICULTEURS Nous ne demandons pas que d'autres réfléchissent pour nous!	P 15	Gaëlle REYNOU-GRAVIER. ÉCHANGES AVEC LE PUBLIC De l'évaluation des produits à celle des conséquences.	P 47
Bertrand LASSAIGNE, Gaëlle RENOU-GRAVIER, Sabine NOUVET, Stephen FELL.		DISPUTE Et si on envisageait la fin des politiques publiques	P 50
TABLE RONDE Quelles spécificités pour les prospectives agricoles	P 17	agricoles et alimentaires? Jean-Christophe BUREAU, Sébastien TREYER.	
et alimentaires? Gonzalo EIRIZ GERVAS, Bruno HERAULT, Bertrand SCHMITT, Sébastien PICARDAT.		RÉACTIONS Germinal PEIRO, Tom LINES et Catia ZUMPANO.	P 54
ÉCHANGES AVEC LE PUBLIC Où sont les perspectives environnementales, culturelles et sociales?	P 26	ÉCHANGES AVEC LE PUBLIC « Aller vers une politique de transition suppose de changer les savoirs ».	P 57
LES ÉTONNEMENTS Portrait expressionniste de la prospective. Max MOLLON	P 30	LES ÉTONNEMENTS C'est le croisement des expériences qui permet d'ouvrir les futurs. Francis CHATEAURAYNAUD.	P 62



Pour cette 24e édition, nous avons mis le cap sur la Dordogne et sur le futur... Un nouveau lieu, après 23 années passées à Marciac, mais un esprit demeuré inchangé: deux journées consacrées à des débats ouverts où les arguments s'exposent, sans crainte des dissensus et des pas de côté.

Un nouveau sujet aussi, né de l'impression diffuse que nos sociétés vivent actuellement une « panne d'avenir » face aux incertitudes et à la complexité croissante du monde. Et pourtant, scénarios et autres prospectives semblent se multiplier pour tenter de dessiner notre avenir, à l'horizon de 2030 ou 2050. Serait-ce que ces récits de lendemains possibles sont inaudibles? Qui les élabore et comment? Qui s'en empare et pour quoi faire? À quels horizons sont-ils pertinents? Quels effets produisent-ils?

Autant de questions longuement débattues à travers plusieurs cas précis, depuis l'interdiction à venir des pesticides jusqu'au devenir des agricultures méditerranéennes asséchées par le changement climatique et les défaillances des gouvernements, en passant par la chronique de la mort annoncée de la Pac.

Tout au long des interventions, débats, forums et tables rondes, c'est collectivement que nous avons tenté de dessiner des futurs souhaitables et possibles, en ayant à l'esprit que la prospective, pour le philosophe Gaston Berger, n'est ni une méthode, ni une discipline, mais une attitude destinée à « voir loin, voir large, analyser en profondeur, prendre des risques, penser à l'homme ».

L'équipe de la Mission agrobiosciences-Inra





PROLOGUE

Quatre fictions... pas si fantaisistes?

Parce que les jeunes sont tout particulièrement concernés par les futurs possibles et souhaitables, la Mission Agrobiosciences-Inra a convié quelquesuns d'entre eux¹ à nous exposer leur regard. Leur réponse? Quatre reportages fictions sur l'agriculture et le rural de 2100, comme si vous y étiez!

Envoyé spécial à Lille:

« Avenir trouble pour les vendanges nordistes »

Mathéo, 70 ans est viticulteur à Lille. En ce début de juin, l'heure est au bilan pour la vendange du millésime 2100 : « On s'en sort pas mal! Il a fallu jongler avec les plannings de la GRUMA pour les machines car, cette année encore, les vendanges ont avancé de bien 3 semaines! Si ça continue, on va vendanger pour Pâques! On s'estime malgré tout encore chanceux en pensant aux vignerons du Sud qui, il y a 30 ans, ont dû se reconvertir et passer à des cultures tropicales. Même ceux qui avaient misé sur l'irrigation n'ont pas résisté à la hausse des températures...

Quand je me suis installé en viticulture il y a 20 ans, on me prenait pour un fou... Les rendements des cultures classiques de la région baissaient drastiquement, mais mettre de la vigne sur des terres à chicon, y'avait qu'un gars hors cadre pour faire ça! À l'époque, j'étais ce que la chambre d'agriculture appelait une installation « atypique ». J'avais 50 ans et pas de foncier, heureusement avec le portage SAPRERE et Terre de Liens, j'ai signé un bail de carrière sur une petite parcelle de 200 ha. Depuis je me suis fait cerner par les buildings: impossible de m'agrandir! Du coup, ma fille Romy attend que j'arrête pour s'installer, 200 ha pour 2 ETP ce n'est pas assez... Ma fille a suivi la formation agricole minimum de 7 ans avec 2 stages de 1 an, dont l'un à l'étranger. Dire que dans les années 2000 tu pouvais t'installer avec un BAC! Mais avec l'interdiction totale des phytos et le changement climatique galopant, l'enseignement agricole s'est profondément réformé! Le ministre de l'agriculture de l'époque disait qu'il fallait former « l'élite de demain », celle qui aurait les ressources pour relever le défi d'essayer de nous nourrir tous...

Bientôt les terres agricoles devront toutes aller à la production de céréales et légumineuses tant que le climat le permet encore: fini les trucs futiles comme le vin... Alors Romy est repartie en formation au sud de la Norvège pour anticiper le prochain virage à 360°C de notre exploitation... S'il faut changer pour s'en sortir, on changera!».

Envoyé spécial à Malleval-en-Vercors: «La campagne, ça vous gagne »

Dans ce numéro de Thélassé du lundi 3 février 2100, nous vous emmenons dans la commune de Malleval-en-Vercors. Ce village, qui n'accueillait pas plus de 25 habitants il y a 30 ans, s'est vu recevoir plus de 5 000 personnes

1 - Il s'agit d'un groupe de jeunes agronomes, qui participent activement depuis plusieurs années aux Controverses. Citons notamment Axelle Duverger; Thomas Cochini; Flavien Roussel et Adrien Le Lay.

en provenance de la mégalopole. Depuis la fin des années 2090, ils sont de plus en plus nombreux à quitter les villes au profit des campagnes. Lassés d'attendre que la croissance reprenne pour espérer trouver un emploi, souffrant de maladies chroniques à cause de pics de pollutions sans précédents nos urbains quittent les villes en quête d'un avenir meilleur plus près de la terre ferme.

Nous nous sommes rendus sur place pour interviewer certains d'entre eux. Sophie Desplanques, directrice de la chambre des paysans nous explique. « Le regain d'intérêt pour les campagnes est simple à comprendre. Face aux crises énergétiques mondiales, les populations se sont rapprochées des bassins de production. Les maladies causées par la surpopulation des mégalopoles et la centralisation des grands groupes n'ont pas aidé. Je crois que nous faisons face à un réel exode urbain en réaction au chômage grandissant, à la déconnexion des hommes à leur alimentation et à leur besoin de reconnecter avec le vivant, tout simplement. Depuis le gouvernement Frédincq et la mise en place de son revenu universel, nous accompagnons ici à la chambre paysanne de plus en plus de reconversions. Alors, l'exercice est loin d'être facile et les profils défilent mais des solutions lowtech et la mutualisation de moyens humains et financiers facilitent l'émergence de projets agricoles à faible investissement de production suffisante pour l'auto-consommation. »

Envoyé spécial à Calgary: « Alerte à la canicule »

Nous sommes en duplex avec notre envoyé spécial à Calgary dans la province de l'Alberta, au Canada. Michel Michel est allé à la rencontre d'une famille d'agriculteurs qui a payé un lourd tribut dans une vague d'incendies sans

« En effet, Martine Martine, je suis allé au nord de Calgary à Crossfield où les plus anciens se rappellent des incendies liés aux activités pétrolières à Fort McMurray. C'était en 2015 et leur ampleur était bien moindre. Roy Dubois, 115 ans, est catastrophé face à sa récolte, carbonisée en moins d'une nuit. Chez lui, ce sont 3000 ha de blé, 4000 ha d'orge, 8000 ha de colza et 5000 ha de pois qui sont détruits. Ses trois filles qui ont repris la ferme familiale ainsi que les quatre salariés sont au chômage technique. C'est d'ailleurs le cas de dizaines de milliers de travailleurs agricoles qui ont rejoint le front Nord des incendies pour aider les pompiers.

Déjà 3 millions d'hectares et plus de 800 morts ont péri par le feu. Quand on interroge Roy sur les températures caniculaires et le changement climatique, il reste sceptique: « Je ne nie pas les problèmes que l'activité humaine a causés. Je sais que mes aïeux ont coupé la forêt ici il y a 200 ans. Bien sûr qu'on a un impact, mais là, c'est l'agriculture qui a souffert. Le prix des céréales s'envole et alors que mes filles sortaient de 10 ans très difficiles, tout s'écroule. Nous ne toucherons rien de cette embellie du marché, tout est dévasté. »

J'ai interrogé la sœur cadette Jane qui garde ses 6 petitsenfants, tous très choqués. « J'en veux beaucoup aux décisions politiques qui ne sont pas étrangères au cataclysme que nous vivons. Déjà en 2039, les politiciens de

la Province ont plié face aux ONG vegan. Tout le bétail a été déplacé vers la province voisine. Tout le monde est devenu céréalier et les prairies ont disparu. En 2051, lors de mon installation, ce sont les herbicides qui ont été bannis. Depuis 1/2 siècle, la seule solution économiquement viable est l'écobuage localisé. Cette pratique vient de ruiner une bonne partie du pays! Comme toujours, on a oublié de faire confiance aux farmers! »

Vous l'aurez peut-être compris, ces incendies ont été causés par un désherbage par écobuage mal maîtrisé dans une ferme près d'Edmonton. Le vent et cette canicule, la plus violente depuis le début du siècle, n'ont rien arrangé. En Alberta, tout le monde espère une arrivée de la pluie d'ici trois jours pour sauver ce qui peut encore l'être.

Envoyé spécial dans le Sud-Ouest: « Place aux nouveaux géants verts »

Bonjour, bienvenue à « La belle verte », je suis François Bolloré, PDG de l'entreprise qui a été créée en 2035 par le rachat de trois fermes de 1000 hectares chacune et du supermarché de l'Isle-Jourdain. Aujourd'hui, « La belle verte », c'est un pôle de production de 35 000 hectares avec 25000 hectares de grandes cultures, donc bien sûr en rotation longue et agroforesterie, et 10000 hectares de prairies naturelles que les troupeaux de vaches, moutons, chèvres entretiennent par le pâturage, tout en fournissant du lait et de la viande. On a aussi 100 hectares de maraîchage qui fournissent les fruits et les légumes, et d'autres ateliers, notamment 80 hectares de vignes, un pôle apiculture. Tout cela complète la gamme de produits pour « La belle verte ».

On a ensuite le pôle transformation qui procède à la fabrication d'une partie des produits transformés, donc fromages, yogourts, plats préparés, qui seront vendus ensuite, avec les produits frais par le pôle distribution, en direct avec les consommateurs.

Bien sûr les principes de l'agro-bio-écolo-sociologie sont les bases de développement de « La belle verte ». Avec, notamment, le respect du bien-être animal, avec les trois « abattoirs-mobiles » qui viennent tuer les animaux dans le champ directement, sans les stresser. Et tout un réseau de

haies qui a été créé pour une ambiance calme et fraîche pour les animaux. Le respect des sols est également la clef de développement de « La belle verte », avec l'utilisation de micro-outils robotisés, pour un travail du sol respectueux sans tassement, et la non utilisation de produits phytosanitaires depuis 2060. Le respect de la faune et de la flore sauvage aussi avec l'équipe d'écologues de « La belle verte » qui veillent à la présence et à la régulation des espèces sauvages sur l'exploitation.

Enfin, le plus important, le respect du personnel, qui doit se sentir le mieux possible chez nous pour obtenir des produits plus sains, sans mauvaises ondes. Donc on bosse sur l'ergonomie du temps de travail et des outils, la formation, l'écoute de leurs besoins, etc.

Bien sûr, le pôle recherche et innovation teste de nouvelles façons de produire, pour améliorer les process année après année. On y retrouve sociologues, écologues, agronomes, mécaniciens, etc., qui proposent régulièrement des axes de développement pour le pôle production, le pôle transformation, ou le pôle commercialisation. Ici tout est pensé pour proposer au client de « La belle verte » un produit écologique, sain, éthique, local, bio, sans allergènes, nutritionnel et, bien sûr, bon. □

PROLOGUE

No futur: quand la SF nous fait le coup de la panne... d'avenir!



Par Marc Gauchée, essayiste, auteur pour le blog CinéThinkTank.

Quels récits de l'avenir nous font les films de science-fiction? Et en quoi ceux-ci ont-ils changé depuis une quarantaine d'années? En demandant à Marc Gauchée de s'intéresser à ce genre singulier, c'est bien l'évolution des préoccupations voire des angoisses de nos sociétés que nous avons souhaité interroger. Observe-t-on une rupture dans les récits? Et de quelle nature?

> Marc Gauchée: Effectivement, on observe une rupture dans les récits des films de science-fiction. Tout commence, au début des années 70, après la période de croissance économique, quand la société s'interroge sur l'avenir et les limites de la croissance. Jusqu'où cela va-t-il aller? Le point commun de toutes ces réflexions est l'idée que le monde est « plein » du fait de la sururbanisation, de la surindustrialisation et de la surpopulation. Ainsi, en 1974, quand René Dumont, premier candidat écologiste à l'élection présidentielle, évoque le danger de la surpopulation, il parle de « lapinisme irresponsable ». Cela m'a fait penser à un film sorti deux ans auparavant aux États-Unis et qui s'intitule Les Rongeurs de l'apocalypse. Ce film de William F. Claxton raconte en effet comment des lapins prolifèrent et, devenus géants, sèment la mort en Arizona. Il opère deux transitions.

> La première va de la menace de la surpopulation – les lapins prolifèrent - à la menace de source scientifique: dans le film, les scientifiques appelés à la rescousse injectent une hormone pour empêcher la reproduction des lapins, avec cet effet pervers : la substance transforme les animaux en géants de neuf mètres de haut, particulièrement agressifs.

> Seconde transition: ce film inaugure un nouvel épisode du mythe de Frankenstein. Auparavant, la menace était essentiellement nucléaire. Première occurrence en 1953 avec Le Monstre des temps perdus d'Eugène Lourié où un dinosaure est tiré de son sommeil par des essais nucléaires. Puis, l'année 1954 marque le summum de la paranoïa nucléaire avec

Godzilla de Ishirõ Honda au Japon et Des monstres attaquent la ville de Gordon Douglas aux États-Unis.

Godzilla raconte les ravages commis par un lézard géant contenant une quantité massive de Strontium 90 provenant d'une bombe nucléaire. Des monstres attaquent la ville met en scène des fourmis géantes issues d'une mutation génétique consécutive à des essais nucléaires de l'armée en 1945. Le cycle va se terminer dans les années 70, avec La Colline a des yeux de Wes Craven (1977). Une famille d'Américains moyens est victime de cannibales issus autant de consanguinité que de radioactivité puisque la colline a servi de terrain d'essais nucléaires.

Or le nouveau cycle qu'initie Les Rongeurs de l'apocalypse est celui d'une menace provenant de la science en général qui ne serait plus synonyme de progrès. La question n'est plus « on n'arrête pas le progrès », mais « on ne maîtrise plus le progrès »1. La science promettait un avenir meilleur, elle était émancipatrice; elle est devenue dangereuse.

Le filon va se poursuivre avec Piranhas de Joe Dante en 1978 ou la série des *Jurassic Park* commencée par Steven Spielberg en 1993. Dans le film de Joe Dante, les piranhas sont libérés accidentellement dans une rivière alors qu'ils végétaient dans une piscine secrète de l'armée américaine, car ces mutants avaient été créés pendant la guerre du Viêt Nam. Et, dans la série des films « Jurassic » depuis 1993, les humains s'acharnent à recréer des dinosaures avant d'en perdre le contrôle! C'est quand même une constante: à partir des années 70, la science devient une menace.

Une nature vengeresse

Mais d'autres films vont plus loin : les humains se retrouvent punis par la nature elle-même qui se venge, dotée d'une volonté propre, voire véritable incarnation d'une divinité. Et, ça, c'est plutôt nouveau.

En 1976, sort Soudain... les monstres de Bert I. Gordon. Le film raconte la lutte d'une poignée d'humains sur une île contre des animaux devenus géants: guêpes, poules, vers et rats. L'originalité du scénario par rapport aux autres films d'horreur et de catastrophe est double : d'abord l'origine de la menace relève d'une transcendance. C'est une fermière qui explique ainsi les raisons du changement de taille des animaux): une sorte de bouillie a surgi du sol comme un ruisseau et pour elle, pas de doute, cette nourriture, « le Seigneur nous l'a envoyée ». Elle parle d'ailleurs de « nourriture des dieux », titre original du film. Mais elle ajoute, plus tard, quand les premières victimes des animaux géants s'accumulent: « C'est notre punition parce que nous avons péché contre la nature ». Une explication confirmée en voix off par l'un des héros (Morgan-Marjoe Gortner) au début du film quand il se souvient de ce que son père lui disait: « Morgan, un de ces jours, la terre se vengera de l'homme qui l'a couverte d'ordures. Si l'homme continue à polluer la terre, un jour la nature se révoltera ». Et à la fin du film, en guise d'ultime morale toujours en voix off: « Mon père avait raison, la terre s'est révoltée et ça a été pire que tout ce qu'il avait pu imaginer. L'homme a attaqué la nature et la nature s'est vengée ». Cette intervention de la nature divinisée a

^{1 -} Hervé de Vaublanc, On n'arrête pas le progrès! Vraiment? theconversation.com, 9 avril 2018.

une postérité avec la déesse du vivant dans Avatar de James Cameron en 2009, qui se mobilise contre les « méchants » humains d'une firme militaro-minière expulsant les gentils « Navi » de leur planète Pandora pour leur piquer leur minerai.

Seconde originalité de Soudain... les monstres, la menace persiste malgré l'action correctrice des êtres humains. En effet, si le film semble bien finir – les héros tuent tous les animaux géants - les dernières images montrent l'eau emportant des flacons avec des restes de « nourriture des dieux » jusqu'au bord d'une prairie où paissent des vaches laitières. Leur lait est ensuite bu par des enfants, ultime image à l'écran. Le fléau est dès lors promis à une propagation exponentielle. Ainsi la menace visible des animaux géants, menace qui cesse dès lors que l'animal disparaît, devient diffuse et invisible, ouvrant la voie aux films de virus non maîtrisés des décennies suivantes2.

L'Olympe à la rescousse

Avec la vision crépusculaire de notre époque qui interdit de penser l'avenir, décidément, la solution « prométhéenne » est complètement hors-jeu. Quelle issue reste-t-il alors? Il y en a trois. La première est la solution herculéenne. La force prend le relais de l'esprit. Dans les années 1970, lorsqu'il faut mobiliser cette puissance contre les lapins géants des Rongeurs de l'apocalypse, tout le monde s'y met: le shérif, le gouverneur, la garde nationale et même les citoyens ordinaires qui, avec les phares de leurs voitures, orientent les lapins géants vers la voie de chemin de fer où ils seront électrocutés. Ils ont la puissance de feu. Mais il faut reconnaître que la force herculéenne est de moins en moins utilisée de manière massive et brutale et, souvent, doit plutôt se concentrer sur le point faible de l'ennemi.

Parfois, et c'est la deuxième voie, la force jupitérienne se joint à la force herculéenne quand le président des États-Unis lui-même participe au sauvetage du monde dans Independance Day de Roland Emmerich en 1996. Elle peut même concentrer toute la force herculéenne comme dans les films de super héros, seuls à même de combattre les super méchants.

La troisième voie est la quasi apocalypse et la fuite vers un monde préservé, parfois sur une autre planète, pour recommencer à zéro ou presque, mais ailleurs, sans pollution, ni industrie. C'est ce que choisit Jake Sully (Sam Worthington), le héros d'Avatar, en restant sur Pandora.

Donc, si je fais le bilan: notre avenir est menacé, la catastrophe est programmée et notre salut ne passerait que par des surhommes ou la fuite? Il faut nuancer. Le cinéma ne s'est jamais privé d'ironie envers le discours sur la nature défigurée, sur la déchéance qui aurait succédé au progrès, sur le temps qui ne serait plus constructeur mais destructeur, sur l'être humain déchu de sa suprématie terrienne. Il suffit pour s'en convaincre de revoir Mars Attacks! de Tim Burton en 1996 où le président jupitérien et l'armée herculéenne sont désintégrés par les Martiens. Et c'est un chant de country américain qui fait exploser lesdits Martiens!

Autre ironie qui, finalement, laisse quand même espérer de l'humain: dans Avatar, c'est un humain qui organise la résistance des Navi et demande l'aide de la déesse du vivant. Mieux, le film, tout en vantant le retour à la nature, est le plus bel hommage à la science puisqu'il n'a été possible qu'avec la mobilisation de toutes les dernières technologies du numérique...

Alors oui, les films depuis la seconde guerre mondiale et, plus largement encore depuis les années 1970, témoignent de l'effondrement d'une modalité linéaire et positive de l'avenir. Ces films mettent en scène nos peurs: peur de la science, de sa non maîtrise, d'une nature vengeresse... On peut également considérer avec Christian Chelebourg³ que ces films qui représentent la peur, la mettent aussi à distance critique et peuvent finalement nous apprendre à l'apprivoiser. C'est même peut-être parce qu'il n'a jamais été aussi puissant que l'humain aime à se représenter comme impuissant face à la nature, au changement de son environnement et à l'avenir. □

^{2 -} Christian Chelebourg, Les Écofictions. Mythologies de la fin du monde, Les Impressions nouvelles, 2012.

PROLOGUE

Les prospectives ont un rôle ambivalent



Par Sarah Lumbroso, du bureau d'études AScA.

Si l'on discute souvent de la robustesse d'un scénario prospectif et de ce qui le sous-tend, il est plus rare de s'interroger sur les méthodes qu'il utilise ou encore sur ce qu'il produit. Deux aspects de la démarche prospective qu'a étudiés cette jeune ingénieure agronome.

Mission Agrobiosciences-Inra: Avant toute chose, que vous inspirent les témoignages fictifs des jeunes?

Sarah Lumbroso: J'ai trouvé ces interviews très riches. Le Cercle des jeunes a réussi en guelques mots à aborder un ensemble de questions assez fondamentales pour l'avenir de l'agriculture. Certaines d'entre elles, comme le changement climatique, sont bien prises en compte dans les exercices de prospective; d'autres constituent un point aveugle, particulièrement le profil ou la formation des agriculteurs à l'horizon

Ces interviews viennent également interroger le constat d'un déficit d'avenir. Comme en contre-pied de ce dernier, le Cercle esquisse des trajectoires toutes très différentes. D'où cette question: pourquoi a-t-on ce sentiment que l'avenir est bouché? Comme l'a très bien expliqué Marc Gauchée, il y a, depuis les années 70 et le choc pétrolier, une prise de conscience des fortes incertitudes qui pèsent sur notre avenir alors qu'auparavant, pendant les Trente Glorieuses, nous avions l'impression que celui-ci était tout tracé. Le contexte récent du changement climatique ne fait qu'accentuer le phénomène.

Pour autant, je ne crois pas à cette « panne » des visions d'avenir. De mon point de vue, la panne se situe plutôt du côté des idéologies qui portaient ces visions. De manière très caricaturale, deux piliers fondaient jusqu'à présent nos visions de l'avenir: le principe d'une croissance économique perpétuelle et la foi dans le progrès technologique comme solution à nos problèmes. Or ces deux idéologies sont aujourd'hui de plus en plus critiquées, nous obligeant à penser l'avenir avec des fondements nouveaux. À ce propos, j'ai été marquée par une phrase de la philosophe Isabelle Stengers. Elle explique que « Face aux catastrophes environnementales causées par notre modèle de développement, nous allons devoir apprendre à construire sur des ruines ». Construire sur des ruines suppose de nouveaux imaginaires. Or ces derniers ont encore du mal à surgir, créant cette impression de panne.

Venons-en à présent plus spécifiquement aux questions agricoles. De manière très schématique, plusieurs récits cohabitent. Parmi eux, certains se veulent en rupture avec les idéologies et les modèles dominants, à savoir le productivisme et le modèle agroindustriel. Ces récits s'appuient par exemple sur le principe « d'intensification durable »1. S'agit-il pour autant véritablement d'une rupture idéologique avec le modèle productiviste? D'une certaine manière, même si l'on s'appuie sur une intensification des processus écologiques, le principe repose toujours sur l'idée d'un accroissement de la production. Contrairement aux apparences, nous sommes donc face à des récits qui s'inscrivent dans la continuité des visions d'avenir qui prévalent. Cela a plusieurs conséquences. D'une part, ces récits vont nous apparaître plus logiques ou crédibles, car plus vraisemblables au regard des idéologies actuelles. D'autre part, ils sont généralement portés par des acteurs qui disposent des ressources nécessaires pour les diffuser. Tout cela concourt à la création d'un cadrage dominant... et rend de fait difficilement audibles les récits qui ne s'inscrivent pas dans cette tendance. Par exemple, ceux qui envisagent d'abandonner le principe d'accroissement des rendements ou qui appréhendent les questions de sécurité alimentaire non plus sous l'angle de l'approvisionnement (l'offre) mais des besoins (la demande). On constate ainsi un différentiel de puissance dans les différentes visions du futur qui existent: certaines s'imposent plus que d'autres.

Dans ce cadre, quel rôle peuvent jouer les prospectives?

Sarah Lumbroso: Les prospectives ont un rôle quelque peu ambivalent. De prime abord, on pourrait penser que ces démarches vont nous permettre d'ouvrir le champ des possibles pour mieux envisager l'avenir. Mais c'est oublier qu'il y a, derrière chaque exercice de prospective, un contexte stratégique et des intérêts à défendre. Dans les faits, bien des exercices prospectifs participent à la construction de cadrages dominants. En agriculture par exemple, il y a un cadre récurrent, véritable point de départ des réflexions : « il faut produire plus pour nourrir le monde ». Cet impératif d'augmentation de la production est repris dans de nombreux exercices de prospective sans jamais être véritablement questionné. Personne n'envisage la question - « faut-il produire plus »? On part du principe qu'il faut accroître la production, pour des raisons de sécurité alimentaire mais aussi de compétitivité économique. Bien évidemment, je dresse là un tableau très schématique du contexte. Il existe tout de même des exercices de prospective qui posent d'autres questions et tentent de sortir des cadres de pensée dominants, même s'ils peinent à exister dans les débats. Je l'ai dit, les prospectives ont un rôle ambivalent. Elles peuvent également aider, a contrario, à porter de nouvelles visions. En s'inscrivant dans le long terme, les démarches de prospective permettent de pousser les logiques de certains raisonnements jusqu'au bout et d'expliciter ainsi les conséquences de certains discours sur l'avenir, passées sous

^{1 -} Tel que défini par la FAO, c'est-à-dire par une utilisation et une gestion plus efficaces des ressources naturelles. http://www.fao.org/policy-support/ policy-themes/sustainable-intensification-agriculture/fr/

silence... Comment les modèles de production reposant sur les engrais de synthèse fonctionneront-ils dans 50 ans si les ressources qui fournissent le phosphore, non renouvelables, sont épuisées? Le choix des variables à inclure dans une prospective détermine l'image du futur que l'on va donner. Un exemple: la majorité des exercices ne mentionne pas la souffrance des agriculteurs et le fort taux de suicide de la profession. Construire un scénario qui poursuit les tendances, sans prendre en compte ce problème, passe sous silence une conséquence majeure de l'organisation actuelle des systèmes agricoles et élude la question de ses effets à long terme. Alors qu'intégrer cet enjeu dans la construction de scénarios de transition, en s'interrogeant sur des leviers qui permettraient de sortir de cette situation, peut contribuer à construire de nouvelles visions des systèmes agricoles.

Un autre atout des prospectives est justement d'identifier des objectifs ou des critères de performance différents de ceux communément admis aujourd'hui. Par exemple, non plus seulement l'accroissement du rendement ou la compétitivité économique, critères bien identifiés, mais les modes de consommation, les prix agricoles, l'impact sur la santé, l'attachement à un paysage... Par exemple, envisager un scénario de généralisation du revenu universel change totalement la façon de considérer les objectifs de création d'emplois. C'est la force de la prospective que de permettre cette construction de nouveaux référentiels, même s'il est vrai que, parfois, lorsque l'on se détache des objectifs communément admis, les scénarios qui émergent peuvent sembler peu désirables. Il y a donc un véritable défi méthodologique à relever pour réussir à construire des visions du monde cohérentes autour de nouveaux objectifs et critères de performance.

Cela m'amène à mon dernier point. Dans les faits, l'articulation des différents facteurs n'est pas toujours facile. Nous travaillons actuellement sur un scénario de prospective qui concerne la transition agroécologique à l'échelle européenne.

Je peux vous dire qu'envisager à la fois les dimensions économiques, sociales et alimentaires s'avère très difficile. Pour conclure, je pense que le projet auquel peut s'atteler la prospective consiste non seulement à produire des représentations contrastées du futur mais, surtout, à les mettre en discussion, afin de contribuer à l'organisation d'un débat transparent sur l'avenir. Cela sera sans doute insuffisant pour taire cette impression d'un déficit d'avenir. Mais cela permettra de l'estomper. □

TABLE RONDE

Retour vers le futur: que peut la prospective?





Avec Philippe Durance, titulaire de la chaire de Prospective et Développement durable du CNAM, président de l'Institut des Futurs Souhaitables, et André-Yves Portnoff, conseiller scientifique de Futuribles International. Un dialogue suivi d'échanges avec le public.

Chaque année, lors des Controverses européennes, les participants pointent l'absence d'un cap, d'un dessein pour nos agricultures communautaires et nationales. Un cap d'autant plus difficile à déterminer que nous avons bien du mal à nous projeter dans l'avenir. Changement climatique, interdépendances croissantes, volatilité des prix, arrivée de nouveaux acteurs dans le jeu de la mondialisation, ruptures et conflits rendent malaisée l'appréhension de l'avenir. Dans ce cadre, nous avons choisi de débattre de ce que fabriquent ceux-là mêmes qui nous proposent des récits du futur, en espérant appliquer à la lettre ce propos de F. Chateauraynaud, dans son dernier livre Aux bords de l'irréversible: « Toute controverse produit une confrontation des visions du futur. Mieux: elle engendre de nouvelles versions des futurs possibles et probables ». À nous de jouer, donc. Mais avant tout, il nous faut mieux comprendre ce qu'est la prospective. « Une attitude », disait Gaston Berger.

Mission Agrobiosciences-Inra: Commençons par cette question apparemment toute simple. Pour chacun d'entre vous, qu'est-ce que la prospective?

Philippe Durance: Il faut revenir à celui qui en a été à l'origine et que vous citez d'ailleurs en exergue du programme: Gaston Berger. Dans les années 1950, ce dernier était président de l'enseignement supérieur au ministère de l'éducation nationale et devait alors prendre des décisions structurantes. Il voulait construire l'avenir du pays. Or il se rendait compte qu'il n'avait pas les bons outils pour le faire. Les politiques publiques étaient conçues essentiellement à partir du passé, via des analogies et des extrapolations statistiques. Pour lui, il n'était pas possible de bâtir ainsi un monde entièrement nouveau. Pour G. Berger, il s'agissait de produire des savoirs actionnables, pour construire de la décision. Il ne s'agissait pas de créer des récits, encore moins de la science-fiction bien évidemment.

André-Yves Portnoff: Je suis tout à fait d'accord. Gaston Berger a dit que la prospective était une attitude, face à la vie, au monde, qui peut se résumer ainsi: le futur n'est pas écrit, il est à construire. Un exemple pour illustrer cette idée. Si vous vivez dans une zone sismique, vous savez qu'un jour, il y aura inévitablement un tremblement de terre, mais vous ne savez pas quand. En revanche, si, dans cette zone, vous construisez une centrale nucléaire au bord de la mer, vous pouvez choisir de faire qu'elle puisse résister à un tremblement de terre majeur ou décider de réaliser un profit maximum, en vous disant: après moi, le déluge, la catastrophe arrivera mais quand je serai déjà parti! Cela donne Fukushima. Corruption, aveuglement et court-termisme font que les conséquences d'un événement prévisible sont catastrophiques au lieu d'être des incidents mineurs. La question est là: avons-nous le courage d'assumer nos responsabilités face à l'avenir?

Autre exemple, Kodak. Cet industriel qui avait pourtant inventé l'appareil photo numérique n'a pas compris l'importance de cette technologie. Il n'y a pas cru. Mais il y a eu aussi de la lâcheté: dans les années 1990, les dirigeants savaient qu'en passant au numérique, ils seraient accusés par certains actionnaires de trahir l'histoire de Kodak. Ils l'ont fait trop tard et ont fait faillite. Vision, valeurs et volonté interagissent. Avons-nous le courage d'assumer nos valeurs? Depuis quelques décennies, dans le monde, règne la loi des profits à très court terme, souvent destructeurs. Nous sommes arrivés à leurs limites. Mais nous avons la possibilité, pour quelques années encore, de construire un avenir supportable, conforme à nos valeurs.

Vous pointez les lâchetés industrielles et économiques, voire politiques, mais les prospectivistes sont-ils toujours courageux? Quand ils construisent un récit actionnable pour la décision, comme vous dîtes, osent-ils être dans des scénarios de rupture, y compris quand ce n'est pas plaisant à entendre? P. D.: Il y a là un malentendu, car la prospective n'est pas une affaire de spécialistes. D'ailleurs, votre sujet n'est pas « que fabriquent les prospectivistes? », mais bien « que fabriquent les prospectives? ». Il faut aussi avoir en tête que la prospective est une activité collective, censée embarquer l'ensemble des parties prenantes pour essayer de construire un avenir. Soit pour se préparer à des événements attendus comme à Fukushima, ainsi que le disait André-Yves. Soit pour être pro-actif, c'està-dire pour tenter de provoquer les changements souhaités. Cela exige que les acteurs concernés acceptent de discuter. C'est là que la prospective apporte des méthodes, lesquelles évoluent avec le temps. Reste un point qui, me semble-t-il, mériterait plus de débats: les aspects liés à la participation: qui acceptons-nous de mettre autour de la table? Qui en décide? Qui pose les bonnes questions? Des interrogations que l'on retrouve au plus haut niveau de l'État, dans le cadre de la réforme constitutionnelle, pour définir les manières d'organiser concrètement la participation citoyenne. Voilà le cœur du sujet de la prospective: c'est intéressant d'élaborer des histoires du futur, à la condition que ceux qui les construisent soient les acteurs concernés. Si ce n'est pas le cas, si c'est confié aux seuls « experts », cela ne sert à rien.

A.-Y. P.: Effectivement. La prospective est un ensemble d'outils et, c'est comme pour la cuisine, ce ne sont pas les recettes qui comptent, mais l'amour et l'intelligence avec lesquels on les applique, en fonction de ceux qui se mettent autour de la table. Une anecdote: il y a quelques années, lors d'un débat

au Sénat, mon ami Hugues de Jouvenel a interpellé l'auteur d'un rapport annonçant qu'à partir de l'an 2000, il n'y aurait plus de problème d'emploi en France. Hugues lui a alors lancé: « Mais enfin, tu n'as pris que des hypothèses roses! » Et la réponse, merveilleuse, de l'auteur a été la suivante: « Les acteurs sociaux qui participaient à l'étude n'étaient pas prêts à entendre des choses désagréables... » Mieux, deux anciens premiers ministres ont renchéri: « Vous savez, la politique doit se faire à petit pas. » Non, la politique ne doit pas se faire en disant des mensonges. Sinon, les citoyens ont de moins en moins confiance, se tournent vers des extrémistes proposant des recettes faciles. Hugues de Jouvenel a d'ailleurs répondu: la fonction de la prospective n'est pas de faire plaisir aux gens, mais d'essayer d'explorer les futurs possibles pour qu'on puisse prendre les décisions adéquates. C'est un éclairage que l'on construit ensemble. Ce n'est donc pas une affaire de spécialistes, Philippe a raison d'insister sur ce point.

La prospective est donc une action collective, mais, quand même, on en entend peu parler, hormis dans des cercles restreints. Ce n'est pas médiatisé, on ne voit guère de débats prospectifs émailler tout le territoire... Est-ce que ça marche vraiment et où?

P. D.: Ça marche là où ça se passe... Mais la prospective n'est pas non plus un remède miracle et il est très compliqué de l'évaluer. Doit-on considérer qu'on a fait un bon travail dès lors que les choses se passent selon le scénario décrit? Sauf que cela se construit aussi chemin faisant. D'ailleurs, ceux qui n'aiment pas la prospective la dévaluent souvent sous cet angle: « vous n'avez rien prévu. » Mais ce n'était pas le but! La prospective n'est pas la prévision ni la prédiction.

A.-Y. P.: La prospective est un outil, on en fait ce qu'on veut. Les politiques en ont souvent peur quand ils ont les yeux rivés sur le très court terme, à savoir les prochaines élections. Je tiens toutefois à signaler qu'il y a dix ans, lors d'une conférence à Bordeaux, Alain Rousset avait insisté sur l'importance du capital patient, c'est-à-dire du capital qui vise le résultat à long terme. Cela fait longtemps que je dis qu'une bonne politique industrielle française devrait favoriser de façon très nette et très forte les entreprises au capital patient. Et je constate qu'aucun gouvernement depuis trente ans n'a eu le courage de le faire. Pour revenir à la prospective, de plus en plus d'organismes dans les ministères ou les grands groupes affichent ce mot, mais je crains que de moins en moins d'organismes en fassent réellement. En revanche, il existe des initiatives portées par des groupes de citoyens, en Suisse notamment. De même, j'ai participé dans le centre de la France à une démarche de ce type, où un maire demandait aux habitants que faire du terrain libéré par la fermeture d'un hôpital. Dans ce cadre, le prospectiviste est un animateur: il accompagne un groupe de personnes qui se posent des questions, nourrissent des points de vue parfois conflictuels tout en construisant progressivement une vision partagée. Associer dès l'amont les citoyens permettrait d'éviter un certain nombre d'erreurs politiques majeures. Au lieu de chercher à proposer une solution, mieux vaut commencer par se demander ensemble quel est le problème. Que cherche-t-on réellement à résoudre, et quelles voies pourrait-on emprunter pour y parvenir? Cela semble ralentir le cours des choses, mais en fait on gagne du temps. Cela évite de tergiverser pendant dix ans sur la construction d'un aéroport aux abords de Nantes...

Merci pour ces premiers éclaircissements. Partagez-vous cette idée que nos sociétés souffrent d'un déficit d'avenir? Certains évoquent un mur mental, d'autres un présentisme absolu. Hugues de Jouvenel lui-même a évoqué dans une tribune la « panne d'avenir ».

P. D.: Je n'y crois pas trop. Individuellement, nous sommes tous préoccupés par l'avenir, de manière plus ou moins explicite, plus ou moins consciente. De même, les signaux faibles abondent – pour ma part, je préfère parler de faits porteurs d'avenir, c'est-à-dire des phénomènes précurseurs de certaines tendances. En revanche, on ne les perçoit pas forcément, nous n'y sommes pas vigilants, en raison de mécanismes collectifs qui nous portent plutôt au mimétisme, à la reproduction. C'est sur ce terrain-là aussi que se bat la prospective, pour questionner les représentations sociales, comprendre d'où elles viennent et ce qui les rend si tenaces. Cela permet de sortir de ces carcans dans lesquels les institutions s'enferment sans en avoir conscience. Pour interroger cette mécanique et s'en libérer, il faut écouter les voix minoritaires, décalées, qui portent un autre discours que les institutions n'entendent pas, parce qu'elles ne veulent ou ne peuvent pas.

Aujourd'hui on a l'impression que les représentations se partagent entre d'un côté le catastrophisme, de l'autre le règne des technologies. Dans ce bruit ambiant, on entend peu de voix dissonantes...

P. D.: Certains prônent l'approche catastrophiste. Le récit de la peur provoquerait quelque chose. Et il est vrai que d'expérience, la prospective prend souvent place dans des territoires qui sont face au mur, qui n'ont plus le choix; C'est malheureusement un peu tard.

A.-Y. P.: Nous marchons depuis longtemps vers un mur, simplement, nous en sommes un peu plus près aujourd'hui qu'il y a quelques années. S'il y a un déficit d'avenir, c'est parce qu'on en a peur alors même qu'il y a des futurs possibles supportables et même souhaitables. Il faut à la fois montrer les dangers et les voies pour construire une renaissance. Il y a ainsi une renaissance européenne à portée de main ou, plutôt, de volonté, parce que nous sommes le continent du respect de la diversité et de la tolérance, conditions de l'innovation. Mais l'Europe est aussi le continent d'Hitler, de Staline et de Mussolini... Quelle Europe voulons-nous. Celle des dictateurs ou celle des droits de l'homme? Un problème, aujourd'hui, c'est qu'on manque de mémoire et qu'on ne connaît plus assez bien l'histoire. Et si l'on ne connaît pas l'histoire, on ne comprend pas l'avenir. Car les erreurs du passé sont inlassablement répétées. Il faut comprendre d'où l'on vient, quelles ont été les ruptures qui nous ont conduit à des catastrophes ou au contraire à des sauvetages. Il faut accepter des sacrifices maintenant pour payer beaucoup moins cher les solutions demain. C'est une règle absolue. Nous n'avons plus que quelques décennies pour prendre les mesures indispensables au sauvetage de l'avenir de notre espèce.

Et vous avez des exemples positifs, où l'on a pris collectivement en charge le futur possible?

A.-Y. P.: Si nous sommes vivants aujourd'hui c'est que nous n'avons pas fait toutes les erreurs qui auraient pu nous détruire. La vie est un équilibre entre des actes criminels, des bêtises majeures et des initiatives salvatrices qui, jusqu'à présent, ont

permis à l'humanité de survivre. Et je réaffirme que nous avons encore les atouts nécessaires pour reconstruire notre Europe et un développement qualitatif.

De notre côté, cela fait des années que lors des Controverses, nous entendons qu'il faut un cap, un projet, pour l'agriculture et les territoires ruraux européens. À chaque fois, nous redessinons des éléments de réponse, mais nous voyons bien que ce projet n'avance guère... Serait-ce que nous ne sommes pas assez attentifs aux freins?

P. D.: Quand le résultat fait défaut, c'est en général parce qu'on sépare des mondes qui ne doivent pas l'être. Ceux qui font de la prospective d'un côté, les politiques de l'autre. D'où l'impérieuse nécessité d'articuler la prospective avec l'action. Nous entrons dans une époque où ces murs, qui commencent à se lézarder, doivent tomber absolument. Le savoir doit être co-produit et partagé, tout comme l'avenir doit se co-construire.

Dans la pensée contemporaine de l'avenir, il y a eu deux grands moments. L'un a été rappelé ce matin, c'est la première bombe atomique, cette puissance de la technique qui est à l'origine de la pensée de Hans Jonas, le père du principe de responsabilité. Le deuxième est dû au philosophe protestant Paul Ricœur. Dans les années 1960, celui-ci participait à un grand chantier de prospective mené au plan national dans le cadre du Commissariat général du Plan. Au sortir de ces travaux, déterminants pour l'avenir, il a considéré qu'il n'était pas possible de confier le sort de cinquante millions de Français à une poignée d'experts. Il considérait que les citoyens devaient y prendre part. Nous sommes encore pris dans ces deux grands moments, la responsabilité de l'homme vis-à-vis de l'avenir et l'impératif d'une co-construction. Si le premier a connu quelques avancées, le second, celui de la participation citoyenne, est encore en chantier. C'est vrai aussi pour les problématiques d'innovation et le rôle de l'action publique vis-à-vis du changement de société. Il est impératif d'associer les parties prenantes, c'est-àdire ceux qui sont concernés par les décisions prises.

A.-Y. P.: Quelques brefs exemples pour terminer. Dans les années 1990, un certain nombre d'acteurs de la vie politique, économique et culturelle de la Catalogne se sont réunis et ont construit une vision ambitieuse pour Barcelone. Depuis, celle-ci est devenue l'une des principales capitales de la Méditerranée. Or rien d'équivalent n'a été initié du côté français, dans ce Roussillon où deux coqs, l'un de gauche et l'autre de droite, se donnaient des coups de bec. À la même époque, la région de Lille, qui subissait depuis trois ou quatre décennies un désastre industriel, des intellectuels et des entrepreneurs, rejoints ensuite par les politiques, ont repensé radicalement l'avenir de leur ville et permis un nouvel essor.

Le sociologue Michel Crozier disait que diriger, c'est écouter beaucoup et parler peu. Il illustrait son propos avec la figure de Bouddha, qui présente de grandes oreilles − le vrai signe du pouvoir − et, à l'inverse, une petite bouche. Cela va également dans le sens des propos du cofondateur de Hewlett Packard, dans les années 1940. Si vous êtes un chef, affirmait David Packard, vous devez sortir de votre bureau, vous promener dans les bureaux, dans les usines ou dans les champs et écouter ce que disent les gens qui travaillent! Et de préciser : il faut consacrer 80 % de votre temps à écouter et 20 % à parler. C'est le contraire de ce que font la plupart des dirigeants français. □

LES ÉCHANGES AVEC LE PUBLIC

Décoloniser l'avenir

Najib Akesbi, chercheur: A mes yeux, l'intérêt de ce type de controverses, c'est de mettre en résonance vos problématiques et les nôtres. Les débats entre les gens du Nord sur les dérives de l'agriculture productiviste, ses heurs et ses malheurs, c'est très instructif. Mais, ce qu'on ne dit pas, c'est qu'à travers les accords que vous signez avec les pays du Sud, vos décisions impactent notre réalité. Votre modèle agricole, qu'on le veuille ou non, s'impose à nous. Pour vous, ce modèle a du bon et du mauvais, et vous cherchez à modifier les dérives. En clair, vous avez le beurre mais pas l'argent du beurre. Nous, la réalité de notre agriculture, c'est que nous n'avons ni le beurre, ni l'argent du beurre, pas même le sourire de la crémière. Nous cumulons une terrible dépendance alimentaire, l'appauvrissement du monde rural et des villes qui, faute d'industries et de services, ne peuvent offrir des débouchés à la main-d'œuvre libérée de l'agriculture.

Précisons à cet endroit, Najib, qu'une large séquence est programmée demain¹ pour aborder spécifiquement les problématiques des pays méditerranéens, justement pour étudier les interactions actuelles et à venir.

André-Yves Portnoff: Edgar Morin disait que comprendre la complexité est l'antichambre de la solidarité. Nous sommes malheureusement dans un pays où l'éducation, même aux niveaux supérieurs, ne permet pas d'appréhender la complexité et de développer une pensée systémique. L'enseignement est parcellaire et cartésien, il est binaire - c'est noir ou c'est blanc - et découpe les problèmes en tranches. Nous avons besoin tout au contraire d'une vision globale des choses pour discerner les interdépendances. La prospective peut nous y aider en nous faisant réfléchir aux futurs possibles du monde. Car, que nous le voulions ou non, chacun de nous est solidaire de l'ensemble de ce qu'il se passe sur la planète. Ce n'est que dans un second temps que nous pouvons nous focaliser sur les situations particulières. Ainsi, trop souvent, dans le Périgord et ailleurs, l'étranger est celui du village à trois kilomètres d'ici. Alors, a fortiori, que penser de ceux qui sont de l'autre côté de la Méditerranée? On imagine que leur sort ne nous concerne pas, mais c'est totalement faux! Et si nous persistons, nous serons responsables de vagues migratoires catastrophiques.

Philippe Durance: Oui. Il faut décoloniser l'avenir!

L'effet papillon

François Colson, association Plante & Cité: Ce qui me préoccupe, c'est le niveau d'analyse et de décision. Dans un contexte de capitalisme financier à l'échelle planétaire, source d'accroissement des inégalités et d'accélération du

^{1 -} Quelle nouvelle saison pour les pays méditerranéens?

changement climatique, l'enjeu réside dans la capacité à mettre autour de la table ceux qui ont un pouvoir de décision, sachant que les institutions onusiennes sont fragilisées. Dire qu'on va y répondre à l'échelle locale, c'est une fumisterie. On peut agir localement pour se préparer à gérer des catastrophes, mais si on veut créer une véritable inflexion, c'est bien au niveau mondial que cela doit se passer. Et en la matière, on ne voit guère de raisons d'espérer.

Philippe Durance: Une fumisterie, non, je ne pense pas. Le changement doit passer par le local. En revanche, la question de l'échelle est très importante. Dans le rapport Brundtland², un document fondateur sur le développement durable, la vision est globale, systémique. Et on s'y préoccupait plus d'ailleurs des relations Nord-Sud qu'on ne le fait aujourd'hui. On a effectivement l'impression que, depuis quelques années, ce niveau de problématisation, à l'échelle mondiale, est passé au second plan, parce qu'il est très compliqué à mettre en œuvre. Seule la volonté politique peut faire bouger les lignes. Cela commence à se dessiner dans les *Conferences Of the Parties* (COP) notamment, mais ces mouvements s'effritent assez vite devant les exigences du modèle dominant.

André-Yves Portnoff: Vous avez bien posé le problème mais il y a une solution, justement parce que nous sommes dans un monde complexe. Vous connaissez tous l'effet papillon, cette image utilisée par le météorologue E. Lorenz, en 1972, pour illustrer la théorie du chaos dans le domaine météorologique: « Le battement d'ailes d'un papillon au Brésil peut-il déclencher une tornade au Texas? » demandait-il. Nous sommes dans un monde complexe d'interactions, où la logique des réseaux a deux effets opposés. D'un côté, les réseaux permettent à chacun d'entrer en relation avec d'autres, de créer des alliances. Les citoyens peuvent ainsi s'associer et créer des rapports de force en leur faveur. Par exemple, si les petits commerçants des centres-villes avaient créé des centrales d'achat en mutualisant leurs ressources, ils seraient encore vivants face aux grands groupes.

Mais d'un autre côté, chaque acteur qui prend de l'avance sur les réseaux est à même d'imposer des standards, de créer un monopole. C'est Google aujourd'hui et, demain, ce peuvent être les puissances du numérique imposant une terrible mainmise sur le Monde. Mais nous, citoyens, pouvons parvenir à arrêter ce phénomène. Ainsi que le dit mon ami Hervé Sérieyx³, si une personne prend une initiative qui, là où elle se trouve, entre en résonance avec ce que pensent et ce qu'éprouvent un certain nombre d'autres personnes, cela se répand comme une traînée de poudre. Si chacun de nous prend des initiatives, il peut transformer son bout de monde. Et si beaucoup de bouts de monde se transforment, c'est le monde tout entier qui est modifié. C'est le fondement de la démocratie: si je ne défends pas vos droits aujourd'hui, demain ce sont les miens qui seront agressés.

Veut-on réussir ensemble ou préfère-t-on nous battre les uns contre les autres?

Mais qui est l'organisateur?

Bertrand Lassaigne, agriculteur: Je suis bien d'accord avec vous, nous pouvons prendre des initiatives et agir ensemble. Moi-même, j'ai participé à différentes actions collectives. Mais il ne faut pas oublier qu'en France, comme au Maghreb et un peu partout ailleurs, la corruption et le mercantilisme parasitent les actions possibles. Regardez comment sont traités les lanceurs d'alerte! Voilà le plus gros problème de la prospective! On dit souvent que gouverner, c'est prévoir. Est-ce que les gens gouvernent ou est-ce qu'ils prévoient? Je ne pense pas qu'ils fassent les deux à la fois.

Antoine Messean, chercheur Inra: Philippe Durance a parlé de la co-construction avec les parties prenantes, avec ceux qui sont concernés par la décision. Mais il y a toujours un organisateur et le problème est là: qui décide de la liste des gens à impliquer? Car les donneurs d'ordre sont souvent issus du monde ancien. Ne faut-il pas commencer par « détruire » les institutions pour pouvoir reconstruire? Et quand je parle des institutions, j'englobe également mon institut, l'Inra. Et je rejoins Bertrand Lassaigne: peut-on à la fois être le décideur et le médiateur, celui qui écoute et facilite? Je me demande si c'est compatible.

Xavier Poux, ingénieur agro: Il me semble que c'est un lieu commun de dire: réfléchissons tous ensemble pour bâtir un avenir collectif. Dans la réalité, ça ne marche pas, parce qu'il y a des systèmes d'intérêts clairement opposés, des visions du monde antagonistes et parfois irréconciliables. Cela renvoie à la question du donneur d'ordre et à ce que Sarah Lumbroso expliquait sur les visées stratégiques qui soustendent les prospectives. Combien étaient-ils au Club de Rome? Huit à dix experts tout au plus. Ce qui n'a pas empêché leur rapport d'être ensuite largement débattu⁴ et de poser les questions sur lesquelles nous butons aujourd'hui. Il y a bien plusieurs manières de faire de la prospective, en cercles restreints ou au contraire dans de larges arènes. D'après mon expérience, des visions différentes coexistent, notamment autour des enjeux environnementaux, selon qu'elles renvoient à une durabilité forte ou faible. Considèret-on que l'environnement est un trade-off (ndlr: un compromis, le fruit d'un arbitrage) entre l'économie et les enjeux sociaux ou admet-on que des atteintes matérielles irréversibles l'affectent aujourd'hui? Ce sont deux visions du monde radicalement différentes et si on n'est pas clair là-dessus, je crains qu'on ne construise des prospectives sur du sable.

Dominique Michenaud, ancien agriculteur: Une remarque très concrète en écho aux propos de S. Lumbroso. Je travaille avec les réseaux InPACT, les Civam, la Confédération paysanne et autres organisations qui travaillent sur les changements de systèmes de production. Toutes disent la pre-

^{2 -} Ce rapport, intitulé *Notre avenir à tous*, a été publié par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'ONU, présidée par la norvégienne G.H. Brundtland. Mentionnant pour la première fois la notion de développement durable, il est à la base du Sommet de la Terre de 1992.

^{3 -} Entrepreneur réputé, conférencier et professeur au sein de grandes écoles, André Sérieyx est notamment co-auteur, avec A-Y Portnoff, du livre « *Aux actes citoyens! De l'indignation à l'action* ». 2011. Ed. Maxima.

^{4 -} Créé en 1968 par huit personnalités de tous pays, dont Bertrand de Jouvenel, ce club a publié en 1972 son premier rapport, « Halte à la croissance », dit aussi rapport Meadows, qui connut un retentissement mondial et fut vendu en 12 millions d'exemplaires.

mière difficulté n'est pas économique, mais psychologique: les freins sont dans la tête des gens, le regard qu'ils portent sur leur métier, les valeurs qu'ils privilégient. Ainsi, à rebours de la décroissance, ils pensent souvent qu'il faut sans cesse s'agrandir, produire davantage. De même, pour eux, la réussite est d'abord individuelle. C'est ce blocage psychologique qu'il faut surpasser, peut-être grâce au collectif.

Alexandre Martin, chercheur Inra: Vous avez parlé de co-construction qui pourrait mener vers un objet commun, partagé, voire consensuel. Cela ne va-t-il pas à l'encontre du débat démocratique qui consiste justement en la confrontation de différents points de vue?

Jean-Marie Seronie, ingénieur agronome: Nous parlons depuis ce matin de futurs. Or ne faudrait-il pas poser clairement ce qui relève d'un côté de la prospective, à savoir les différents futurs possibles, de l'autre ce qui relève de la stratégie, à savoir les futurs désirables? Je reprends ici la terminologie du monde de l'entreprise. Dans nos débats, je me demande si nous ne mélangeons pas les deux.

Philippe Durance: Je crois qu'il ne faut pas confondre la vision commune et le consensus. L'un des objectifs de la prospective consiste à dégager d'un collectif une vision partagée, laquelle n'aplanit pas les diversités, au contraire. Plutôt que d'un consensus, il s'agit d'un accord pour définir certaines lignes de force.

Par ailleurs, la remarque sur les freins psychologiques de D. Michenaud est importante. Je crois sincèrement que la prospective peut aider à les lever, en mettant les gens autour de la table, en travaillant sur leur diversité, en les faisant se confronter les uns les autres ce qui permet d'appréhender d'autres réalités. Et puis, pour dépasser ces verrous⁵, il y a également le droit à l'expérimentation inscrit dans la Constitution mais qui est sous-utilisé, parce que maîtrisé aujourd'hui par un seul acteur, l'État central.

Penser à l'homme

Enfin, la question du commanditaire est cruciale. C'est vrai pour beaucoup d'autres sujets, par exemple le débat public, avec ce problème: celui qui formule la question soumise au débat n'est pas celui qui est le plus concerné par les réponses. On peut alors supposer que les questions posées ne sont pas tout à fait innocentes ou objectives. Faire poser les questions par ceux qui sont directement concernés par les réponses, cela change tout. Michel Crozier disait: le problème, c'est le problème! C'est la même chose pour la prospective, car il y a toujours un commanditaire. Cela dit, le rôle de l'animateur est important. Il doit être capable de demander une reformulation de la question, de s'assurer de la présence de tous les acteurs concernés, de provoquer la réflexion, quitte à refuser la commande en l'état. Il est aussi possible de miser sur l'homme ou la femme providentiel(le). Souvent, il s'avère que la réussite d'un processus

se résume à cela: à la bonne personne aux manettes, ou au bon binôme, à des alliances objectives entre individus qui décident d'ouvrir la réflexion et de laisser l'avenir se construire par les acteurs concernés. C'est ça qui est bien, cela relève de l'humain. Gaston Berger le disait: « penser à l'homme ». Il ne faut jamais l'oublier, nous sommes des êtres de chair et de sang.

Le chemin est plus important que le point d'arrivée

André-Yves Portnoff: Très bonne remarque, Philippe. Pour revenir un instant sur la différence entre prospective et stratégie, on distingue en général la prospective exploratoire, qui décrit les futurs possibles et la prospective stratégique qui consiste à formuler des objectifs qui tiennent compte de ces futurs possibles. Et j'insiste sur le fait que la prospective n'est pas un exercice prédictif. Son intérêt, c'est de réussir à décrire un chemin entre aujourd'hui et dans trois ans, dans sept ans ou dans deux décennies... Et le chemin est plus important que le point d'arrivée. Autrement dit, que dois-je décider ici et maintenant pour aller vers un futur qui me convienne et non pas un futur que j'abhorre?

D'autre part, la co-construction de ce chemin ne s'oppose pas à l'innovation. C'est tout simplement la gestion du changement, et nous sommes tous capables d'assumer le changement. La vie est changement et il faut, dès l'école, éduquer en ce sens les enfants! Prenons l'exemple de la ville de Pithiviers. Il y a trente ans, celle-ci est devenue la première ville internet grâce à son maire, Michel Hervé qui y a mené des démarches très intéressantes. En demandant par exemple à des enfants d'interviewer les personnes âgées afin qu'elles leur racontent le passé de Pithiviers et qu'on puisse ensuite mettre en ligne ces récits. Les enfants devenaient les médiateurs entre la génération passée et l'avenir et les « anciens » se sentaient faire partie de la communauté comme gardiens de l'histoire. Nous devrions tous faciliter ce genre de coopération. Par exemple, beaucoup de sites internet touristiques sont en franco-français: demandons aux élèves en classes de langue de traduire les sites afin qu'ils deviennent multilingues.

Quant à la réflexion de B. Lassaigne sur les lanceurs d'alerte, elle est très importante. L'avenir de la démocratie et le développement durable dépendent de la protection que nous aurons le courage d'accorder à ces acteurs dans tous les pays. Il y a un an, ma femme et moi avons perdu une grande amie, l'éditrice Marina Zanazzo, qui, à travers chaque livre qu'elle publiait, alertait sur les scandales liés à la corruption qui, littéralement, coulent Venise. Ce cas est symbolique de ce qu'il se passe dans le monde, y compris en Europe. La corruption est présente dans tous les pays, elle est présente dans notre quotidien. Si nous voulons sauver le monde, nous devons défendre l'État de droit! □

^{5 -} Inscrit depuis 2003 dans la constitution, ce droit accordé aux collectivités territoriales permet à ces dernières d'adapter les lois et les règlements nationaux aux situations locales, facilitant ainsi, notamment, l'étude des effets d'une réforme.

LA PAROLE AUX AGRICULTEURS

Nous ne demandons pas que d'autres réfléchissent pour nous!









Avec Bertrand Lassaigne, ferme de Ribevrolles (Dordogne), Gaëlle Renou-Gravier, viticultrice Domaine de Perreau (Dordogne), Sabine Nouvet, ONG National Trust (Pays de Galles) et Stephen Fell, éleveur ovin, West Grange (Angleterre).

En amont de la table ronde sur les spécificités éventuelles des prospectives agricoles et alimentaires, la parole était donnée à quatre agriculteurs, issus de différents pays.

> Bertrand Lassaigne: Ceux qui me connaissent ici savent que je me suis fortement engagé dans les semences paysannes. C'est une lutte politique au sens propre du terme, car je me suis rendu compte que les semences qu'on nous proposait étaient adaptées à un système de production et à un milieu qui n'étaient pas les nôtres. C'est plus compliqué pour la vigne car on impose aux viticulteurs des clones, tous semblables comme leur nom l'indique: en cas de maladie, celle-ci se propage sur tous les clones...

> Par ailleurs, je voulais faire une agriculture qui allait d'abord nourrir ma famille et, avec la vente ses surplus, nourrir mes voisins. Du coup, si, à un moment donné, ça va mal pour moi, ces voisins m'aident à passer le cap.

> C'est une décision lourde de conséquences que vous avez prise, car lorsque vous avez décidé de basculer dans ce modèle, il n'y avait pas beaucoup de références...

> B. L.: C'est vrai. C'est comme pour les lanceurs d'alerte, qu'on traite si mal. Vous savez, nous sommes ici dans les terres du grand résistant Georges Guingouin. Ce fut le premier foyer de résistance en France et celui qu'on a le plus maltraité à la Libération. Pourquoi maltraiter ceux qui montrent les bonnes voies? C'est une question que je pose aux prospectivistes.

> Traversons la Manche pour demander à Sabine Nouvet, qui opère au Pays de Galles, si la prospective fait partie de son quotidien.

> Sabine Nouvet: Je travaille pour une Organisation Non Gouvernementale (ONG) au sein d'un parc national dans le Nord du Pays-de-Galles qui louent des terres à 70 fermiers que j'accompagne pour les aider à mettre en œuvre des pratiques écologiques. L'Ong a toujours mené des prospectives, mais en mêlant l'agriculture, la culture et l'environnement. C'est ce qui m'anime. Sauf que les décisions des agriculteurs avec lesquels je travaille se font presque toujours en fonction des subventions de la Pac. Au Pays-de-Galles, les terres agricoles majoritairement montagneuses sont pauvres, le climat peu favorable, lais-

sant peu de choix quant aux cultures et à l'élevage. 70 à 80 % du revenu annuel des fermiers que je suis sont issus des subventions. Cette situation ne les pousse pas à être créatifs ou innovants, ce qui est malheureux. C'est dans ce contexte que notre Ong œuvre pour qu'ils comprennent que les pratiques favorables à l'environnement et au bien-être animal sont primordiales pour préparer l'avenir. Seule une petite minorité, ceux qui ont refusé le système des subventions, en a conscience.

Stephen, en Angleterre, avez-vous également ce sentiment que la politique agricole empêche de prendre des initiatives et est exempte de réflexion prospective?

Stephen Fell: Oui, surtout sur la partie environnementale, alors même qu'une grande partie de l'opinion prend conscience de l'importance d'agir mieux pour préserver les milieux. Et ce, d'autant plus dans un pays plus petit que la France, qui compte 60 millions de personnes. Donc une densité très forte qui devrait pousser les agriculteurs à des pratiques moins polluantes pour la population environnante. À mon sens, non seulement il y a un marché porteur pour une agriculture responsable, mais nous devons prouver que nous aussi sommes attentifs à notre environnement.

B. L.: Une réaction par rapport à ce qu'a dit Sabine: les fermiers de son Ong se laissent dicter leur conduite via les subventions. En fait, le système en place s'est débrouillé pour que les agriculteurs n'aient plus besoin de connaître l'agronomie. C'est le négoce qui pilote le développement agricole. Si on ne sépare pas les deux, cela ne pourra pas marcher. Car l'intérêt du négoce, c'est que les agriculteurs achètent des fertilisants, des semences etc. Alors que le métier d'agriculteur existait bien avant le négoce. Les paysans arrivaient bien à se débrouiller, ils faisaient eux-mêmes leurs semences et leurs fertilisants! L'avenir pour moi, c'est cela: l'agriculteur doit maîtriser ses outils. Un exemple: aujourd'hui, des sociétés vendent aux exploitations des micro-organismes cultivés en laboratoire ou en milieu exogène. Ça sert à rien! Il y a plein de méthodes plus naturelles, qui marchent très bien. Autrefois, les agriculteurs allaient chercher des fougères dans les bois pour faire la litière de leurs bêtes, puis ils en faisaient du compost.

Alors, que demandez-vous à ceux qui mènent des travaux prospectifs pour l'agriculture de demain?

B. L.: Mais moi, je n'ai rien à leur demander! C'est ça le problème. Les agriculteurs ne demandent pas qu'on réfléchisse pour eux! Et c'est vrai pour la population d'une manière générale. On n'est pas là pour que quelqu'un nous donne le bonheur! Comme on l'a dit ce matin, il faut créer ensemble, partager, co-construire les solutions.

Cela a le mérite d'être clair! Gaëlle, vous êtes viticultrice, ce qui implique peut-être des spécificités pour appréhender l'avenir?

Gaëlle Reynou-Gravier: En fait, dans mon secteur, on nous demande aujourd'hui de nous adapter au futur et à tout ce qui peut arriver demain - c'est-à-dire d'être aux normes - ce qui n'est pas le cas pour une majorité d'exploitations viticoles. Il s'agit là d'une monoculture, qui plus est d'une culture pérenne, faite pour durer, mais nous ne sommes pas maîtres du choix des cépages, qui sont imposés par les cahiers des charges. Par exemple, si vous en êtes en AOC Bergerac, impossible de cesser le Merlot et le Cabernet en rouge, ou le Sémillon en blanc. Ensuite, notre culture nous impose la durabilité de notre vigne, nous le savons bien, mais aujourd'hui on nous demande pourquoi nous ne sommes pas assurés. Eh bien, justement pour avoir une meilleure durabilité, parce que c'est trop cher. Certes, nous voudrions pouvoir renégocier des assurances globales pour mieux appréhender le futur, dans la mesure où nous ne pouvons pas garantir la régularité de notre production, et avoir pour cela une aide extérieure. Sauf qu'être aidé, c'est ne plus être maître de son exploitation. Et puis, mieux isoler un chai, moins dépenser d'énergie, c'est bien, mais cela ne va pas influencer la nature. C'est ce qui me fait peur. Vous m'auriez posé la question il y a deux ans, je n'aurais pas répondu du tout la même chose. J'aurais pensé au marché,

à l'export. Aujourd'hui, nous essayons juste de produire de manière régulière, avec le moins d'à-coups possibles dus à la climatologie.

Sabine Nouvet: Deux remarques, si vous le permettez. La première, c'est que j'ai l'impression qu'en général, les prospectives sont menées sans les fermiers. Du coup, les stratégies élaborées passent par moi, l'écologue, pour aller jusqu'aux agriculteurs. Je trouve ça très inconfortable. Je n'aime pas entrer dans une ferme et dire: vous savez qu'ici, vous êtes censés avoir 30 hectares de forêts en plus et 100 hectares supplémentaires de fougères. Je ne peux pas dire ça. J'écoute, et ensuite nous élaborons ensemble notre propre stratégie.

Deuxièmement, sachez que depuis cinq ou six ans, le gouvernement gallois mène un programme très intéressant pour les jeunes fermiers. Chaque année, une douzaine d'entre eux sont choisis pour participer à des conférences, se rendre à Bruxelles et dans les ministères à Cardiff... L'idée, c'est que par une meilleure compréhension des mécanismes et des décisions politiques, ils participent plus à leur mise en œuvre.

Espérons-le. Et vous, Stephen, de quelles prospectives avezvous besoin, vous, au-delà des marchés?

Stephen Fell: En tant qu'agriculteur, quand on pense les prospectives, il faut toujours avoir à l'esprit le consommateur. Qu'est-ce qui importe le plus à ses yeux quand il va faire ses courses, au-delà du prix? La santé. D'où cette préoccupation: que fait-on en agriculture pour produire des aliments qui contribuent à préserver la santé de nos concitoyens? Actuellement, nous ne produisons pas en fonction des attentes exprimées par les consommateurs. On produit des matières premières, qui sont livrées à des intermédiaires, lesquels approvisionnent un marché. À mon avis, il faut que les agriculteurs travaillent beaucoup plus avec la communauté scientifique, y compris les céréaliculteurs, pour améliorer la qualité nutritionnelle, par exemple, ou baisser les intrants. □

TABLE RONDE

Quelles spécificités pour les prospectives agricoles et alimentaires?









Avec Gonzalo Eiriz Gervas, responsable de la sous-direction générale analyse-prospective et coordination au sein du ministère espagnol de l'agriculture et de la pêche. Bruno Hérault, chef du Centre d'Études et de Prospective (CEP) du ministère français de l'Agriculture et de l'Alimentation et Bertrand Schmitt, directeur de recherche Inra, ancien délégué à l'expertise scientifique et collective à la prospective et aux études (DEPE Inra).

Avec les réactions de Sébastien Picardat du cabinet de conseil et prospective stratégique Synevop.

Depuis une vingtaine d'années, depuis que les crises sanitaires et environnementales se succèdent, une sorte de frénésie semble s'être emparée à la fois des acteurs privés et publics, pour produire des prospectives agricoles et alimentaires avec le sentiment, quand même, que rien de très nouveau n'est proposé... Où en est-on des prospectives agricoles et alimentaires en France et en Europe? Par qui sont-elles réalisées et à quoi servent-elles vraiment? Qu'est-ce qui leur manque?

Mission Agrobiosciences-Inra: Pour commencer, nous venons d'écouter des agriculteurs, qui ont dit beaucoup de choses, pas toujours positives, sur la prospective, et notamment qu'ils n'en attendent pas grand-chose. Comment réagissez-vous à ces remarques?

Gonzalo Eiriz Gervas: Je ne suis pas un expert de la prospective, mais il me semble qu'à part le collègue anglais qui voulait connaître les tendances lourdes sur l'avenir, les autres parlaient davantage d'assurance, de régularité, de ce qu'il allait se passer l'année prochaine, donc de prévision et de gestion des risques.

Bruno Hérault: D'abord, j'ai trouvé que les mots prononcés (« long terme », « marché », « aléas », « incertitude », « fragilité », « faire partie d'un tout », « être acteur »...) permettent de cocher toutes les cases pour exprimer un besoin réel de prospective. Ensuite, j'ai trouvé intéressantes les remarques sur la faim, sur la demande alimentaire, sur le fait que, dans le cadre de la Pac, le discours dominant qui a longtemps été: « On produit, vous mangerez bien ce qu'on aura produit! » s'est aujourd'hui transformé en : « Nous voulons manger cela, ici, tout de suite, pas cher, et si vous ne nous le produisez pas, on ira le chercher ailleurs. » On passe d'une politique de l'offre, assez autoritaire et descendante qui, certes, a donné une autonomie à l'Europe vers la fin des années 1970, à une alimentation des ménages qui tire la production au gré de rythmes de vie, de rythmes de villes, des rythmes familiaux à accompagner au quotidien. Cela me semble extrêmement important pour orienter une réflexion

Troisième remarque, les expressions « sans les acteurs » ou « avec les acteurs » me gênent beaucoup. Je fais une distinction stricte entre la prospective comme mode de raison-

nement et le fait qu'il y ait une participation ou pas d'acteurs à un moment donné. Il existe des prospectives extrêmement techniques, technocratiques même, scientifiques, avec ou sans acteurs, et d'autres complètement participatives et intuitives, également avec ou sans acteurs... Je pense que la logique de réalisation de la prospective n'a rien à voir avec l'ouverture, ou pas, d'un système d'action discutant et débattant des contenus et résultats de cette prospective.

Ensuite, j'ai trouvé très intéressant, dans une sorte de comparaison internationale très rapide, mais très illustrative, qu'un Anglais nous dise qu'il suit avant tout les marchés, alors que le Français dit qu'il cherche avant tout à nourrir sa famille. Cela m'a semblé concrétiser deux sortes de sensibilités nationales historiques, mais toujours bien présentes aujourd'hui.

Cinquième et dernière remarque, le mot « prospectiviste » me dérange. Je ne me dis absolument pas « prospectiviste », on ne naît pas prospectiviste, on ne le devient pas non plus. La prospective n'est ni une science, ni une discipline, c'est juste un supplément d'âme et une boîte à outils. Je pense qu'on peut être économiste et s'intéresser à la prospective, sociologue et parfois faire de la prospective. Mais quand quelqu'un vous dit simplement « je suis prospectiviste », il faut peut-être commencer à se méfier.

Bertrand Schmitt: Comme Bruno, je ne suis pas prospectiviste, je ne suis pas né dedans. Par rapport à ce matin, où a été plutôt abordée la théorie de la prospective, nous allons, cet après-midi, davantage parler des prospectives

Concernant l'intervention des agriculteurs, j'ai d'abord retenu qu'ils n'ont rien à nous demander. C'est logique, parce que ce sont plutôt les pouvoirs publics qui sont demandeurs de prospective. Et notre rôle est de faire le lien entre cette demande des pouvoirs publics et l'ensemble du milieu qui doit réagir. Deuxième point, j'ai noté des postures différentes face à l'innovation et une ambiguïté forte a été relevée sur le rôle de la Pac quant aux évolutions environnementales. Les MAE (Mesures Agro-Environnementales) ont probablement augmenté la prise de conscience des questions environnementales dans l'agriculture, mais ont été rejetées par un certain nombre d'agriculteurs tant l'instrument est lourd et compliqué à mettre en œuvre. Je trouve donc que ce débat de savoir comment on impulse un certain nombre d'évolutions est important. Enfin, un dernier point qui me semble plus difficile à intégrer dans les prospectives : comment peut-on s'organiser autour des instabilités?

Pas de spécificités, une démarche passe-partout

On entend souvent dire que l'agriculture est un secteur spécifique, puisque soumis à de très fortes tensions comme le réchauffement climatique, la raréfaction des ressources ou la volatilité des prix... D'où notre question: « Quelles spécificités pour les prospectives agricoles et alimentaires? » B.S.: Si j'ai accepté de participer à cette table ronde, c'est parce que le titre m'a terriblement énervé: pourquoi, une fois de plus, veut-on nous faire dire que les secteurs agricole et agroalimentaire ont des spécificités? Peut-être y en a-t-il, mais pas du point de vue de la prospective. Alors évacuons assez vite la présence de spécificités de la prospective agricole.

Prenons, et c'est ce que font les prospectives, les secteurs agricole et agroalimentaire comme tout autre secteur économique ou comme toute action humaine, et essayons de voir quelle prospective peut être construite autour. J'en veux pour preuve un travail pour lequel nous avons lu et analysé une centaine de prospectives internationales sur l'environnement et les 300 scénarios qu'elles ont élaborés. Résultat: tous ces scénarios, qu'ils soient agricoles ou environnementaux, ont pour principal moteur la gouvernance. Dans la plupart des prospectives examinées, quel qu'en soit le sujet, ce sont toujours la gouvernance et l'économie les deux premiers facteurs moteurs pour lesquels sont identifiés les incertitudes,

les risques de rupture, sont élaborées les hypothèses préalables à la construction des scénarios... Et il ne s'agit pas de la gouvernance ou de l'économie de l'agriculture, mais bien de celle de l'ensemble de la société avec ses déclinaisons et ses impacts directs et indirects sur l'agriculture. Alors bien-sûr, les prospectives peuvent différer selon le secteur observé. Ainsi, les prospectives énergétiques intègrent, d'entrée de jeu, des hypothèses sur les évolutions et ruptures technologiques, plus ou moins rapides, lourdes, coûteuses; elles sont donc portées par ce prisme. Les prospectives agricoles le sont un peu moins et je les trouve d'ailleurs moins précises que les prospectives énergétiques quant aux conditions technologiques de leur réalisation et moins précises que les prospectives environnementales quant aux impacts environnementaux de l'activité agricole. Il faut dire qu'elles sont souvent centrées sur la question de l'organisation interne des filières, sur la réponse à l'aval, sur la sécurité alimentaire mondiale, sur les usages des terres...

B. H.: Premier élément de réponse, il y a bien-sûr une vraie spécificité des objets des prospectives agricoles et alimentaires, qui fait que l'on va travailler sur la forêt, l'alimentation, les productions, les rendements, le climat, les sols... et ces prospectives ne vont évidemment pas être réalisées au ministère des Affaires sociales ou de la Justice.

En revanche, deuxième élément de réponse, la prospective propose un cadre, une approche, une intelligibilité, une façon de se représenter la réalité et je pense qu'il n'y a pas de spécificité des méthodes, des outils, des raisonnements des prospectives agricoles et alimentaires. Et il ne faut pas qu'il y en ait.

La prospective n'est pas une science, mais comme la veille, l'évaluation de politiques publiques ou la modélisation, c'est un mode de raisonnement transversal par rapport aux compartiments disciplinaires universitaires. Et cette transversalité est utile, parce qu'elle permet de braconner sur les marges des territoires intellectuels et des systèmes installés. Je milite donc pour que la prospective ne travaille pas d'emblée sur les spécificités agricoles et alimentaires, ce qui serait la ruine de la prospective en matière agricole et alimentaire, surtout que le monde agricole s'est historiquement construit de façon relativement communautaire, avec sa protection sociale, son enseignement agricole, ses spécificités à lui.

Ce regard généraliste, plus que sectoriel, a d'ailleurs prévalu lors de la création du CEP (Centre d'Études et de Prospective). Nos exercices de prospective doivent d'abord être systémiques, transversaux, insérés dans un environnement plus général. Il faut une démarche passe-partout, qui s'adapte à tous les objets, à tous les sujets. C'est cela qui fait l'importance et l'utilité du raisonnement prospectif, en agriculture comme ailleurs. Autrement, on tombe sur du prêt-à-penser qui intimide l'intelligence et nous empêche de formuler les bonnes questions.

Prenons un exemple.

Quand on est dans le monde agricole, on ne pense pas « trajectoire professionnelle » et « curriculum », on pense plutôt « installation », c'est-à-dire à la manière dont la puissance publique avait tendance à installer une population donnée. La prospective peut aider à prendre du recul par rapport à cette logique d'installation. Deuxième exemple, le raisonnement par filières associant un produit, un territoire, un marché, des acteurs, qui était très modernisateur, innovant, important dans l'après-guerre, reste très prégnant aujourd'hui, alors que ses vertus explicatives sont bien moindres. Une prospective élargie peut aider à dépasser ces filières pour raisonner plus globalement sur des chaînes de valeur mondialisées, tout en conservant les filières comme une des variables de ces chaînes mondiales.

Gonzalo, vous êtes venu à Bergerac, dites-vous, pour apprendre de la France qui, depuis une cinquantaine d'années, a écrit une grande histoire de la prospective. Dans votre service, vous ne faites pas encore de la prospective, mais davantage de la stratégie avec des acteurs, des experts. Pourquoi, aujourd'hui, le ministère de l'Agriculture espagnol a-t-il décidé de faire de la prospective?

Gonzalo Eiriz Gervas: Avant d'être fâché ou moyennement fâché, votre question sur les spécificités m'a donné à réfléchir. Alors, nous non plus n'avons pas trouvé de spécificité, mais cela nous a posé la question de savoir pourquoi nous nous intéressons maintenant, comme institution publique, à la prospective.

Première raison, bien que l'agriculture soit un secteur réglé par la Pac, une politique extérieure donc, nous sommes au moins responsables de la négociation. Sur ce plan-là, la prospective est un outil pour nos décisions. Deuxième raison, l'agroalimentaire est un secteur très sensible tant du point de vue de la sécurité alimentaire que de sa responsabilité dans la gestion du territoire.

De sorte que la gestion environnementale, le défi du dépeuplement du milieu rural, mais aussi les filières dont parlait Bruno, le pouvoir de négociation... tout cela nous amène à dire qu'il serait très intéressant, du point de vue public, qu'il y ait des études de prospective sur le secteur agro-alimentaire.

Un pouvoir de négociation pour les agriculteurs

Quand nous avons préparé cette table ronde, vous avez employé des mots très forts : faire de la prospective comme un service public, pour venir en aide aux plus petits agriculteurs de votre territoire démunis face au big data, à la somme de données dont ils ne savent plus quoi, ni comment faire.

G.E.G.: La surabondance de données est très difficile à saisir même pour des spécialistes. Chez nous, la structure des producteurs, dont les très petits, n'est pas très bien organisée. Le système des coopératives marche bien, mais il est fait par des « milliards » de petites coopératives dont la capacité d'innovation, d'investissement et d'embauche de ressources humaines spécialisées est très faible. L'idée, c'est de connaître le futur probable. Si cela peut aider quelqu'un à prendre de bonnes décisions... Ce serait un service que pourrait rendre le public, au lieu de laisser les logarithmes contrôler la gestion des données.

Vous parlez des Gafa qui sont en train de formater le marché?

G.E.G.: L'autre jour le président de la banque Santander, la plus importante en Espagne, a dit que, auparavant, la richesse était aux mains de moins de 1% de la population mais que, dans l'avenir, seulement 1% de ces 1% auront les logarithmes, donc le pouvoir de contrôle des données. Alors, si on peut rendre plus facile l'accès non seulement aux données mais aussi aux résultats de ces données, on pourra donner l'opportunité aux petits agriculteurs de pouvoir mieux se positionner sur le marché et de répondre aux besoins des consommateurs. Car chez nous, il y a un million d'agriculteurs, 90000 industries et cinq distributeurs... Le pouvoir de négociation dans la chaîne, dans les filières est donc très faible pour les agriculteurs.

Bruno, vous travaillez pour le ministère de l'Agriculture français. Voici un collègue espagnol qui tente de débroussailler ce secteur de la prospective. Que pouvez-vous lui

B.H.: Je partage tout ce qu'il dit, sauf ses conclusions sur la prospective comme « service public » répondant directement aux besoins des consommateurs. La prospective vise des conséquences plus larges et plus ouvertes que seulement cela.

La prospective peut et doit animer le débat public, défendre l'intérêt général, dire ses vérités aux décideurs, mais de là à en faire un service essentiellement destiné aux publics! Il faudrait d'ailleurs discuter du périmètre de ce « service » et regarder de près la conception française ou espagnole de ce terme, tellement connoté.

Deuxièmement, je trouve que Gonzalo a raison d'évoquer le big data, l'accumulation de traces et de données qui donnent l'impression qu'il n'y a plus besoin de théorie, qu'il suffit de suivre les passages sur Internet pour avoir une connaissance pure de la réalité des courants sociaux. C'est un problème. Ces données massives sont importantes à connaître, mais je n'en ferais pas l'alpha et l'oméga des besoins et des demandes de prospective.

Enfin, nous avons récemment commandé une prospective sur l'évolution des comportements alimentaires, en destinant les résultats surtout aux petites industries agroalimentaires, qui manquent souvent d'éléments de réflexion stratégique. Cette prospective doit permettre aux acteurs démunis de raisonnements transversaux d'accéder à des informations sur les dynamiques des marchés, mais je n'en ferais pas une cible particulière, parce que tout le monde a besoin de prospective, les « petits » acteurs comme les « gros ».

La prospective est donc destinée à l'ensemble des acteurs qui veulent travailler en commun pour fabriquer le futur. Elle s'adresse à tous ceux qui, à un moment donné, prétendent construire des voies vers des avenirs dissemblables des présents prolongés.

Éclairer le décideur et le débat public

B. S.: C'est un bon objectif d'essayer d'« armer » un ministère ou un gouvernement de réflexions plus larges que celles conduites à visée simplement court-termiste, mais l'enjeu reste un peu compliqué, un peu difficile.

J'ai noté quelques mots sur lesquels j'aimerais revenir. Le premier, c'est « outil d'aide à la décision ». Je pense qu'il est délicat de prendre la prospective sous cet angle-là. La prospective, comme d'autres types de travaux, permet d'éclairer le décideur et le débat public, ce n'est pas un outil d'aide à la décision en tant que tel. La deuxième expression qui m'a fait un petit peu tiquer, mais c'est peut-être aussi dû à la traduction, c'est « futur probable ». En prospective, je préfère qu'on explore les futurs possibles. Et c'est entre les options prises par certains acteurs et les options que pourraient prendre d'autres que vont commencer à s'exprimer les futurs possibles.

G. E. G.: Merci pour vos retours, c'est très intéressant. Une précision cependant, nous n'avons pas pour idée d'aider seulement les plus petits.

En Espagne, l'État est très décentralisé, et dans les secteurs agricole et industriel la présence des représentants des agriculteurs est très forte aussi. Nous espérons que cette prospective sera construite sous forme participative et prendra en compte des régions et des représentants de tous les types d'agricultures et d'industries.

Justement, comment se fabriquent les prospectives? Bruno, comment faites-vous au CEP, avec quels outils, et pour qui, puisque Bertrand dit que ce n'est pas un outil d'aide à la décision publique. Et comment arrivez-vous à délivrer cette matière à réflexion aux toutes petites IAA? Est-ce que vous co-construisez ces prospectives avec les acteurs?

B.H.: D'abord, je pense qu'on fait de la prospective à partir d'une bonne définition de la prospective. Car si on ne sait pas ce qu'on cherche, on ne sait pas ce qu'on trouve, et on peut donc en parler longtemps dans le vide... La prospective, c'est l'anticipation au service de l'action, c'est préparer l'avenir en se préparant à lui. La prospective, ce sont trois questions à traiter: 1) Que savons-nous des tendances passées et présentes? 2) Que peut-il advenir? 3) Que décider, que faire? Il y a une très belle formule du sociologue Auguste Comte qui, à mon sens, résume très bien ces trois questions: « régler le présent d'après l'avenir déduit du passé ».

Une synthèse, dans le temps et dans les disciplines

J'insiste, la prospective ne s'arrête pas à « que peut-il advenir? ». La prospective n'est pas seulement une anticipation. En amont, la première question, « que savons-nous? », est typique d'une question de recherche: une bonne prospective suit le protocole d'une recherche bien faite; grosso modo, il faut poser des hypothèses, récupérer des variables, disposer de données, traiter des statistiques.

En aval, la question « que faire? » permet d'alerter le décideur et de lui expliquer: « Si vous voulez faire ceci ou cela, sachez qu'alors vous aurez à enclencher le scénario 2 ou bien le scénario 4 ». Les décideurs publics, comme privés, ignorent nécessairement une partie des réalités qu'ils gèrent, et il est fort probable que les acteurs ne sachent pas à l'avance quelles réalités ils vont produire, surtout quand ces actions s'entrechoquent les unes les autres. Il peut donc être utile que celui qui a fait la prospective dise: « Si vous faites le scénario 2 et un morceau du scénario 4, alors cela nous orientera dans telle ou telle direction. » Ensuite, comment fait-on des prospectives? Contrairement à ce que j'ai entendu ce matin, dans certains exposés ou discussions, je n'ai jamais pensé ou imaginé que la prospective est seulement une affaire de « bonne volonté », comme si « tous les gars du monde » prenaient conscience de problèmes, puis se tenaient la main et décidaient tous ensemble que leurs actions concertées allaient marcher. Ce n'est pas comme cela que ça marche.

Oui, il y a des actions collectives, des prises de conscience, des dominants et des dominés, des gouvernants et des gouvernés, des innovations, des capacités de changement social, du capital cognitif et culturel, pour prendre conscience des réalités et vouloir les modifier. Mais ce n'est pas aussi simple que cela. La prospective n'est pas un simple processus de conscientisation de choses injustes qui mériteraient d'être retordues politiquement.

La prospective, c'est avant tout du travail: lire des statistiques, des sociologues, des économistes, comprendre ce qu'ils ont voulu démontrer, faire l'analyse rétrospective des vingt ou cinquante dernières années et, ensuite, animer un groupe, élaborer des scénarios, ou modéliser, ou administrer un questionnaire Delphi¹, ou faire une bonne analyse de tendances, tout en sachant qu'il y aura des ruptures et des crises.

En même temps, je m'empresse de dire que la prospective n'a rien inventé. Elle a emprunté l'analyse systémique aux

^{1 -} http://www.spiral.ulg.ac.be/fr/outils/methode-delphi/

sciences sociales, l'analyse combinatoire aux mathématiques, tels ou tels morceaux de méthodes aux uns et aux autres. La prospective est un coucou qui a pondu ses œufs dans les nids des autres disciplines intellectuelles et qui en a fait une sorte de synthèse au service de l'action politique.

Bertrand, utilisez-vous les mêmes outils et les mêmes méthodes que Bruno? Et au sein de l'Inra, vous avez fait de la prospective pour qui, pour quoi? Pour Philippe Mauguin, PDG de l'Inra, pour éclairer les recherches à venir dans dix, vingt, trente ans?

B.S.: Avoir une base de connaissances la plus propre possible et une très bonne connaissance de l'ensemble des interactions, envisager les hypothèses et ce sur quoi vont porter les ruptures probables et les combiner entre elles pour former des scénarios cohérents... tout cela fait partie de la boîte à outils de la démarche prospective que tout le monde utilise, en mobilisant un groupe composé d'experts, d'acteurs, etc. Je pense qu'il n'y a pas beaucoup de différences dans la façon de mener les prospectives.

Alors, pour qui? Le plus souvent, nous menons des prospectives pour l'externe. Par exemple, il y a peu, nous avons répondu avec Xavier Poux de l'AScA² à une commande du Commissariat du Massif Central sur le devenir de la filière viande de ruminants dans le Massif Central à l'horizon 2050. Mais nous réalisons aussi des prospectives pour l'interne, pour réfléchir aux orientations de recherche. Il y a une prospective historique à l'Inra sur la question de la forêt. Nous avions à l'époque fait comprendre à nos collègues forestiers que, d'un côté, il y a ceux qui font pousser les arbres et, de l'autre, ceux qui les transforment et que, peut-être un jour, il faudrait qu'ils fassent le lien entre les deux. Le résultat opérationnel de ce travail est étonnant, car cette prospective qui a maintenant vingt ans est inscrite dans les gènes de ce département de recherche et dans la façon dont ses chercheurs se posent encore aujourd'hui leurs questions de recherche. Autre exemple plus récent: en quoi l'arrivée du numérique bouleverse-t-elle les pratiques de recherche et d'enseignement en biologie, en agronomie, en sciences de l'aliment et des procédés, en sciences économiques et sociales?

Les prospectives pour l'interne posent donc des questions classiques appliquées à notre secteur, sans spécificité non plus. J'aimerais ajouter qu'il y a une forte ambiguïté dans nos milieux sur ce qu'est la prospective. Le CNRS, par exemple, emploie très souvent, comme l'Inra, l'expression « prospective scientifique ». Je me suis bagarré en interne pour supprimer ce terme, mais il a été gardé.

Que diriez-vous dit à la place?

B. S.: « Ateliers de réflexion stratégique », parce que ce type d'approche se place sur le trend (le courant) actuel de la science que l'on pousse à un horizon de cinq à dix ans, sans envisager différents futurs possibles. En tout cas, on n'envisage pas les usages de la science ou des résultats dans la société. Donc pour moi, ce sont vraiment des ateliers de réflexion stratégique, ce qui est très utile pour piloter des boutiques comme les nôtres. Mais, je trouve dommage que nous utilisions le terme à mauvais escient.

2 - http://www.asca-net.com/

Des prospectives destinées à un large public

B. H.: J'ai oublié de dire, et c'est important, qu'au CEP nous associons la veille (détection de signaux faibles), la prospective (comme projection-anticipation) et l'évaluation des politiques publiques (comme rétroviseur pour avoir un retour d'expérience sur les actions mises en œuvre). Je n'arrive pas à faire de la prospective sans veille et sans évaluation, et réciproquement, car les trois registres sont très complémentaires et permettent un management bien plus facile des réflexions prospectives.

Enfin pour qui la prospective? Nous au CEP, très clairement, pour le ministère, et indirectement pour l'ensemble des parties prenantes en lien avec le ministère et ses politiques. Par exemple, dans le cadre d'une prospective sur les transformations énergétiques, nous nous posions la question de savoir comment l'agriculture allait faire sa transition énergétique, mais nous nous sommes bien sûr aussi demandé ce qu'il en serait pour les agriculteurs. Car on sait tout des rendements, des tracteurs, des hectares, de la Pac, mais on ne sait pas bien ce qu'il y aura dans la tête des agriculteurs de demain, ce que seront leurs attitudes, leurs priorités et stratégies.

Par la suite, nous avons même réalisé une prospective résolument socio-culturelle, centrée sur les conditions de réalisation du métier demain.

Vous avez les résultats? Les agriculteurs ici présents n'ont pas l'air au courant...

B. H.: Cela a été fait et publié en 2012. Il s'agit de l'ouvrage: Le monde agricole en tendances. Je l'ai présenté au moins une douzaine de fois. Cela pose effectivement la question de la diffusion des résultats de la prospective.

Ensuite, nous nous sommes interrogés sur l'adaptation de la forêt et de l'agriculture au changement climatique, avec une prospective plus technique, étayée par des simulations de Météo France. Puis, nous nous sommes dit qu'il fallait cesser de raisonner trop franco-français et bruxello-européen, car nous vivons dans un vaste système planétaire. Le monde est déjà dans notre assiette, le commerce alimentaire est mondialisé, et il y a très longtemps que les villes s'alimentent au long cours. Nous avons donc réalisé la prospective *MOND'Alim 2030*, pour décentrer le regard

et aider les lecteurs à mieux comprendre les tendances à la mondialisation des systèmes alimentaires.

On nous adresse aussi, au sein du ministère, des demandes plus ciblées et concrètes. Ainsi, la direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER) nous a demandé de mener une prospective sur les métiers, qualifications et compétences de demain, et sur les secteurs qui créeront ou non des emplois, afin de mieux situer l'enseignement agricole dans ses dynamiques, et donc d'ores et déjà de réfléchir aux bons diplômes et parcours de formation à mettre en œuvre pour accompagner ces transformations du marché du travail. Aujourd'hui, seulement 12 % des élèves de l'enseignement agricole ont des parents agriculteurs, et les diplômes délivrés concernent de plus en plus les services et l'aide à la personne en milieu rural. De plus, les classes sont plutôt pleines en filières animales, alors que leur avenir semble difficile, et les élèves en filières végétales sont moins nombreux.

Pour aller un peu plus loin, comment se porte la prospective en France et en Europe? Je n'ai pas lu toutes vos productions Bruno, mais on a le sentiment que ça ronronne, que ce sont plus ou moins les mêmes scénarios qui sortent. On ne voit pas vraiment de scénarios de rupture apparaître. Pour quelles raisons: le contexte est-il particulièrement difficile en ce moment? Le monde trop complexe? Le manque d'objectifs plus clairs? Le manque d'audace ou de courage politique?

B.H.: Eh bien justement, parce que c'est un sentiment, et peut-être seulement un sentiment.

Pas seulement. Sébastien Treyer dit que l'une des premières missions de la prospective serait de mener une critique approfondie des discours qui tournent en boucle ou qui sont détournés. Par exemple, la FAO dit qu'il faut produire plus pour nourrir neuf milliards d'habitants. Une info qui tourne en boucle et se transforme en une sorte de cadre surplombant dans lequel toutes les prospectives s'engouffrent comme un acquis. Alors que l'un des principaux messages du rapport de la FAO est que l'Afrique doit produire plus pour se nourrir elle-même. N'y a-t-il pas là quelque chose qui ne permet pas aux prospectives de remplir leur rôle de décloisonner, de penser de manière

complètement nouvelle, différente, sans s'imbriquer dans des cadres plus ou moins validés.

B.H.: Tout d'abord, je pense qu'il faut lutter contre l'idée, répandue, qu'on ne vivrait que dans des sociétés de l'urgence, du tout-de-suite et du court terme.

Nous sommes à la fois dans des sociétés de l'urgence et dans des sociétés du long terme. En effet, nous n'avons jamais disposé d'autant de capacités à réagir en urgence (crises sanitaires, accélération des déplacements et des mobilités, etc.), mais, en même temps, nous n'avons aussi jamais disposé, dans l'histoire, d'autant de facteurs, d'agents, de moyens pour anticiper long et loin. Mais cela ne se voit pas. C'est le travail caché des entreprises privées, des institutions, des administrations, des think tanks, qui n'apparaît que partiellement dans les médias.

Regardez comment le Giec se propulse à 2100, les simulations démographiques se font sur le long terme, comment on envisage la rentabilité et l'amortissement du tunnel Lyon-Turin sur des périodes très longues, etc. Idem pour la transition énergétique, qu'il s'agisse du renouvelable ou du parc électronucléaire. Jamais nous n'avons disposé d'autant de données relativement fiables pour avoir des capacités de projections aussi puissantes sur des périodes de temps aussi longues. Mais on ne le voit pas et, souvent, on insiste sur l'urgence qui, elle, est ressassée médiatiquement.

Il y a bien simultanément les deux à la fois: les pilotages politiques sont désormais à la fois capables de s'adapter à des crises de court terme et de se projeter sur du long terme. La décision publique sait tenir compte de la multiplicité des temps sociaux.

Deuxièmement, la pensée prospective n'a jamais été aussi développée. Par exemple, au CEP, nous voyons passer dix à quinze prospectives par mois, nous en sélectionnons trois ou quatre pour notre bulletin mensuel. Il n'y a jamais eu autant de prospectives, et dans tous les domaines. Je ne pense pas qu'on puisse se plaindre de cette multiplicité. Alors, bien-sûr, il faudra trier, mais cette expansion des capacités de réflexion prospective est consubstantielle au mouvement de complexification des sociétés.

Pour terminer, je reviens sur prospective et esprit critique. Je ne suis pas sûr que la prospective soit là pour être toujours un peu critique, critique ou hypercritique. Non, je pense qu'elle est là pour dire, simplement, la vérité de la prospective, pour dire qu'il y a plusieurs solutions, plusieurs chemins, plusieurs voies. Ou alors, on pense que demain sera nécessairement comme ceci ou comme cela, et on se contente de prolonger les tendances des dernières années, et on dit dans quel mur on risque de rentrer demain. Pour être utile au décideur, la prospective doit s'en tenir à sa vérité méthodologique, à partir de choses avérées et objectivées.

Ce matin, il a été dit qu'il fallait du courage pour dire la vérité aux politiques.

B. H.: Il faut aussi du courage aux politiques pour tenir compte de la vérité de la prospective! Le courage de la prospective est beaucoup plus simple parce qu'elle se contente de dire: « *On pense qu'il va se passer cela. Les faits nous orientent dans telle direction.* » Et les tendances de la réalité sont assez orthogonales aux discours que j'ai entendus ce matin: nous continuons de perdre des exploitations et des exploitants tous les ans, alors on peut toujours vouloir,

comme cela a été dit ce matin, une multiplication des exploitations agricoles, la tendance continue à aller dans le sens de la diminution, de l'agrandissement, de la céréalisation de l'agriculture française. Les faits sont têtus. On pourrait en dire autant en matière climatique ou en matière de marchés internationaux: il y a d'un côté les volontés, et de l'autre la réalité obstinée.

Vous dites, la tendance, c'est la céréalisation. Mais ce n'est pas parce que la prospective est écrite que le futur l'est également. Comment les acteurs sur le terrain qui disposent de ces données, de ces grandes tendances à long terme, font-ils pour ajuster leur activité?

Quantifier les effets des scénarios proposés

B.H.: Là, on est dans le passage de l'anticipation à l'action, et dans la manière d'opérer cette transition. Peut-être que, pour des raisons historiques et institutionnelles, la France ne fait pas facilement le passage entre l'expertise et la décision, entre la conjecture et l'action. Il y a donc des tendances, et une fois qu'elles sont avérées, on est dans le passage de la prospective à l'action et dans la sensibilisation du ou des acteurs qui auront à se dire: « *Est-ce que je veux continuer dans cette direction ou est-ce que je veux aller dans une autre?* »

B.S.: Dans la formulation de la question, on a fait l'hypothèse

que les prospectives manquent d'imagination. C'est vrai, on y retrouve toujours les mêmes scénarios et c'est normal. Est-ce gênant, est-ce explicable? En mettant autour de la table des experts et des groupes d'acteurs de la société d'aujourd'hui et emprunts d'idées convenues, la prospective telle qu'elle est menée va obligatoirement aboutir à des scénarios qui se ressemblent tous. C'est mécanique, mais pas grave en soi. Dans un certain nombre de prospectives que j'ai vu passer en cinq ans, on retrouve systématiquement le scénario libéral, le scénario de l'agroécologie, le scénario de la qualité, le scénario industriel... avec du rouge, du noir ou du vert. Il y a des scénarios repoussoirs qui peuvent varier selon les époques. En analysant, comme je l'ai dit tout à l'heure, une centaine de prospectives internationales on arrive à regrouper leurs trois cents scénarios en onze familles de scénarios très classiques et très basiques. Pas étonnant, puisqu'on met en scène l'ensemble des idées convenues. Mais ce qui est important, ce n'est pas tant les scénarios que la façon dont on les précise, dont on les fait parler, bref ce que l'on en fait. Pour moi, l'essentiel est d'arriver à en faire plus qu'une simple narration d'un état du monde; il faut arriver à tester la cohérence interne du monde tel qu'on l'envisage au travers des scénarios et qu'on voie si elle permet de répondre aux objectifs que l'on se donne.

Vous l'avez compris, je milite pour qu'il y ait le plus souvent possible une quantification des effets de tout ou partie des scénarios proposés. Par exemple, dans la prospective d'Agrimonde Terra, menée par l'Inra et le Cirad³, le scénario dit « régionalisation » s'appuie sur une idée qu'on entend partout: la recherche de souveraineté alimentaire – un mot désastreux, mais peu importe – de chacun des pays ou régions du monde. Les auteurs ont alors construit un scéna-

3 - Centre International de Recherche agronomique pour le Développement

rio cohérent autour de cette idée et ont tenté de voir ce que cela modifiait dans les échanges internationaux. Conclusion majeure: de tels recentrages de la consommation alimentaire régionale sur les ressources de la région, permettent, et c'est heureux, de limiter les échanges internationaux, mais ceux-ci restent toutefois indispensables pour être en mesure de nourrir convenablement tous les habitants de la planète. Je trouve très important qu'on teste la crédibilité et les conséquences des idées à la mode au travers des prospectives et des scénarios, en les mettant en concurrence et en essayant de voir les options jouables ou pas et à quelles conditions elles le sont.

Deuxième point: parfois les scénarios restent un peu vagues. Un exemple. Le GIEC appuie ses réflexions sur des *Shared Socioeconomic Pathways* (SSPs), des scénarios qui décrivent les états du monde qui permettraient d'aller vers telle ou telle trajectoire d'émissions de gaz à effet de serre (les RCP). Ces scénarios sociétaux servent surtout à donner des valeurs aux variables économiques, démographiques... d'entrée des modèles intégrant mécanismes économiques et émissions de GES associées pour les différentes régions du monde.

Les précisions ont leur importance

Dans un de ces scénarios, celui dit de la « Fragmentation », les États réduisent très fortement leur niveau de coopération et se séparent en grandes régions en rivalité. Ce qui est pensé derrière, c'est essentiellement la fragmentation Nord/Sud, Riches/Pauvres mais pas la fragmentation / la rupture du multilatéralisme et sa transformation en une multitude de bilatéralismes, comme tentent de l'imposer aujourd'hui les États-Unis. Ces isolationnistes n'ont pas été pensés dans ces prospectives. Derrière les intitulés des scénarios et leur narratif, il y a souvent une absence de précision ou de détail, et on tend à ne retenir que le scénario et pas son contenu. Or, il me semble important que l'on aille dans le détail. Parfois, ce sont les variantes des scénarios et les différences qu'elles font émerger qui sont les plus intéressantes, pertinentes à faire émerger.

Autre point. Quand on quantifie un scénario, on a tendance à ne faire ressortir qu'UN chiffre, UNE valeur, la valeur médiane, centrale, moyenne du scénario. Ainsi, le scéna-

lez-vous. On est un peu sur des formules magiques. Dans le travail ScenEnvi dont j'ai déjà parlé, une famille de scénarios est dénommée « synergie positive ». On y sauve

que le CDD en poste est parti, que l'équipe est épuisée. Tout cela est vrai. N'empêche, la plupart des prospectives restent au niveau: voilà l'état du monde, choisissez et... débrouil-

le monde de façon magique car on ne sait pas quels sont les mécanismes qui se mettent à l'œuvre pour y aller! Ce n'est pas embêtant, c'est juste limitant, voire frustrant, pour réfléchir aux politiques publiques à mettre en place, les changements de comportements ou de technologies qu'il faudrait envisager... La question est de savoir si c'est le rôle des groupes de travail de prospective que de faire cette analyse. N'est-ce pas plutôt du ressort des politiques et/ou des acteurs de la société de savoir quel scénario on choisit et comment on y va? En tout cas, ce travail-là est rarement fait et c'est peut-être ça qu'il y a derrière « ça ronronne et on n'en fait pas grand-chose ».

pertinente, un monde un peu idéal, en quantifie les conséquences et annonce: « C'est génial, on y arrive! ». Pareil dans Agrimonde Terra qui déclare: « Quand tous les habitants de la planète tendent vers des régimes alimentaires sains, on y arrive! » Mais tout cela reste très imprécis, incertain. On a besoin d'aller plus loin qu'un simple chiffre en fonction duquel ça marche ou ça ne marche pas. Si on regarde de près le scénario « Régime sain » d'Agrimonde Terra et si on regarde les résultats de l'analyse de sensibilité faite sur les rendements en contrastant ceux obtenus avec une agriculture agroécologique vs une option d'intensification durable, on s'aperçoit que ça passe plus ou moins bien: selon l'option prise en matière agricole, les productions agricoles vont, pour nourrir les habitants de la planète, utiliser plus ou moins de surfaces actuellement en forêts et c'est cet écart qui est intéressant à discuter et à mettre en exergue. En fait, tout se joue sur ces écarts d'implémentation de tel facteur ou tel facteur et le degré d'incertitude des résultats qui en découlent. Et si on ne met pas en évidence ces incertitudes, on masque une grosse partie des résultats et des risques ou des marges

rio Afterres construit, de façon intéressante, rigoureuse et

Ensuite, il est important d'être en capacité de classer les facteurs qui amènent à tel ou tel choix, à tel ou tel monde. C'est un travail que les prospectivistes font mal. Le problème tel qu'ils le posent est raisonné sur un certain état du monde où tout a bougé par rapport à aujourd'hui sans que l'on puisse savoir quel est le facteur qui est le plus déterminant dans la trajectoire vers cet état du monde. Il n'est pas si simple de classer les facteurs majeurs par rapport à ceux davantage secondaires et cela demande de mettre en œuvre des démarches d'analyse spécifique. Or, c'est bien en mettant en évidence ces déterminants majeurs que l'on pourra réfléchir aux instruments permettant d'orienter dans telle ou telle direction.

Quid des chemins à emprunter?

de manœuvre qui peuvent en découler.

Enfin, les prospectives françaises que j'ai vues s'arrêtent souvent à l'état du monde en 2050 ou en 2100 et ne posent pas vraiment la question du chemin pour y aller. En général, on vous répond que c'est faute de temps ou faute d'argent, Sébastien Picardat, vous êtes notre électron libre du privé, le seul à la table ronde. Vous êtes fondateur du cabinet de conseil et prospective stratégique Synevop qui cherche à accompagner les dirigeants des petites entreprises des secteurs agricole, alimentaire et de la santé, à se transformer numériquement. D'où cette question: n'est-on pas en train de rater la révolution du big data et de l'intelligence artificielle? Et puis, vous avez patiemment écouté les échanges: qu'en avez-vous retenu, qu'est-ce qui vous a étonné?

Sébastien Picardat: J'ai également été surpris par la question: « Quelles spécificités pour les prospectives agricoles et agroalimentaires? » Je suis d'accord avec les autres, il n'y a pas de spécificités, à part deux indicateurs cités dans le tour de piste avec les agriculteurs, la météo par exemple qui reste très spécifique. À part cela, la méthodologie utilisée reste la même.

Et puis, vous dites LES prospectives agricoles et agroalimentaires. Il y a un malentendu que je souhaiterais lever immédiatement: il n'y a pas LES prospectives, il y a LA prospective publique et il y a le conseil individuel et stratégique mené par des acteurs individuels pour le privé. Leur mission: sur la base d'éléments fournis par l'environnement public ou une approche collective, ils doivent intégrer tous ces éléments pour faire leurs propres choix de décision et prendre leurs responsabilités dans la gestion de leur exploitation ou de leur entreprise, afin de se donner une visibilité à cinq ans. Cinq ans, c'est aujourd'hui le cadre de l'accompagnement des TPE, PME, voire même de grosses ETI (Entreprises de Taille Intermédiaire) dans le privé. Si vous rencontrez un consultant qui est capable de faire une feuille de route stratégique au-delà, j'aimerais en discuter avec lui sérieusement.

Deuxième élément. Je suis en phase avec mes collègues du ministère de l'Agriculture et de l'Inra. Concernant l'intervention de Gonzalo, j'ai trouvé intéressant de pouvoir accompagner des agriculteurs et de très petites entreprises dans une réflexion stratégique afin qu'ils bénéficient d'éléments de décision auxquels seuls de grands groupes multinationaux pourraient accéder. Dans ce cadre, je crois vraiment en la capacité d'avoir un État stratège à leur côté par l'organisation d'un conseil dédié soit aux agriculteurs, soit à des TPE - PME.

Vous faites de la prospective centrée sur la question de la digitalisation et vous dites que ceux qui ne prennent pas ce virage sont morts. Exemple type, Kodak, cette grande entreprise photographique qui, n'ayant su prendre le virage de la numérisation, est morte il y a quelques années. Pouvez-vous nous donner un exemple précis dans le secteur de l'agriculture et de l'alimentation de cette révolution en cours et des conséquences possibles?

S. P.: André-Yves Portnoff a parlé de Kodak ce matin. Prenons un autre secteur, celui des studios de cinéma. Certains, comme Europa, s'interrogent sur l'avenir, mais n'ont pas de vision stratégique de leur développement. D'autres comme Disney, qui a fait un chèque de 42 milliards de dollars pour racheter Fox afin de pouvoir concurrencer Netflix, sont en pleine rupture et mettent énormément d'argent sur la table. Parce que, aujourd'hui, le premier objectif d'un acteur du divertissement est d'être capable de toucher un marché de près de 240 millions d'Américains. Concrètement, pour faire de la prospective, ce type d'acteur doit d'abord avoir un dirigeant qui a une vision, qui sait casser les codes, sortir de son confort pour pouvoir dire que tous les possibles peuvent se réaliser. Ensuite, il doit être capable de transférer la vision de sa stratégie à ses équipes, ce qui est fondamental pour l'évolution des entreprises et des organisations, qu'elles soient grosses ou petites. Enfin, troisième point pour réussir: au niveau local, au niveau de l'entreprise, pouvoir expérimenter certains sujets qui, potentiellement, pourraient se développer progressivement.

Très concrètement dans le monde agri-agro, prenons l'exemple de la start-up WeFarmUp qui est née dans cette région. Durant des années, la vision de l'agriculteur a été de dire qu'il voulait investir dans son propre machinisme, son tracteur, etc. Les centres de gestion ont vu les conséquences sur les résultats des exploitations agricoles. D'où l'idée de Laurent, le créateur de WeFarmUp, de devenir d'ici trois à cinq ans le « Airbnb » des tracteurs. Sa vision: optimiser les charges de mécanisation sur l'exploitation agricole, limiter l'endettement des exploitants et garantir, grâce au numérique, une mise en relation entre ceux ayant des besoins en machinisme et ceux offrant des ressources.

Un projet collectif pour contrer les Gafam

Venons-en au monde agricole, et plus particulièrement à la question de la séparation du conseil et de la vente de produits phytopharmaceutiques qui nous a occupés durant douze ans de post Grenelle de l'environnement et de plan Ecophyto. La question va être réglée par la loi des États Généraux de l'Alimentation. Néanmoins, tout cela a empêché certains dirigeants du monde de la distribution et des agriculteurs de se poser la vraie question de l'évolution du modèle économique et organisationnel capable, d'un côté, de conseiller les agriculteurs et, de l'autre, de leur vendre des produits. Les dirigeants en charge de ces dossiers ont oublié que les grands acteurs du monde numérique se préparent à débarquer d'ici cinq ans dans le monde agricole. Vous en doutez? Hier, dans les Echos, je lisais qu'Amazon déploie une plateforme pour les artisans du bâtiment: le Point P de Bergerac ou le négociant voisin va donc se trouver en concurrence avec un Gafam.

À partir de là, soit vous ne voyez pas les géants du numérique capables d'investir des milliards pour développer une logistique, soit vous vous dites, moi négociant ou moi coopérative, je vais faire en sorte d'améliorer le service aux agriculteurs ou aux éleveurs de ma zone; je vais devenir le spécialiste du dernier kilomètre en monde rural. Voilà une véritable valeur ajoutée au service de TPE qui n'ont pas les moyens des grands groupes boursiers. Il faut donc anticiper, se poser les bonnes questions, être capables d'accompagner ses équipes, recruter des nouveaux collaborateurs, et ensuite pouvoir bâtir une véritable stratégie et la déployer chez soi. Voilà des exemples concrets.

Pour finir, je trouve qu'on est passé un peu vite sur les suggestions de Gonzalo concernant le numérique. Je pense qu'au-delà du travail des consultants comme le mien, il faut regarder du côté des projets collectifs, comme la plateforme API-AGRO (API pour *Application Programming Interface*) – dont la vocation est d'interconnecter l'ensemble des données de référence du monde agricole – ou d'autres. Elles seront demain des armes permettant de contrer, sur le terrain de l'accès aux données et dans une logique souveraine, les Gafam américains et les plateformes chinoises.

Il est fondamental qu'avec l'appui de l'État, et notamment de ses leviers financiers comme la Caisse des Dépôts et Consignations ou Bpifrance, nous puissions monter, au niveau européen, de véritables stratégies pour disposer d'outils qui alimentent la prospective publique et soient capables d'assurer un transfert de la prospective vers le conseil pour aller jusqu'au bout de la chaîne, à savoir les principaux bénéficiaires et utilisateurs que sont l'agriculteur et l'éleveur. Voilà la vision positive et optimiste un peu globale que je souhaitais partager avec vous. L'étendue des possibles est énorme, encore faut-il avoir un vrai projet collectif tout en respectant les capacités d'expérimentation individuelle. Et je suis sûr que les expériences individuelles, que ce soit à Bergerac ou ailleurs en France, permettront, grâce notamment au digital, de pouvoir faire des petits dans l'Hexagone, mais également en Espagne ou en Europe.

LES ÉCHANGES AVEC LE PUBLIC

Où sont les perspectives environnementales, culturelles et sociales?

Xavier Poux, ASca: Pour revenir à la question du ronronnement des prospectives, je trouve qu'on a du mal à penser la place de l'environnement dans nos problématiques, une question vraiment centrale. Les quatre scénarios types (libéral, agroécologie, qualité, industriel) sont présentés comme s'ils étaient équivalents et qu'il suffisait de choisir. Reste que j'observe beaucoup de signes alarmants et des incertitudes majeures en matière d'environnement. Il n'est donc pas sûr qu'on ait tant le choix que ça. Est-ce qu'on ne prend pas des risques énormes en disant que le scénario libéral est possible à condition de...; l'industriel est possible à condition de..., etc.? Sont-ils vraiment possibles pour des raisons écologiques? Ou sont-ils possibles à des conditions environnementales acceptables? Est-on capable de penser des prospectives qui intègrent vraiment cette question environnementale?

Nous avons beaucoup parlé d'enjeux sociaux, mais il y a aussi des enjeux techniques quant au rapport que nous avons à la nature, des choses très particulières sur l'usage des intrants, sur l'usage de l'eau, qui font que des questions spécifiques se posent à l'agriculture. Autrement dit, ne peut-on pas intégrer dans des prospectives futures le rôle de cette nature? N'est-elle pas susceptible de bouleverser notre rapport au monde et donc à la prospective?

William Elie, agriculteur: Une réaction suite à deux phases d'intervention qui sont, à mon avis, en grand décalage. La première phase concerne une perspective court-termiste dans un emballage prospectiviste un peu éloigné de la réalité de la dimension agricole économique actuelle.

Je veux mettre l'accent sur la question de la gouvernance. Il y a actuellement une grande carence de la gestion de l'autorité des politiques agricoles, en particulier de la Pac. C'est ce qui nous a amené à ce fossé qui s'est installé dans notre société. Ensuite, j'aimerais introduire la question de la perspective culturelle. On parle toujours de la dimension gastronomique, culinaire de la France et je n'entends rien ici qui me permettrait d'avoir l'espoir d'une réappropriation de l'intérêt public, de l'intérêt général, comme cela a été mentionné côté espagnol, d'un service public de l'alimentation. On a une économie financiarisée, galopante sur la question alimentaire et la globalisation nous amène à entretenir le logiciel d'une agriculture d'exportation à la française. Nous sommes dans le mur, on continue, et tout va bien! J'aimerais que l'on

redresse un peu le curseur, évidemment vers l'agroécologie et toutes les perspectives qui pourront animer des territoires qui ont besoin de vivre avec des paysans nombreux.

Jean-Paul Landat, agriculteur à la retraite : Je ne connais rien en prospective, je ne suis pas habitué à l'usage de ce mot, si ce n'est que j'ai participé à une prospective de la Chambre d'agriculture. Je suis agriculteur sur une exploitation viticole et nous avons construit notre projet d'entreprise sur trois piliers: économique bien sûr, social et environnemental. Les deux piliers environnement et économique, on en parle assez facilement. Quant à l'aspect social, j'ai l'impression qu'on n'en parle pas trop, que ça ne rentre pas dans les données ou dans l'histoire pour déterminer le futur possible. Le social c'est quoi, quand on est paysan, quand il y a dix exploitations sur une commune? Encore, nous, nous sommes favorisés. Il y a de la solidarité entre les paysans et des relations humaines avec les Cuma, le Comité des fêtes, le Conseil municipal. Alors quel impact peut avoir une prospective ou un projet sur la vie du territoire, et les relations qu'il y a entre les hommes et les femmes de ce territoire? En fait qu'est-ce que nous a raconté l'histoire? C'est que notre monde agricole s'est construit sur des mouvements de solidarité très forts dans les crises bien sûr, mais aussi dans le développement et dans les projets. Mon prédécesseur a parlé de paysans nombreux. Oui, je préfère avoir des voisins plutôt que des hectares.

Bertrand Schmitt: Je pense que la question du lien à l'environnement est centrale et que nous avançons sur cette question. Si on ne prend que la partie narrative des scénarios, sans se poser la question de leur impact environnemental concret, on peut effectivement avoir l'impression qu'on les met à égalité. Mais on peut regarder les impacts de chacun des scénarios sur un point ou un autre. Par exemple, Agrimonde-Terra a choisi de regarder l'impact de ses scénarios sur l'usage des sols, et cette finalité-là les distingue très fortement. Il montre que, dans le scénario dit « Métropolisation », on est obligé d'engloutir la moitié de la forêt pour arriver à nourrir les habitants de la planète. En revanche, le scénario « Régimes sains » (qui ne veut pas dire le véganisme absolu), peut, en s'appuyant sur une agroécologie assez intensive, passer sous certaines conditions, notamment en Afrique.

Développer des analyses de tendances

Bruno Hérault: Pour répondre à la remarque de Xavier Poux, il est vrai que les scénarios apparaissent habituellement comme la méthode emblématique et historique de la prospective. Mais ces scénarios aboutissent souvent à des résultats qui paraissent pauvres, à des histoires trop simples. On fait travailler un groupe pendant douze, quinze séances, on accumule des centaines de pages et le document final se résume à deux pages par scénario, ou quinze lignes, scénarios que l'on présente ensuite sous la forme d'un PowerPoint ou d'un exposé de vingt minutes qui va encore les appauvrir. Pas étonnant alors qu'on nous dise: « c'est ça les scénarios? », « c'est ça la prospective? C'est cette réduction de la complexité de la réalité à cette phraséologie? ». La méthode des scénarios est très largement pratiquée. Elle est vraiment

utile parce qu'elle permet de faire se parler des gens qui croyaient qu'ils n'avaient rien à se dire. Elle fait abandonner les corporatismes, elle montre à tel ou tel acteur que s'il était à la place d'un autre, il penserait la même chose que lui. Donc, au bout de deux ou trois séances, les scénarios sont très communicants. C'est très controversé, cela fabrique de la différence. Mais dans l'équipe que je pilote, nous utilisons pourtant de moins en moins la méthode des scénarios et nous réalisons de plus en plus des analyses de tendances, où nous choisissons de prolonger, avec le moins d'incertitudes possible, ce qui nous semble être le scénario central dominant. Pourquoi? Parce que la méthode des scénarios a de nombreuses vertus, mais en même temps elle tend à appauvrir les résultats du travail d'un groupe.

Ensuite, une question intéressante a été posée sur la gouvernance, l'autorité, le politique, la mondialisation ou la globalisation, et l'espoir au bout de tout ça. Cela ne concerne pas uniquement la prospective, mais surtout la politique, les systèmes politiques, le pilotage des sociétés complexes. Michel Crozier, qui a été cité par nos intervenants ce matin, avait dit que nos sociétés modernes, de plus en plus complexes et bureaucratiques, étaient également de plus en plus incapables de se transformer malgré la prise de conscience de leurs erreurs. Que voulez-vous faire en prospective quand vous adressez des recommandations à une société incapable de se réformer? Piloter une société complexe démocratique est infiniment plus compliqué aujourd'hui qu'hier. Et je trouve que, depuis cette estrade, beaucoup d'intervenants donnent assez facilement des leçons aux politiques, alors que quand on passe seulement quelques heures aux affaires, on réalise combien il est difficile de décider.

C'est facile de dire que le décideur n'a pas fait ceci, qu'il n'a pas fait cela, qu'il n'a pas réduit les inégalités, qu'il n'a pas limité la mondialisation, qu'il n'a pas soufflé assez fort contre le vent. Pourquoi n'avons-nous pas tous essayé de souffler contre le vent?

Je pense que la critique que l'on adresse à la prospective, on doit aussi et surtout l'adresser aux systèmes de gouvernance complexes des sociétés démocratiques, qui justement parce que démocratiques sont parfois incapables de se transformer malgré la prise de conscience de leurs erreurs. Une somme d'individus qui pensent bien ne fait pas forcément une collectivité qui pense bien. Cela peut faire une collectivité qui pense mal. Et ça, la prospective n'y peut rien.

Gonzalo Eiriz Gervas: Sur les effets sociaux de la prospective, je voulais dire c'est que si nous arrivons à communiquer vraiment les résultats de la prospective et donner de l'information qui soit utile à tous les agriculteurs, cela aura un véritable effet sur la société, en améliorant les conditions de vie partout.

Sébastien Picardat: Par rapport à la vision prospective et son application dans le privé, je vous invite à voir ce qu'il se passe dans le monde des incubateurs. On met autour de la table des chercheurs publics et privés, des industriels, des acteurs des collectivités territoriales, des financeurs, car il faut un peu d'argent pour pouvoir amorcer. Et regarder comment le génie créatif se met en place pour créer des nouveaux services et des nouveaux usages. L'exemple

typique de l'incubateur, c'est le principe des hackathons¹ où des codeurs, des chefs de projet et autres professionnels et acteurs de la technologie, enfermés 48h dans une salle, peuvent sortir un prototype ou un projet expérimental qui fera pschitt ou développera de nouveaux usages. Vous me direz peut-être que c'est très loin de la prospective publique encadrée, mais la méthodologie utilisée pour pouvoir *pitcher*, lancer un service concret au bout de ces deux jours, c'est fantastique.

Bertrand Schmitt: La dimension sociale est mal mise en scène dans la plupart des scénarios; elle est présente, sousjacente, mais le problème c'est qu'elle est multifacette. Il faut d'abord se mettre d'accord sur les indicateurs que l'on vise, ou les objectifs sociaux que l'on se donne. J'estime que, dans les prospectives de type Agrimonde Terra ou Mond'Alim, on sent bien que la question sociale sous-jacente est celle de la sécurité alimentaire. La sécurité alimentaire au sens de la FAO est bien un objectif social, de réduction des inégalités, celui de l'accès à une alimentation saine pour tous avec des dégâts environnementaux limités. Peut-être ne mettons-nous pas assez en scène, systématiquement, cette dimension, que nous l'internalisons trop; les dimensions sociales prises en charge dans les prospectives sont le plus souvent de nature macro-économique ou macro-sociétale, pas obligatoirement au niveau de l'emploi dans tel ou tel territoire.

Le diable est dans les détails

Dominique Michenaud: Je ne sais pas si l'agriculture et l'alimentation sont vraiment des spécificités, mais ce sont quand même des domaines complexes qui concernent tous les ministères français, la santé, l'aménagement du territoire, les transports, sauf celui des armées et encore. En plus, je ne sais pas s'il y a beaucoup de secteurs économiques qui travaillent sur le vivant tous les jours.

Deuxièmement, Monsieur Hérault m'a un peu troublé quand il a dit que les prospectives peuvent se mener entre experts pluridisciplinaires, mais qu'il ne voit de différence entre une prospective sans les acteurs ou avec les acteurs. C'est un peu contradictoire avec ce qui a été dit ce matin...

Troisième point. Imaginez, c'est une demande du SNJA (Syndicat National des Jeunes Agriculteurs) et de la Confédération paysanne, qui n'ont pourtant pas l'habitude de travailler la main dans la main, que l'on remplace demain les aides à l'hectare par des aides à l'actif sur les exploitations. Ce n'est pas farfelu du tout. Les prospectives sont bonnes à refaire. Dernier point, qui conforte ce qui a déjà été dit. Il nous est arrivé de travailler sur la loi d'avenir de Stéphane Le Foll et nous nous apercevons que le diable est dans les détails. Du coup, on peut avoir une prospective très bien faite, mais il suffit qu'un article de loi ou un décret change sur l'impulsion des lobbies, et ça peut faire dérailler tout le train.

Éric Scoönjean, Inra: Pour prolonger les propos de Xavier et faire un peu de provocation, une question un peu politique.

¹⁻https://www.journaldunet.com/solutions/reseau-social-d-entreprise/1140093-hackathon-les-cles-pour-comprendre-un-phenomene-qui-prend-de-l-ampleur/

Si les prospectives sont des travaux qui visent à éclairer les enjeux et à définir des scénarios du futur possible, on arrive à une situation où il y a, d'une part, plusieurs scénarios avec plusieurs possibles et, d'autre part, comme l'a expliqué Bertrand, des travaux en groupe qui, souvent, lissent complètement la culture partagée du groupe. On se retrouve donc avec des machines à casser une pensée radicale, ce qui est un paradoxe. Face à des enjeux considérables, comme ceux mentionnés par Xavier, est-ce que les prospectives sont les instruments appropriés pour dessiner des trajectoires menant à des changements radicaux nécessaires face à une urgence? Enfin, je peux vous dire que dans le futur de la planète Terre, la calotte glaciaire de l'Arctique va disparaître, cela fait partie de la dynamique de son environnement. Cet avenir est quasiment certain.

Il y a donc, peut-être, un travail à réaliser entre la quantification, qui permet de pondérer et d'identifier les différents scénarios, et la prise en compte d'éléments qui, de toute façon, vont donner des trajectoires prédéfinies par la physique, la chimie et les éléments naturels auxquels nous sommes confrontés.

Bertrand Lassaigne: Vous avez parlé de social. Je pense qu'il ne faut pas oublier le nombre impressionnant de suicides qu'il y a en agriculture et qu'il faut tenir compte de cet aspect-là.

Ensuite, Bruno Hérault a cité un certain nombre d'études prospectives intéressantes. Tout ce travail nécessite un budget. Par qui sont financées ces prospectives au ministère, à l'Inra ou dans d'autres instituts? Pour travailler avec des chercheurs de l'Inra, je réalise que l'infrastructure est financée par l'État mais que les projets de recherche le sont par des sociétés extérieures. Or, l'important étant de poser les bonnes questions, quand c'est le financeur de la recherche qui les pose, cela oriente forcément les réponses.

Philippe Baret: Je pense qu'il y a un problème de responsabilité dans ce qui a été dit cet après-midi.

Pour moi, les prospectives ont aussi un rôle politique. Or, vous dites « *On fait quelque chose*, *et le politique fait autre chose* ». Nos sociétés ne fonctionnent pas comme cela, le discours de l'expert a une influence sur le politique. Je n'ai pas compris non plus cette séquence où il a été dit: « *Nous, on calcule et les autres décident.* » Vos calculs influencent les décisions. Et j'en vois plusieurs symptômes.

Qui dit prospective, dit choix politique

Le premier, c'est quand vous avez refusé de dire qu'il y a des spécificités en agriculture. Attendez! Les agriculteurs européens sont financés à 41 % par des subsides publics. L'agriculture travaille, on l'a dit, sur des questions d'alimentation; il y a des tensions pour savoir si on a des biens communs, des commodités, etc.

En plus, il n'y a pas eu de reconnaissance de la diversité des agricultures. Finalement, les fondements des enjeux de l'agriculture sont d'une telle complexité, que je ne comprends pas comment on peut dire qu'il n'y a pas de spécificité à l'agriculture! Sauf si c'est un choix politique. Et pour moi, c'est un choix politique de décider s'il y a des spécificités à l'agroalimentaire.

Deuxième point. On a entendu plusieurs fois: « on doit être utile », et, pire, « on va être utile aux plus démunis ». Non! Je n'ai pas besoin de prospective pour les plus démunis, qui nous ont expliqué qu'ils n'en avaient pas besoin. Moi, j'ai besoin de prospective contre les gros! La séquence commence en disant que dans les systèmes alimentaires il y a cinq types qui décident, et puis on n'en parle plus jamais, on ne parle plus de l'industrie, ni du fait que tout est faussé. La première chose qu'a fait le bureau des plans hollandais quand il a mené une prospective, c'est d'identifier le rôle des différents acteurs et de réaliser que les acteurs clés du système sont au niveau des centrales d'achat.

Ce que je voudrais, c'est que vous fassiez des prospectives pour les fonctionnaires européens qui se plantent régulièrement, ce n'est peut-être pas de leur faute, mais il y a quand même un problème de Politique agricole commune pour laquelle on ne sait pas où l'on va et on nous répond : « Il n'y a pas de spécificité en agriculture! » Je ne peux pas comprendre ça.

Bertrand Schmitt: Depuis tout à l'heure, vous nous faites dire qu'il n'y a pas de spécificité en agriculture. Nous n'avons jamais dit ça! Nous avons dit qu'il n'y a pas de spécificités des prospectives agricoles. Il y a une différence entre la spécificité d'une méthode et la spécificité d'un secteur. Les prospectives agricoles prennent en compte les spécificités du secteur mais elles embarquent l'ensemble de la méthode de la prospective, sans différence avec les autres secteurs.

Philippe Baret: Je vais gommer immédiatement la dimension méthodologique, parce que je fais des prospectives en Belgique et je peux vous assurer qu'il y a des spécificités. Vous ne savez pas transférer les modèles énergétiques. Je reprends mon raisonnement: on ne peut pas limiter la prospective à une dimension méthodologique, elle a une dimension politique; si elle a une dimension politique, elle doit prendre en compte les spécificités agricoles. C'est mon idée, et je conteste que la prospective soit simplement une application méthodologique et quantitative; elle oriente les politiques. Donc, ceux qui réalisent des prospectives, et qui font des choix au départ de leur prospective, font des choix politiques.

André-Yves Portnoff: Quelques remarques sur la prospective: il y a l'ensemble des méthodes et l'esprit, l'approche de la prospective et, ensuite, il y a ceux qui s'en servent. Mais la prospective, qu'elle soit publique ou privée, ne change pas de nature. Elle demeure une exploration des futurs possibles, applicable au niveau de notre personne, de notre famille, de notre village, de notre PME, d'une multinationale, d'un continent, etc. C'est ce qu'on appelle la prospective exploratoire. Ensuite, si l'on veut exploiter pour éclairer nos décisions d'action cette ouverture de notre horizon, on passe à une prospective stratégique. On envisage plusieurs actions et on les croise avec les évolutions possibles du contexte géopolitique, technologique, régional, concurrentiel. On constate que certaines décisions stratégiques envisagées seraient catastrophiques si tel scénario de notre environnement se réalisait, porteuses de succès dans d'autres cas. La prospective sert donc à éclairer nos choix stratégiques.

Notons que toutes les entreprises doivent tenir compte de l'évolution du numérique par exemple. Ce que vous avez dit sur le numérique est très important et cela rejoint la remarque de Gonzalo: vous avez parlé des données... Aujourd'hui, la plupart des entreprises et des territoires ne se rendent pas compte qu'ils produisent des données, qui peuvent être exploitées contre eux par les Gafam ou d'autres. Il est donc très important d'alerter sur l'importance des données. Que produira la mutation numérique? Ses conséquences dépendront de la vision, des valeurs dominantes et des options à long ou court terme des différents acteurs. Actuellement, en Occident, nous vivons sous la domination du profit à court terme qui, par exemple, vient de tuer le grand distributeur Sears au Canada – 16000 emplois détruits –, parce que l'actionnaire principal voulait maintenir, depuis cinq ans, les dividendes à leur niveau maximal. L'entreprise n'a donc pas pu opérer sa mutation numérique face à Amazon et a fait faillite. Cela relève de choix éthiques d'un certain nombre d'acteurs. La mutation digitale sera réussie ou non par beaucoup d'entreprises selon leur vision et leurs valeurs; trentesix études le montrent au plan mondial. Ce sont des facteurs humains qui sont déterminants, il ne faut pas les ignorer et comprendre qu'ils sont plus déterminants que les facteurs techniques ou financiers.

Enfin, la complexité n'est pas un choix, c'est un constat. Le monde a toujours été complexe. Lorsqu'un volcan éclate aux Philippines, il change notre climat ici et nous devons agir en fonction de ces réalités. En revanche, la démocratie est un choix. À nous de la défendre ou de l'attaquer. C'est notre responsabilité personnelle et collective de citoyens.

Dépassionner les questions de spécificité

Gonzalo Eiriz Gervas: Chacun a son rôle. C'est le rôle du fonctionnaire de présenter les possibilités et les risques de chaque décision, mais c'est au décideur politique de prendre la responsabilité de le faire.

Bruno Hérault: Je ne vais pas revenir sur ce que j'ai dit précédemment sur la spécificité ou non spécificité de la prospective de l'agriculture et de l'alimentation, sauf pour ajouter qu'il faut certainement se méfier de ces appels à la spécificité. Les vraies ou fausses spécificités agricoles sont le fruit d'une construction historique, depuis la IIIe République, et l'on sait à quoi cela a parfois pu servir d'utiliser le rural, l'agricole, pour intégrer le territoire national, souvent contre le mouvement ouvrier et l'urbanisation. Il ne sert à rien de revendiquer ou d'utiliser cette spécificité pour être dans la modernité ou la qualité prospective. Au contraire, il faut situer l'agriculture dans un contexte plus général, dans la société tout entière, pour mieux la penser, la comprendre, voire la défendre. On ne demanderait jamais à un économiste de l'agriculture d'avoir une sensibilité agricole avant d'être d'économiste, on ne demanderait jamais à un philosophe de la liberté ou de la raison de dire s'il est pour ou contre la liberté ou la raison avant de commencer à philosopher. Il en va de même pour la prospective en agriculture, qui est une prospective générale, appliquée à des sujets agricoles, comme elle pourrait l'être à n'importe quel autre sujet. Je pense donc qu'il faut dépassionner les questions autour de cette « spécificité agricole ».

Il y avait aussi une question intéressante sur le financement de la prospective. Au CEP, le bureau de la prospective est constitué de 7 personnes. Ces personnes sont salariées et ne disposent d'aucun autre financement. Nos prospectives ne coûtent donc que nos salaires. Le CEP est une sorte de bureau d'études ou de centre de ressources interne au ministère, et si nous ne réalisions pas ce travail, il faudrait l'acheter à l'extérieur sous formes de prestations. C'est donc une bonne chose que l'administration se soit dotée de fonctions transversales de veille, de prospective et d'évaluation. Pour revenir à l'intervention sur les acteurs, j'ai peut-être manqué de clarté. Je voulais dire que la prospective n'est pas en soi participative, ou pas en soi technocratique. Elle est neutre au regard de qui la commande et de qui la réalise. On peut faire d'excellentes prospectives participatives, ou de très mauvaises. De même, on peut faire d'excellentes prospectives techniques, fermées sur l'extérieur, comme on peut en faire de mauvaises. Le degré d'ouverture à la société n'est pas, en soi, une garantie de qualité ou une source de manque de qualité. Tout dépend aussi des méthodes utilisées. Pour une analyse de tendances, il faut plutôt constituer un groupe d'experts aptes à rapidement converger sur des avis partagés. Pour faire des scénarios, au contraire, il faut le plus possible réunir autour de la table des acteurs représentant différentes facettes de la réalité. Quand nous avons réalisé notre prospective sur la transition énergétique de l'agriculture, nous avons ainsi réuni des chercheurs, des fonctionnaires, des exploitants, tous les syndicats, des réseaux professionnels, etc., parce qu'il fallait fabriquer de la différence, de la controverse, multiplier les positions et les hypothèses sur l'avenir.

La prospective n'est pas en soi participative ou en soi technique, elle s'adapte en fonction de son objet, de son commanditaire, de ses délais, de ses périmètres plus ou moins larges.

Contrôler le travail des chercheurs

Mais est-ce vraiment un bon outil pour des changements radicaux?

Bertrand Schmitt: On a dit que l'une des finalités fortes de la prospective était d'éclairer les décisions publiques et le débat public. On ne fait donc pas des calculs pour des calculs. On est bien conscient que ce que l'on produit doit avoir un impact, sur le politique notamment. La DEPE, la direction que j'avais en charge à l'Inra, a pour vocation de parler aux politiques mais aussi au débat public, parce que parler au politique, seul, ne suffit pas. C'est pour cela d'ailleurs que l'on s'attache à réunir différentes parties prenantes permettant d'envisager divers scénarios qui ne sortent pas uniquement de la tête des chercheurs. C'est aussi une façon de contrôler le travail des chercheurs.

Reste la question des changements radicaux... Ils ne sont pas spécifiquement embarqués dans les prospectives telles qu'elles sont menées avec les parties prenantes. En réalité, ils viennent d'ailleurs. Du GIEC, par exemple, dont les experts se sont mis eux-mêmes en panel pour dire que l'alerte est sérieuse, que l'on n'assiste pas à un changement climatique naturel, qu'il y a bien une intervention de l'homme.

Ensuite, Éric, tu dis que les calottes-glaciaires vont fondre. D'accord, mais le résultat, ce n'est pas uniquement les calottes glaciaires, c'est aussi la montée des océans. Où

en est-on aujourd'hui? On en est à se dire que l'on sera entre 50 cm et 2 mètres à l'horizon 2100. Il y a une sacrée différence entre ces deux niveaux et leurs conséquences sur les terres actuellement émergées. Et, face à ce risque, comment les sociétés vont-elles s'organiser? Comment vont-elles ou non anticiper? C'est à ce moment-là que la prospective intervient. D'ailleurs, l'Alliance de recherche AllEnvi mène justement une prospective sur la manière dont les sociétés pourraient se modifier ou ne pas anticiper les résultats de cette montée du niveau des océans. Là, on est vraiment dans la prospective. On part d'un invariant, d'une baseline, et on regarde comment les sociétés peuvent réagir face à cette question.

Concernant le financement et l'indépendance... C'est une vraie question qui interpelle l'ensemble de la recherche publique. Au sein de l'Inra, nous sommes une cellule très particulière. Notre hiérarchie directe, c'est le PDG, mais nous avons une totale indépendance, notamment dans le choix des experts à qui nous demandons une déclaration d'intérêt, afin d'examiner et de contrôler leurs financements, leurs liens de militance et les conflits d'intérêt potentiels. Ensuite, que ce soit vis-à-vis du commanditaire ou vis-à-vis de notre hiérarchie, nous travaillons en rendant compte de l'état d'avancement du travail, sans qu'ils puissent intervenir sur les résultats ou sur les conclusions. Nous essayons donc de travailler le plus loin possible des pressions. Ce n'est pas toujours facile.

Sébastien Picardat: La question posée par les Controverses est: « Mais que fabriquent les prospectives? » En amont, on a beaucoup parlé de la méthodologie, on a eu un débat, mais moi ce qui m'intéresse, c'est après. Une fois que la prospective est faite, que les différents scénarios sont construits, comment est-ce qu'on les anime et qu'on les déploie avec des points d'action très précis? Je prends l'exemple du numérique, pour répondre à André-Yves. Effectivement, il est clair que si l'on ne fait rien en Europe, on aura, d'un côté, l'Amérique avec les Gafam et, de l'autre, les Chinois.

Il est encore temps, et je le dis non seulement à l'Inra mais aussi au ministère de l'Agriculture et à chacun d'entre vous, de créer une plateforme numérique souveraine en Europe. Mais on n'a plus que trois ans, maximum! Donc, quand il y a des débats en terme de compétitivité, en terme d'incubateur, en terme de labos publics et de labos privés, regardons ce qui pourrait être mutualisé et qui ne relève pas du concurrentiel. Puis, ensuite, chacun expérimente et que le meilleur gagne! □

LES ÉTONNEMENTS DE...

Portrait expressionniste de la prospective



Max Mollon, chercheur et designer, Design Fiction Club.

Welid Labidi et moi-même avons créé le bureau « *What if?* ». Notre spécialité: relever les points clivants d'une controverse. À la prospective, nous préférons le design fiction, lequel consiste à imaginer des histoires à partir d'objets importés du futur et d'en débattre afin d'identifier les angles morts. Avant de vous livrer le fruit de mes réflexions, permettez-moi ce préambule: un prospectiviste a un jour déclaré s'intéresser à toutes les personnes imaginant un futur dissemblable au présent prolongé. Cela suppose, me semble-t-il, d'entendre les voix discordantes, de désarticuler nos propres idées, d'explorer les endroits qui nous sont étrangers, bref d'aller « là où ça coince ». C'est ce que je vais tenter de faire au fil de cette intervention, en vous proposant de questionner quelques expressions entendues aujourd'hui.

Première d'entre elles: « la prospective est neutre ou s'efforce de l'être ». Personnellement, je n'y crois pas. Dans nos sociétés occidentales, nous avons la même représentation de l'espace-temps, à savoir celle d'un axe linéaire. Parce que nous avons cette même conception des choses, nous avons le sentiment que la prospective est neutre. Mais essayez donc d'en parler avec une personne qui a une vision circulaire du temps, comme c'est le cas de certaines civilisations orientales. Elle vous répondra qu'elle ne sait pas ce qu'est le futur! La prospective n'est pas neutre car elle s'inscrit dans une conception particulière de l'avenir. Bien plus, je pense que celle-ci est souvent – cela a d'ailleurs été dit – baignée d'idéologies et de valeurs. Mieux vaut dans ce cas prétendre à une multitude de prospectives politisées que viser une prospective « neutre ».

Mon deuxième élément de réflexion porte sur la méthode – « comment faire de la prospective ». Un terme a souvent survolé les débats: co-construire. Appliquée à la prospective, cette action suppose au préalable d'avoir déconstruit les récits dominants. Sans cela, impossible de se projeter dans des futurs autres que les futurs probables. Est-il possible d'un point de vue méthodologique, voire conceptuel, d'envisager une prospective des futurs impossibles? Je laisse l'interrogation en suspens.

Troisième expression extraite de nos discussions, « la prospective se met au service de... ». Les échanges ont fait état de cette envie des citoyens de prendre part aux réflexions et de devenir praticiens de la prospective. La question sous-jacente à tout ce débat est la suivante: qui façonne la prospective? Et quelle place accorde-t-on aux savoirs qui ne sont pas strictement théoriques mais résultent du fruit d'une expérience de terrain? Cet aspect est particulièrement important en agriculture. La prospective se nourrit d'études et de statistiques, mais jamais de sorties sur le terrain ou d'observations en plein champ. Quelle place accorder dans ce cadre aux connaissances pratiques? Encore une interrogation que je vous soumets.

Poser la question des personnes qui façonnent la prospective revient par ailleurs à se demander qui, dans ce monde, porte le récit de futurs dont on ignore même l'existence et quelles sont les données à disposition pour les envisager. Un exemple: il n'y a aucune étude statistique sur l'agriculture pratiquée par les migrants à Calais. Impossible dans ce cas de faire de la prospective qui intègre ces réalités puisque les données n'existent pas. De même, on peut remarquer que l'assemblée ici présente est très masculine ou que les agriculteurs y sont peu présents. L'entre-soi est une limite à la production de connaissances, en prospective comme ailleurs.

Polarisation et faux-semblants

Ma quatrième remarque concerne la manière de faire de la prospective. J'ai noté de nombreuses polarisations dans les débats, gouvernants/gouvernés, décideurs/décidés, sachants/praticiens... Dans ce cadre, une prospective faite par les citoyens permettrait peut-être de trouver un entredeux, de couper court à cette polarisation. Il y a enfin une autre polarisation héritée de la philosophie des Lumières: la division naturaliste qui pose d'un côté la nature et, de l'autre, le progrès technique. Elle repose sur l'idée que l'humanité subit la nature et tente de s'en affranchir via la technique. Elle oppose de fait nature et technique. Or, à l'heure des grands bouleversements climatiques, peut-être devrionsnous ré-interroger ce rapport. Ou, comme l'a dit un participant, « A-t-on le choix? ». En clair, pouvons-nous vraiment outrepasser la nature? Il nous semble, au sein de What if, que le changement climatique constitue le limon de tous les scénarios prospectifs, un élément qu'on ne peut pas évincer. Cinquième expression récurrente dans les propos de notre journée, le fameux virage numérique, qui apparaît toujours comme LA solution technique. Plusieurs tendances. Tout d'abord, le gouvernement français a fait de vrais choix politiques comme celui, l'an dernier, de se positionner comme le leader européen du développement de l'éolien off shore en parsemant nos littoraux d'éoliennes. Ensuite, les assurances se préparent à la fin des aléas climatiques, en ce sens que ces situations météorologiques dites exceptionnelles vont devenir redondantes et non plus aléatoires. Tel est déjà le cas du manque de neige dans les stations de ski, risque qui n'est plus couvert. La proposition des assureurs? Parsemer les champs de capteurs pour faire de l'assurance « paramétrique », c'est-à-dire personnalisée, variable et dictée par le recueil de données. Il y a cependant un élément rarement évoqué lorsque l'on parle de toutes les technologies

consubstantielles au numérique, c'est le cas des matériaux nécessaires à la réalisation de tous ces appareils. Poser l'hypothèse de la révolution numérique ou ne l'envisager que sous l'angle d'une solution à tous nos problèmes, sans prendre en compte la question des ressources en métaux rares, nécessaires à la fabrication des téléphones, capteurs, etc., celle des pollutions que leur extraction engendre ou encore les conditions de travail des mineurs, présente un biais. Peut-être qu'intégrer le cas des matières premières nous conduirait à envisager un scénario conduisant à l'arrêt du numérique ou au développement d'un autre numérique. D'autres que moi le disent: nous vivons dans une fiction généralisée, celle d'un modèle de développement qui repose sur l'idée d'une croissance illimitée alors que notre monde a des ressources limitées. Cela ne doit-il pas nous encourager à donner un coup d'arrêt à certaines choses? La question mérite d'être posée.

J'aimerais enfin revenir sur ce qu'ont dit les prospectivistes à savoir que faire de la prospective, c'est se baser sur des valeurs. Il y a aujourd'hui des acteurs très puissants qui façonnent notre avenir: les Gafam et les BATX¹. Leur essor pose une foule de questions, y compris celle des modes de consommation et de notre capacité, en tant que consommateur, à favoriser ou pas l'essor de tels modèles économiques. Pour conclure, je dirais que tout ceci doit nous amener à créer des espaces de débat sur notre futur qui soient des espaces de mixité en terme d'expertise: mixité des savoirs, des publics, et des formes de connaissance. □

^{1 -} Acronymes respectifs des géants du Web américain « Google Apple Facebook Amazon et Microsoft » et chinois « Baidu, Alibaba, Tencent et Xiaomi ».





TABLE RONDE

Après le printemps arabe, quelle nouvelle saison pour les pays méditerranéens?











Avec Najib Akesbi, économiste, Institut agrovétérinaire Hassan II, Omar Bessaoud, chercheur à l'Institut agronomique méditerranéen de Montpellier, Pierre Blanc, enseignant-chercheur en géopolitique à Bordeaux Sciences Agro et Sciences Po Bordeaux, Mustapha Jouili, du laboratoire d'économie rurale de l'Inra Tunis, Moulay Lâarabi el Hachimi, président directeur de l'association de jumelage Bergerac/Kénitra (Maroc), et Abdelaziz Lakriaa, de la chambre d'agriculture de la région Rabat-Salé-Kenitra.

Le titre de cette séquence fait référence au fameux printemps arabe, mais aussi au changement climatique qui semble affecter tout particulièrement le pourtour méditerranéen.

Ces deux points soulignent à la fois l'importance et la très grande fragilité de l'agriculture dans ces pays, aux plans économique, social, culturel et politique.

Pour ceux qui s'en souviennent, en juillet 2010, les Controverses Européennes, alors à Marciac, avaient souligné la carence des politiques agricoles et rurales dans cette partie du Monde¹,

quelques mois avant la révolution de jasmin en Tunisie. Huit ans après, où en est-on? Gaston Berger préconisait, avant de parler d'avenir, d'analyser d'abord en profondeur la situation. C'est ce que nous nous proposons ici de faire: être lucides au présent pour ne pas être aveugles au futur.

Mission Agrobiosciences-Inra: Mustapha Jouili, vous êtes spécialiste des questions agraires et de l'avenir des paysanneries du Sud. Depuis la révolution de jasmin, qui a éclos notamment en raison d'une crise des prix mondiaux et d'émeutes de la faim, y a-t-il des évolutions marquantes au plan agricole et lesquelles?

Mustapha Jouili: Tout d'abord, pour moi, ces appellations, « révolution de jasmin », « printemps arabe », sont purement médiatiques. En Tunisie, nous parlons en fait de la « révolution de la dignité ». Ensuite, pour répondre à votre question, un collègue sociologue, Habib el Haïd, a mené une série d'enquêtes dans les régions agricoles du Nord. Parmi les personnes interrogées, il y avait une femme obligée de faire une dizaine de kilomètres pour aller chercher de l'eau potable. Et cela une dizaine d'années après la révolution. Ce sont toujours les mêmes problèmes, l'accès à l'eau, à la terre, aux aides publiques, à l'encadrement... Le modèle économique n'a pas changé.

Mais revenons aux origines de la révolution. Avec Omar, dans la revue Maghreb Machrek, nous avons montré que ce mouvement prenait sa source dans le rural. Ce n'est pas un hasard si les premières manifestations ont commencé à Sidi-Bouzid, là où s'est développée l'agriculture irriguée, fortement soutenue par l'État jusque dans le milieu des années

1990. Or, rapidement, ce modèle a atteint ses limites, avec la rareté de l'eau et le désengagement des pouvoirs publics. Cela s'est traduit par la crise des politiques agricoles, mais aussi d'un modèle de développement économique basé sur deux piliers fondamentaux: le Programme d'ajustement structurel et les accords d'association avec l'Union européenne. Or aujourd'hui, règnent les mêmes orientations! Un programme de réajustement structurel imposé par le FMI, axé sur la dévaluation, l'effacement de l'État, l'élimination des subventions, la priorité aux exportations, etc.

Non seulement la révolution n'a pas permis le changement de modèle économique, mais il semble même qu'il y ait une paupérisation de la Tunisie.

M.J.: Oui, les indicateurs le confirment: il y a plus de chômage, surtout en milieu rural, un taux d'inflation terrible, et même un mouvement d'abandon des terres et des puits d'irrigation.

Et puis, il semble que la corruption soit toujours à l'œuvre...

M.J.: Ce n'est pas un phénomène nouveau, mais il se maintient puisque les structures et les classes économiques sont toujours au pouvoir: des hommes d'affaires, des lobbies d'im-

^{1 -} La Méditerranée au cœur de l'Europe: sonder les fractures, dévoiler les failles, révéler les accords. Juillet 2010.

port-export dominant presque toutes les institutions. Une classe économique fondamentalement néo-libérale qui se base en partie sur l'idéologie islamiste.

Avant de poursuivre ce tour d'horizon, pourrait-on illustrer le poids de l'agriculture dans ces pays, en termes d'emplois, de P.I.B., mais aussi l'importance des achats alimentaires dans le budget des familles et des États. Omar Bessaoud, vous qui avez une vue d'ensemble sur le Maghreb, voudriez-vous nous donner des précisions sur ce point?

Omar Bessaoud: Il est vrai que dans les pays du Maghreb, l'agriculture et le monde rural sont encore très importants. Le secteur représente 10 à 12 % du P.I.B. en Tunisie et en Algérie, pourcentage qui évolue en fonction des précipitations. Au Maroc et en Égypte, la part de l'agriculture est encore plus importante, soit environ 15 % du P.I.B.

Du point de vue de l'emploi, le rôle de l'agriculture est primordial: près de 40 % de la population active au Maroc; plus de 25 % en Égypte; 12 à 15 % en Algérie et en Tunisie. Et, partout, la population rurale augmente en termes absolus. En revanche, l'offre en produits de base reste très déficitaire : tous ces pays connaissent une balance commerciale agricole négative et sont fortement dépendants sur le plan des céréales, notamment l'Algérie, qui est le premier importateur mondial de blé dur, le troisième pour le blé tendre, le deuxième pour la poudre de lait.

Enfin, n'oublions pas que l'alimentation représente près de la moitié des budgets des ménages.

Vous mentionnez la dépendance de la région à l'égard des importations agricoles. Or, celle-ci pourrait encore s'accroître pour atteindre 50 % d'ici à 2050, selon une récente étude de l'Inra.

O. B.: Oui, pour les productions alimentaires de base. Car même si l'on dit que la Tunisie frôle l'autonomie alimentaire ou que la production laitière augmente au Maroc, la dépendance persiste en amont, pour les aliments du bétail en particulier et les céréales secondaires. Quels que soient leurs efforts, ces pays ne parviendront jamais à l'autosuffisance alimentaire en raison de la rareté de l'eau et des superficies cultivables! Ils sont situés dans un triangle aride et semi-aride et les conditions climatiques s'aggravent d'année en année. Même si les surfaces irriguées progressent, on observe partout un processus de dégradation des terres arables et des ressources en eau.

Cette dépendance est-elle vraiment un problème? Prenons les statistiques au niveau mondial: 14 pays qui étaient encore récemment exportateurs net de produits agricoles sont devenus importateurs net. C'est-à-dire que le nombre de pays dépendants augmente en raison notamment de leur croissance démographique.

Pour moi, le problème n'est pas là, mais plutôt dans les capacités financières, les richesses que peuvent ou non créer ces pays pour s'approvisionner auprès de régions du Monde mieux dotées en ressources, ayant des agricultures plus productives qui dégagent des excédents. L'enjeu, c'est donc le modèle de développement économique. Prenez le Japon, les pays de l'Union européenne ou la Suisse, tous importateurs net de produits agricoles pour environ 80 milliards de dollars par an. Ces pays ne connaissent pas pour autant d'insécurité alimentaire compte tenu de leur puissance économique ou financière.

Najib Akesbi, pouvez-vous compléter ce panorama avec le Maroc? vous pouvez également, bien entendu, réagir aux derniers propos.

Najib Akesbi: Autant je partage le constat de départ, autant, il y a plus matière à controverser sur ce que vient de dire Omar. Vous savez, certains parlent d'unité dans la diversité, nous, au Maghreb, nous parlons d'unité dans l'adversité. Et nous avons effectivement à peu près les mêmes problèmes: une population rurale encore importante mais pauvre; des agricultures qui n'arrivent plus à nourrir la population et qui ne génèrent pas suffisamment de revenus pour permettre aux producteurs de vivre de leur travail. Résultat, ils travaillent en plus comme salariés dans la ferme d'à côté ou en faisant des petits boulots non agricoles. Surtout, ajoutons à ce panorama la question de l'exode et des migrations. Je voudrais qu'on comprenne bien cette articulation extrêmement étroite entre ce que nous sommes et ce que vous êtes.

Ensuite, Omar, il me semble que le problème n'est pas qu'une question de ressources financières. La dépendance alimentaire est aussi une question de mode de production. On a coutume de dire: la sécurité alimentaire, ça a un coût, cela n'a pas de prix! Là est le vrai problème. Quelle est la grande différence entre nos pays et le Japon? Le modèle agricole! Nos agricultures ne sont pas suffisamment productives, en dépit des modernisations et des programmes d'ajustement structurel.

Je vais évoquer la situation du Maroc pour être plus clair encore. En France, les agriculteurs, qui représentent 2 % de la population active, parviennent à exporter dans le monde entier; au Maroc, les 40 à 45 % de population active agricole ne génèrent que 15 % du P.I.B. La productivité est catastrophique. Dans votre histoire récente, la population rurale est partie en ville et cette force de travail a été absorbée par l'industrialisation. Ce n'est pas le cas chez nous. Du coup, nos populations désœuvrées viennent chercher du travail chez vous.

Merci Najib pour ce premier point. Abdelaziz, vous venez justement d'une région agricole du Maroc, souhaitez-vous apporter des précisions?

Abdelaziz Lakriaa: Je suis tout à fait d'accord avec Najib, mais il y a des exceptions. Ainsi, ma région, celle de Rabat, Salé, Kenitra, correspond à une zone irriguée. 80 % des agriculteurs ont une superficie de moins de 5 hectares, mais ils y pratiquent une agriculture très diversifiée: élevage, céréales, maraîchage. Cela dit, il est vrai que ces petits producteurs n'arrivent pas à joindre les deux bouts. Pourquoi? D'abord en raison des aléas climatiques en zone semi-aride. Ensuite parce qu'au niveau de la commercialisation, c'est la multitude d'intermédiaires qui profite du travail de l'agriculteur.

A tous vous écouter, le changement climatique semble être décidément un des phénomènes majeurs de fragilisation de cette région. Mais terminons ce tour d'horizon des rives méditerranéennes en abordant le Moyen-Orient. Pierre Blanc, vous portez un regard sur la géopolitique des ressources, ainsi que sur la question alimentaire en tant que facteur d'insécurité politique. Vous souhaitiez, je crois, aborder le cas de la Syrie.

Pierre Blanc: Oui, mais avant, permettez-moi deux remarques. D'abord, nous faisons un peu trop souvent le raccourci entre l'insécurité alimentaire et l'éclosion des révolutions en 2010. Or, c'est beaucoup plus complexe que cela. Il est vrai que dès janvier 2011, presque tous les pays arabes ont augmenté leurs subventions aux importations de produits alimentaires, en réponse à ce qu'ils pensaient être des révoltes de la faim parce qu'ils étaient bien au fait de leur dépendance alimentaire. Mais ce faisant, leur lecture des soulèvements était partielle voire erronée. Ces mobilisations sociales ont eu en effet bien d'autres moteurs, en particulier une demande de dignité, karama, par rapport aux États autoritaires et corrompus. Deuxième remarque, quand on articule l'insécurité alimentaire et le risque d'insécurité politique, cela voudrait dire en creux qu'il faudrait établir la stabilité de ces États, lesquels sont autoritaires. Or les responsables de l'insécurité alimentaire sont les pouvoirs eux-mêmes.

Quant au Moyen-Orient, il connaît en plus la contrainte géopolitique du partage de l'eau...

P.B.: Prenons effectivement la Syrie, qui se trouve dans une crise systémique qui pourrait se produire ailleurs. Nous savons que depuis 2011, la révolte a basculé dans une guerre civile, avec la brutalisation opérée par le régime de Bachar el-Assad ainsi que par les ingérences, en particulier des pays du Golfe et de l'Iran. Je ne reviens pas là-dessus, mais sur ce qui s'est passé avant, en particulier sur un épisode qu'on a appelé « la sécheresse syrienne » qui donne à comprendre quelque chose de tragiquement intéressant.

Il faut savoir que la Syrie avait fait de l'autosuffisance alimentaire en céréales un élément central de son agenda politique. Elle voulait prendre place dans les pays du front contre Israël et, pour cela, ne plus dépendre de l'aide alimentaire américaine. Et elle a réussi, parvenant même à exporter une partie de sa production agricole. Et puis, de 2006 à 2010, arrive une sécheresse terrible. La production de céréales chute de moitié. De son côté, le régime tarde à faire appel au programme alimentaire mondial – en 2008 – car c'est là un aveu de faiblesse. S'ensuit une accélération des migrations internes déjà engagées depuis le début de la décennie 2000 dans un contexte de crise rurale déjà bien présente.

Mais cette sécheresse est un phénomène assez récurrent. Cela signifie que dans cette région du Moyen-Orient, les occurrences s'accélèrent?

P.B.: Oui. Et il y a eu des facteurs aggravants, en particulier des facteurs politiques. J'insiste sur ce point : les crises et les solutions sont souvent politiques. Il n'y a pas de fatalité du ciel. Ces facteurs aggravants sont les suivants: les retenues et les prélèvements d'eau qu'a multipliés la Turquie le long de l'Euphrate, réduisant son débit en aval, c'est-à-dire en Syrie. Par ailleurs, le pouvoir syrien lui-même a fait montre d'impéritie, en ne maîtrisant pas l'essor démographique et, surtout, en ratant sa diversification économique. En l'absence d'industrie manufacturière, comme l'a souligné Najib, la population active agricole, qui a doublé entre 1965 et 2005, s'est retrouvée en quelque sorte assignée à résidence. Les paysans qui avaient reçu des terres dans le cadre de la réforme agraire, ont vu leur actif foncier décroître deux générations après les grandes vagues de redistribution. Ensuite, le régime a également échoué en grande partie dans sa gestion de l'eau. Le pays qui a fait de l'agriculture un élément central de sa doctrine politique – celle du Baas qui était au début un parti agrarien – a développé les aménagements hydrauliques mais a fermé les yeux sur les forages nouveaux des eaux souterraines, accordés de façon très arbitraire et clientéliste. Et quand les ressources de surface de l'Euphrate ont diminué, on s'est rendu compte que les nappes phréatiques, surexploitées, n'étaient pas en mesure de pallier le déficit hydrique. Cela met en lumière le lien entre la nature autoritaire du régime et le mésusage des ressources, lien qu'on retrouve bien au-delà du cas particulier de la Syrie.

Et puis, il y a aussi l'abandon de certaines régions qui, là aussi, n'est pas propre à la Syrie.

P.B.: Effectivement. Cet abandon est dû aux effets de la sécheresse qui se sont surtout fait ressentir dans ce qu'on appelle la Djézireh, au nord-est du pays, une région disqualifiée dans la construction territoriale syrienne. Le pouvoir avait en effet plutôt privilégié la Syrie utile, entre Dera et Alep. La Djézireh était une région oubliée, au même titre que Sidi Bouzid en Tunisie, la Bekaa libanaise ou le Rif marocain.

Dernier point, à la portée tout aussi universelle, le régime syrien, qui avait fait le choix du socialisme arabe, s'est transformé en thuriféraire du néo-libéralisme dans les années 2000, cessant de subventionner les engrais, par exemple. Cette libéralisation a aggravé la situation des paysans au moment de la sécheresse. Et je crois savoir que la Syrie n'est pas la seule à avoir pris ce virage. J'ajouterais même que ce modèle libéral appliqué par des régimes autoritaires, c'est la porte ouverte à la prédation la plus totale. C'est ce qui s'est passé en Syrie où d'ailleurs le cousin de Bachar Al-Assad était en train de racheter des terres dans la région du Ghab à la veille de la révolte. Nous étions bien loin des intentions premières du parti Baas qui avait fait des paysans ses alliés privilégiés.

Omar Bessaoud: Je suis d'accord avec Pierre. Je rappelle que le régime syrien s'est d'abord appuyé sur la paysannerie et a mené d'importantes réformes agraires. Mais, à partir de 2003, sur injonction de la Banque mondiale et du F.M.I., le pouvoir a mené une contre-réforme agraire, a dissous les coopératives, restitué les terres, rétabli une alliance avec la grande propriété foncière, ces prédateurs qui ont conduit des dizaines de milliers de gens sur les routes de l'exode et de la révolte.

Même chose en Égypte avec la contre-réforme agraire de Moubarak. C'est vrai que c'est politique. Mais n'oublions pas que toutes ces politiques néolibérales conduites dans le cadre de politiques de réajustement ont été un vecteur d'accélération des révoltes!

Nous avons donc vu qu'il y avait de puissants facteurs d'insécurité: changement climatique, guerre de l'eau, raréfaction des terres, migrations, emploi des jeunes, nature des institutions, crises budgétaires... Je voudrais à présent donner la parole à Moulay, pour lancer un autre sujet de réflexion, sur les relations entre l'Union européenne et les pays du Maghreb.

Moulay Lâarabi el Hachimi: Merci pour cette invitation. Il ne faut pas en effet cloisonner l'Europe, la séparer de ces pays méditerranéens qui sont à vos portes. Car un séisme peut très bien survenir à des milliers de kilomètres et finir par vous atteindre. Personne n'est épargné. Même quand on parle de sécurité alimentaire. Les fléaux que nous vivons actuellement, les guerres, la pauvreté, le terrorisme, ont partie liée avec l'agriculture. De même, les fléaux environnementaux, les changements climatiques, l'usage des pesticides, provoquent des exodes ruraux. Aussi, si l'on veut réfléchir à ces sujets, faut-il penser global. Lorsqu'on pense global, on peut trouver des solutions, non pas pour nous seuls, mais également pour les autres.

Et si l'on est cynique, vous êtes le miroir grossissant de ce qui peut nous arriver dans les années à venir, notamment sur le revenu des agriculteurs. Najib, vous souhaitiez reprendre la parole... **Najib Akesbi:** Oui. Car je rappelle le titre de cette séquence: « Quelle nouvelle saison? ». Vous avez fait allusion au printemps arabe qui s'est traduit au Maroc par le Mouvement du 20 février (2011). Sept ans après, où en est-on? Depuis trois mois, 60 % de la population boycotte des marques de lait, d'hydrocarbures, et d'eau, car ce sont des monopoles ou des oligopoles.

Mais ce que les gens contestent en réalité, c'est un système qui entretient un mariage incestueux entre la politique et l'argent. C'est cela qui a donné lieu, sous différentes formes, à ce qu'on a appelé le printemps arabe. Il y a une énorme mascarade, avec la banque mondiale, les institutions internationales, les régimes en place, qui nous prônent le marché du matin au soir et nous disent qu'on est dans un système ouvert, que l'entrepreneur est le dieu du XXIe siècle. Car quand le commun des citoyens va sur le marché pour acheter ses produits de base, il ne rencontre que la réalité de la rente! En fait, les systèmes politiques sont devenus le premier obstacle au développement économique de ces pays.

Vous posez la question de la coopération. La responsabilité du Nord est considérable. Mais je ne suis pas de ceux qui rejettent la faute systématiquement sur les autres. Les problèmes sont d'abord chez nous et ils sont entretenus par les accords de coopération.

Je me tourne vers les autres intervenants de cette table ronde. Quelle est selon vous la saison à venir pour les pays méditerranéens?

Omar Bessaoud: Il faut d'abord identifier les forces sociales qui peuvent la porter. Aujourd'hui, au Maghreb, les transitions structurelles économiques sont orphelines de révolutions industrielles à même de procurer des emplois et générer davantage de richesses. Car les gisements de rente perdurent, continuant à dicter leur politique. La corruption est nourrie par des formes d'accès à l'argent public - les crédits, les subventions -, via les banques, au profit de pseudo-entrepreneurs. Ensuite, ces positions de rente sont assises sur les marchés, internes et externes, nourrissant les petits métiers de vente de produits chinois, sud-coréens, européens, etc. Et puis, les classes dominantes dans nos pays qui, faute d'industrialisation, monopolisent le commerce extérieur, utilisent les rentes acquises pour 'investir' dans l'immobilier urbain et pérennisent leur position en disputant aux agriculteurs l'accès aux ressources foncières et à l'eau.

Rappelons en effet qu'il y a dans ces pays des concessions agricoles et des constitutions d'exploitations de 30 000 à 35 000 hectares acquises le plus souvent par des urbains.

O. Bessaoud: Oui, avec des passe-droits! C'est une vieille tradition du Maghreb: la bourgeoisie citadine aime posséder des terres agricoles pour pérenniser les revenus. Au point que les régimes politiques en place se sont attaqués à quelque chose que le colonisateur n'a pas pu faire: aux biens fonciers communs, aux terres collectives des steppes, soit 30 millions d'hectares en Algérie, 20 millions au Maroc, et peut-être une dizaine de millions en Tunisie. Comme on y a découvert des ressources hydriques souterraines, les terres ont été données en concession pour forer et exploiter cette eau au détriment des agriculteurs et des agropasteurs. C'est un phénomène massif, avec la reconstitution de classes de propriétaires absentéistes. Via les fameux partenariats public privé, on démantèle en Algérie les fermes d'État, qui avaient été natio-

nalisées dans le cadre de la réforme agraire des années 1960-70 et récupérées sur les terres coloniales.

Toute cette politique repose donc sur trois piliers: les banques publiques, les surprofits du commerce et la législation foncière. Sont-ils en mesure de formuler un projet d'avenir pour nos populations et nos peuples? Impossible! D'ailleurs, les politiques publiques agricoles et rurales (le plan 'Maroc vert' et autres plans de modernisation agricole de la Tunisie, d'Égypte ou de Syrie) sont essentiellement dédiées aux entreprises et firmes agricoles. Le paysan, on n'en entend plus parler. Le mot arabe qui le désigne, « fellah », a disparu du vocabulaire, des textes officiels et des agendas politiques.

Moulay Lâarabi el Hachimi: Bien sûr, cette situation a donné naissance au printemps arabe, sans pour autant disparaître. Mais n'est-il pas temps de regarder les choses autrement? Comment peut-on sortir de ce sombre diagnostic? Le Maroc s'est lancé dans un processus de régionalisation avancée. Malheureusement, un grand nombre de ressources naturelles, minières ou hydriques, restent centralisées au niveau de l'État. C'est à lui qu'appartient le sous-sol. C'est lui qui donne les autorisations d'exploitation. Cela échappe au processus démocratique. Mais il nous faut chercher les solutions, des solutions douces. Il faut repenser les choses, et pousser au changement sans violences ni dégâts.

Mustapha Jouili: J'enchaîne sur ce qu'a dit Omar concernant la nouvelle classe de nantis urbains qui se forme dans presque tous les pays du Maghreb. En Tunisie, toutes les politiques agricoles vont dans le sens d'une liquidation de la paysannerie au profit de ces nouvelles catégories d'investisseurs agricoles. Ce sont généralement des professions libérales, des commerçants, des avocats, des médecins, des hauts fonctionnaires. Et, bien sûr, toute la production est orientée vers l'exportation. Cela a commencé au milieu des années 1990, à la fin de la deuxième phase du programme d'ajustement structurel, lors des réformes libéralisant l'accès aux ressources hydriques, ce qu'on appelle le Code des eaux. De nouveaux investisseurs se sont installés sur les périmètres irrigués et ont dominé cette production agricole.

Depuis, les orientations n'ont pas changé. Il y a quelques semaines, le ministre de l'agriculture a déclaré que la Tunisie n'avait plus intérêt à faire de l'élevage ni à produire des céréales, faute de rentabilité. Selon lui, il vaut mieux financer les importations. Mais en contrepartie, que peut exporter la Tunisie? Le changement climatique n'est pas pris en considération dans les orientations politiques et nos exportations sont exclusivement basées sur les productions irriguées. Lesquelles atteignent péniblement 10 % de la superficie agricole utile. Ce sont essentiellement des fruits, des légumes, des dattes mais aussi l'huile d'olive, ce qui est nouveau. Or nous sommes face à la dégradation des ressources en eau et de la fertilité des terres, au point que certaines études estiment que, d'ici 2030, la Tunisie va perdre 50 % de son potentiel irrigable. Certaines oasis sont menacées de disparition. Cela signifie qu'il n'y aura plus de production de dattes, concentrée dans les régions de Tozeur et de Kebili, lesquelles ont atteint un taux de mobilisation de 400 % de la nappe phréatique.

Pierre, vous hochez la tête. L'eau est un sujet géopolitique essentiel...

Pierre Blanc: Je hoche la tête effectivement, car je suis d'accord avec tous ces propos. J'aimerais compléter ce qu'ont dit Omar et Mustapha sur les rentes, la terre et l'eau. Au Moyen-Orient aussi, les politiques publiques s'orientent clairement vers une agriculture de spéculation, au prétexte qu'il faut gagner des terres sur le désert ou redynamiser la terre dans des régions en crise, comme je l'ai évoqué avec les achats opérés par le cousin de Bachar Al-Assad, Rami Makhlouf: une des plus grandes fortunes syriennes qui avait commencé à racheter les terres dans la région du Ghab sur le fleuve Oronte aux petits paysans devenus précaires. Dans ce cas comme dans d'autres, c'est un rouleau compresseur porté par des politiques publiques.

Omar, tu as parlé de la contre-réforme agraire en Égypte. Celle-ci était totalement assumée. J'ai même entendu quelqu'un du ministère de l'agriculture égyptien, affirmer qu'il fallait se débarrasser de la paysannerie des anciennes terres du Nil et, pour ce faire, libérer les loyers afin que seules les grandes entreprises puissent les assumer.

Sur l'eau, pourriez-vous donner des exemples de situation de rente?

P.B.: Deux exemples d'hydro-hégémonies avérées et très inquiétantes. Israël sur le Jourdain, qui contribue fortement à entraver l'agriculture palestinienne et même l'agriculture du Sud Liban et de la Syrie. Et la Turquie avec l'Euphrate et le Tigre. Je suis très inquiet en la matière. Ce pays développe un vaste projet hydro-agricole dans le Sud-est anatolien. Si ce projet va à son terme, cela conduira à réduire considérablement le débit des deux fleuves, privant en aval les paysans syriens et irakiens de leur eau! L'un des responsables politiques m'avait répondu: ce n'est pas gênant, on va produire l'alimentation pour eux. Il avait oublié que ce n'est pas qu'une affaire d'alimentation, et que l'agriculture irriguée pour les pays en aval produit une part importante de la valeur ajoutée, et, partant, assure une certaine sécurité économique et sociale. Ces développements de l'irrigation en Turquie, vont énormément compliquer la reconstruction syrienne.

Et sur la nouvelle saison possible de cette région du Monde?

En la matière, au pessimisme de l'intelligence, on peut opposer l'optimisme de la volonté, selon l'expression de Gramsci. Mais cet optimisme de la volonté passe par la volonté des peuples, et non pas des sujets comme ils ont été trop longtemps considérés. La clef est là, dans la véritable souveraineté des peuples, qui doit guider la transformation institutionnelle de ces pays. Si l'on prend les temps longs de l'histoire, les sociétés de confiance (NdIr: confiance mutuelle accordée entre l'État et les individus) ont émergé à la faveur de transformations institutionnelles: l'Angleterre au XVIIe siècle a révolutionné sa constitution (instauration de la monarchie constitutionnelle), donnant lieu à un essor de son économie, relayé ensuite par l'impérialisme. De même, l'essor économique des Pays-Bas est issu de leur révolte contre la monarchie espagnole, quand ils sont parvenus à se libérer de Charles Quint. Plus récemment, le Japon doit le début de son développement à ses réformes institutionnelles du XIXe siècle. Enfin, je reviens d'une mission au Cap-Vert, l'une des démocraties qui fonctionne le mieux en Afrique. Eh bien, le Cap-Vert, pourtant sans ressources, commence à être un exemple de développement économique. Autrement dit, dans les régimes contraints du Maghreb et du Machrek, la clef est institutionnelle. □

LES ÉCHANGES AVEC LE PUBLIC

Le problème, c'est que nous avons été de bons élèves

Sylvie Bonny, chercheure Inra: Ma question s'adresse surtout à Omar Bessaoud afin qu'il donne des pistes d'avenir. Pendant 50 ans, l'Algérie a fait reposer son économie sur le pétrole. Y a-t-il eu des efforts de diversification? D'autre part, il me semble que quelques Algériens, dans le sillage de Pierre Rabhi, s'intéressent désormais à l'agroécologie. Est-ce là une piste réelle? Enfin, les villes, dont Alger, ont des problèmes d'eau potable. En ce sens, les usines de dessalement d'eau de mer sont-elles pertinentes pour alimenter les métropoles qui bordent la Méditerranée?

Omar Bessaoud: Cela fait des années qu'on développe un discours sur la diversification. Pour autant, le pétrole aujourd'hui représente 98 % des recettes financières de l'Algérie et 60 % du budget de l'État. Or ce n'est pas un secteur créateur d'emplois. Il s'agit donc là encore d'une économie rentière.

Sur la prospective, ce sont des sociétés encore bloquées qui n'ont pas encore fait leur révolution industrielle ni progressé dans la mise en œuvre d'une économie de la connaissance. Et pourtant, l'Algérie, tout comme les pays voisins, dispose d'un capital humain appréciable, de bassins de formation universitaire et d'une élite scientifique et technique. Cette année, nous avons eu près de 800 000 candidats au Bac! C'est énorme. Et des centaines d'ingénieurs arrivent sur le marché du travail, qu'ils soient polytechniciens, informaticiens, agronomes, etc. Malheureusement, ils migrent faute de débouchés. Dans ce contexte, nous sommes encore dans un modèle d'exploitation minière de nos ressources naturelles.

En panne d'avenir

Ce qui se profile? Avant de parler d'avenir, trois ou quatre grands défis se posent à nos pays.

Le premier, c'est l'emploi des jeunes. N'oublions pas que près de 70 % de nos populations ont moins de 30 ans. En Tunisie, le taux de chômage des jeunes atteint 40 %. Deuxième défi, le changement climatique. Dans certaines régions de l'ouest du Sahara algérien, Touat, Gourara, Adrar, Timimoun, les températures ont récemment frôlé les 67°C. Jamais de mémoire d'homme nous n'avions atteint ces températures. Sans oublier les accidents climatiques récurrents: inondations, sécheresses, coups de froid qui détruisent les récoltes et le bétail. C'est l'un des points les plus chauds en Méditerranée et dans la perspective 2100, si rien n'est fait, nous devrions connaître entre 2,5 et 4°C d'augmentation en moyenne. Cela va impacter les ressources en eau: 20 % de baisse des précipitations sur les trente ou quarante prochaines années. Du fait de ce stress hydrique, des déplacements massifs de populations sont à prévoir: 80 à 100 millions de personnes d'après le dernier rapport de la Banque Mondiale. Aujourd'hui le Maghreb est non seulement une région de transit de population subsaharienne, mais il est aussi une terre d'émigration. Face à tout cela, les classes dominantes sont en panne de projet d'avenir. Et même s'il y a des mouvements sociaux, nous n'avons pas encore de forces politiques suffisamment organisées pour produire un changement majeur sur les vingt prochaines années. À moins d'une révolution!

Moulay Lâarabi el Hachimi: Pour le Maroc, les défis environnementaux sont colossaux. Juste un chiffre: en 2015, le coût de la dégradation de l'environnement a atteint 3,5 % du P.I.B. Le coût de la dégradation de l'eau, c'est douze milliards de dirhams annuels. Et on utilise généralement des eaux usées les mois d'été pour irriguer les grandes exploitations fruitières... En de nombreux endroits, l'eau est polluée, même au niveau de certains barrages, ce qui pose aussi des problèmes de santé.

Pierre-François Vaquié, fédération nationale des CUMA: J'ai bien aimé ce que vous avez dit sur l'effacement du fellah, du paysan. Je pense que ça pourrait être un sujet de controverse, cet effacement dans nos débats sur l'agriculture.

Je ne connais pas trop le Maghreb, aussi pourriez-vous expliquer aujourd'hui les raisons pour lesquelles il n'y existe pas de syndicats agricoles? Est-ce lié à l'histoire, à la sociologie, à la politique? Or peut-être cette construction collective des agriculteurs leur permettrait d'interpeller les politiques publiques et de leur donner une capacité émancipatrice.

Pierre Blanc: Évidemment je crois beaucoup dans les mobilisations des agriculteurs pour transformer leur réel. Et, dans ces régions, il est frappant de constater que l'atomisation des paysans constitue un moyen de surveillance. Ou alors on crée un syndicat d'État, comme ce fut le cas en Syrie, ce qui est une autre façon de contrôler le pays. En revanche, après 2011, on a assisté en Égypte et en Tunisie à une éclosion de syndicats. C'est bien la preuve qu'une libéralisation politique – hélas momentanée dans le cas de l'Égypte – ouvre vers une syndicalisation paysanne, laquelle est une clé pour cet optimisme de la volonté dont je parlais précédemment.

Mustapha Jouili: En Tunisie, nous avons deux organisations syndicales agricoles. La plus ancienne, fondée au temps de la colonisation, c'est l'Union Tunisienne de l'Agriculture et de la Pêche, syndicat qui représente en fait les intérêts des grands propriétaires fonciers et qui a prédominé jusqu'en 2011. Normal, la loi stipulait que pour accéder aux aides, il fallait obtenir une attestation, via l'adhésion à l'U.T.A.P. Depuis, un deuxième syndicat est né, lequel est loin d'être représentatif des paysans, puisqu'il regroupe principalement les nouveaux promoteurs agricoles dont on vient de parler.

Si les paysans ne disposent pas d'organisation syndicale, c'est pour trois raisons fondamentales. D'abord l'appauvrissement et l'analphabétisme qui règnent dans le monde rural – presque 40 à 45 % des exploitants agricoles sont totalement analphabètes. Ensuite, l'âge moyen des exploitants, qui frôle les 60 ans. Sachant que plus de 40 % des agriculteurs sont plus âgés! Enfin, les forces progressistes, qui sont normalement porteuses d'un projet alternatif, n'ont jamais essayé d'explorer les régions rurales.

Moulay Lâarabi el Hachimi: Au Maroc, il y a une deuxième chambre parlementaire, la chambre des conseillers, dédiée aux représentants élus au suffrage indirect des artisans, des salariés, des collectivités territoriales. Les agriculteurs y sont représentés par les membres des syndicats. Mais ils ne peuvent pas véritablement légiférer et donc changer le vécu des gens, les lois sont fabriquées ailleurs, par d'autres.

Se draper dans l'islamisme?

Daniel Garrigue, maire de Bergerac: Vous avez parlé du parti Baas. À l'origine, une des volontés du Baasisme, sorte de socialisme arabe, était de redéfinir les relations avec l'islam en affirmant pour partie une certaine forme de laïcité. Même si le Baasisme a été détourné de ses ambitions d'origine, n'est-ce pas de ce côté-là que se trouve la réponse à la relation entre les États-Nations et l'islam?

Omar Bessaoud: Je laisserai à Pierre la question du Baasisme et de ses rapports à l'islam. Je veux simplement dire que dans toutes les économies rentières, la première d'entre elles étant l'Arabie Saoudite, on se drape dans l'islamisme: dans ce pays berceau de l'islam, on affirme « Dieu nous a pourvus de ces richesses ». Ce discours wahhabiste s'est diffusé dans les pays du Maghreb. Dans le fond, c'est à l'image de la noblesse féodale et rentière de l'occident médiéval qui se cachait derrière le catholicisme. Mais, dans nos pays, à la différence de l'Europe, ce sont les politiques qui utilisent les religieux et instrumentalisent la religion. Ce qui fait qu'aujourd'hui, on construit autant de mosquées qui concurrencent l'école et que le seul ciment de la société, c'est la religion ou ce qui lui tient de discours.

Pierre Blanc: Le parti Baas, fondé par Michel Aflak et Salah Eddine Bitar, prend racine dans ce qu'on a appelé la « Nahda », la renaissance arabe, avec cette idée qu'il fallait dépasser l'assignation communautaire via le nationalisme arabe. C'était une très belle intuition, portée d'ailleurs par un chrétien et un musulman. Dans les écrits de Michel Aflak, il est souvent fait référence à l'islam, non pas en tant que « charia », loi islamique, mais comme facteur civilisationnel qui a permis au monde arabe d'atteindre un apogée.

Malgré les belles intuitions du début, le Baas a été pris en otage par des factions communautaires, surtout familiales et claniques : la famille Assad et une partie de la famille Alaouite en Syrie, la famille Hussein et le clan des Tikriti sunnites en Irak. Le Baas s'est peu à peu vidé de sa substance à cause de ses dirigeants eux-mêmes. Cette idéologie du dépassement communautaire a ainsi échoué sur ce plan. J'irais plus loin: je pense que par essence, elle est un peu dangereuse car elle comporte un risque d'exclusion pour les non-arabes, les Kurdes, les Kabyles... C'est la même chose pour le sionisme d'ailleurs: qui n'est pas juif n'a pas lieu d'existence de plein droit dans un État juif. L'enjeu actuel, en ces temps de repli identitaire, serait de retrouver des projets collectifs dépassant les assignations claniques, un nouveau Baas pour le monde arabe.

Mustapha Jouili: Il y a une montée de l'islamisme dans les pays arabes, en particulier en Tunisie où le parti islamiste Ennahda participe au gouvernement. Que s'est-il passé? Le printemps arabe était l'expression d'une crise sociale, économique mais aussi politique. Les classes au pouvoir, ne parvenant toujours pas à faire accepter les orientations à caractère libéral, ont cherché à draper un programme inchangé dans un discours en apparence différent, en faisant appel aux islamistes, lesquels sont fondamentalement des libéraux. En Tunisie, comme en Égypte ou en Algérie, les bases sociales des partis islamistes se trouvent en effet dans trois activités: la spéculation immobilière, l'informel et la finance.

Pierre Blanc: Un point supplémentaire. Si l'on prend un peu de recul, le Hezbollah libanais chiite est né indirectement du « mouvement des déshérités » (1974), ces paysans qui subissaient la loi foncière de propriétaires de leur propre communauté. Ce même mouvement a ensuite créé la branche armée Amal, dont une partie – Amal islamique – est devenue le Hezbollah. Autrement dit, derrière le fait religieux, l'analyse profane des conflits fait apparaître une réalité sociale. On trouve cela aussi ailleurs, notamment en Haute-Égypte où l'islamisme a croisé le destin de paysans déshérités.

Sur quel pied danser?

Philippe Baret, ingénieur agronome (Louvain): Tout en étant d'accord avec vous sur la dimension extrêmement politique des crises, qu'avez-vous à dire sur les modèles techniques. Y a-t-il des modèles techniques alternatifs? Je ne suis pas très convaincu de l'agroécologie à toute petite échelle de Pierre Rabhi, mais c'est un autre débat.

Vous avez parlé également de la dépendance aux importations et de l'obligation d'être dans une économie d'échanges. Comment construit-on un échange cohérent avec les besoins du Maghreb, et, en même temps, équitable? Y a-t-il un cadre institutionnel idéal ou fait-on avec les lois du marché?

Najib Akesbi: Le modèle technique, c'est le modèle agro-exportateur, la théorie des échanges comparatifs. On nous a dit que nous étions dotés d'un certain nombre d'avantages, en terme de ressources naturelles et de force de travail, et que nous étions donc bien placés pour produire des légumes et quelques fruits.

C'est doublé par le modèle productiviste, qui plus est celui de la Pac version années 1960, avant la découverte des dégâts environnementaux.

Le problème, c'est que nous avons été de bons élèves! Nous avons affecté à ce modèle les rares ressources que nous avions, naturelles, financières, organisationnelles et humaines. Et nous sommes parvenus, au Maroc notamment, à bâtir un secteur des primeurs relativement compétitif. Le problème actuel, ce n'est plus la production, mais les débouchés! Les Européens, qui ont impulsé cette agroexportation, nous opposent à présent leur protectionnisme! Vous êtes libre-échangistes tant que ça vous arrange. Dès que nos exportations risquent de poser problème à vos producteurs, vous mettez en place quotas, calendriers, prix de référence, prix d'entrée, etc. Nous ne sommes pas les seuls à avoir des contradictions... Et croyez-moi, un des grands problèmes qui nous paralyse, c'est que nous ne savons plus sur quel pied danser. Faut-il faire ce que vous nous dites, au risque d'être bloqués par la suite? Faut-il vous tourner le dos et passer alors pour de mauvais partenaires? La contradiction, au Nord comme au Sud, c'est l'une des choses qu'on partage le mieux. □

TABLE RONDE

Demain, j'enlève les pesticides?







Avec Philippe Baret, professeur à l'université de Louvain (Belgique), Christian Huyghe, directeur scientifique de l'Inra, membre de l'Académie d'agriculture et président du comité d'orientation scientifique et technique de l'Acta (Association de coordination technique agricole), et Éric Andrieu député européen, président de la commission Pest¹.

À quelles conditions est-il possible de passer à un monde sans pesticides? Pour quelles raisons cette prise de conscience sociétale s'est-elle doublée d'une urgence politique et pour quoi faire? Un sujet brûlant qui réinterrogea notamment la science, l'expertise et le politique.

Mission Agrobiosciences-Inra: Comment est-on passé d'un monde où personne ne se préoccupait de savoir ce que l'on pouvait faire avec ces produits, à un monde où il y a une prise de conscience sociale et un rejet global des produits phyto?

Philippe Baret: L'un des arguments que je vais développer cet après-midi, c'est que les pesticides sont une porte d'entrée pour discuter du modèle agricole. À mon sens, ils ne sont pas en soi le point le plus intéressant du débat.

Maintenant, pourquoi les pesticides ont-ils fait débat? Un des éléments tient en la découverte par les citoyens, les consommateurs et les agriculteurs que les systèmes d'autorisation et de contrôle avaient failli, bref, qu'ils avaient laissé passer des choses dangereuses pour la santé. Une prise de conscience donc qu'un danger existant avait été caché. Reste que, maintenant, il faut nuancer ce danger. Comparé à d'autres, il n'est peut-être pas énorme. C'est surtout le fait d'être trompé qui a réellement marqué.

L'autre élément concerne le remarquable travail des organisations environnementales, des groupes de pression, comme Greenpeace et d'autres, qui depuis longtemps se battent aux côtés de la mouvance bio pour dire que les pesticides sont un problème.

Selon mon analyse, c'est la convergence de ces deux éléments qui explique que la question des pesticides ait été mise à l'agenda, à l'ordre du jour des débats.

Maintenant entre mettre à l'agenda et prendre une décision politique, il y a une différence. Et de mon point de vue, on est passé un peu vite de cette interrogation à des décisions.

^{1 -} Commission d'investigation sur le système d'autorisation des pesticides en Europe. http://www.eric-andrieu.eu/commission-pest/

Prise de conscience

Éric Andrieu, vous êtes député européen et dans votre circonscription. Est-ce qu'on vous parle des pesticides et comment? Éric Andrieu: Je suis d'accord avec Philippe. On en parle beaucoup, pour de multiples raisons et cette question des pesticides nécessite une approche systémique. Aujourd'hui, le rapport des citoyens, et c'est heureux, à l'agriculture et à l'alimentation est en train d'évoluer de façon formelle et conséquente. Cela est lié à des questions d'accès à l'information, donc d'accès à la communication. De même, la question du lien entre l'agriculture, l'aliment et la santé humaine est très moteur. On constate que, depuis plus de 54 ans de Politique Agricole Commune (PAC), alors qu'on avait plutôt bien réussi à protéger le secteur de l'agriculture, il est désormais placé au même rang économique que les autres. L'entrée de l'agriculture dans l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) en 1992 n'y est pas pour rien.

Regardez l'évolution de la Pac depuis son origine: quels secteurs ou filières ont accompagné la tendance vers une vision libérale de l'agriculture. Ce ne sont pas forcément les acteurs de l'agriculture familiale... On voit bien qui ont été les gagnants de cet isolement de l'agriculture. De fait, moins on en parlait, mieux ça allait pour certains.

Sauf qu'aujourd'hui, des études révèlent une disparition importante d'insectes, la perte de plus de 30% des oiseaux en France au cours de ces trente dernières années. Ces informations sont largement diffusées, quasi-quotidiennement par les médias grand public. Ajoutez à cela le lien réalisé de façon de plus en plus formelle entre des problèmes de puberté précoce, de fertilité, de maladies orphelines ou de nouveaux cancers... Même si, aujourd'hui, aucun scientifique ne sait en certifier la raison – sans doute parce qu'il n'y en a pas qu'une –, nous devons tout de même nous interroger sur le pourquoi de cette évolution. Il faut ajouter à cela, ce n'est pas un secret, le climat change vite et de façon intense.

Tout cela fait qu'une sensibilité au sujet est en train de croître dans la société, alors que le rapport au politique est assez « particulier », la confiance et la défiance faisant toujours débat. Bref, nous assistons à la montée en puissance du citoyen qui interroge: j'ai des enfants, des petits-enfants, le monde dans lequel nous vivons correspond-il vraiment à ce que j'en attends? Et les acteurs, les décideurs sont-ils à la hauteur? Nous ressentons fortement ce mouvement dans les débats de la Commission Pest, lors des nombreuses auditions que nous organisons. Sans oublier les questions sur la controverse scientifique, car si on voit bien que la science fait ce qu'elle peut, elle n'amène pas les éléments d'une vérité absolue. Et c'est heureux.

Plus globalement, donc, la question du monde du vivant est de plus en plus au cœur du débat sociétal, et par conséquent du monde de l'agriculture et de l'aliment. En tant que parlementaire, je trouve que c'est une bonne chose, car le champ de progrès est intéressant et immense.

Christian, de votre point de vue, cette prise de conscience est-elle le fruit de la mise à l'agenda, de lobbies, d'un mouvement de fond social?

Christian Huyghe: Je pense que le mouvement est très profond et que l'une des questions les plus importantes

concerne les interrogations que la société et les consommateurs se posent sur le futur. Étienne Klein, philosophe et physicien, dit: le progrès a perdu sa majuscule, c'est le symptôme de son déclin; et le progrès, c'est la vision que l'on a d'un futur commun. Et on n'arrive plus à donner à voir ça. D'une certaine façon, on a donc des tas de raisons de se poser des questions. Et Étienne Klein dit d'ailleurs que progressivement on a remplacé le mot progrès par celui d'innovation qui ne dit strictement rien de l'endroit où l'on veut aller. Je pense qu'une des grandes difficultés et l'une des grandes obligations que l'on a, c'est de donner à voir la trajectoire dans laquelle on veut s'inscrire. Pour une raison assez simple: l'Europe vit son agriculture et son alimentation sur un contrat social établi à la fin de la Seconde guerre mondiale et, aujourd'hui, ce contrat n'a pas été rediscuté, ou insuffisamment, à l'occasion des États généraux de l'alimentation.

Donc, il ne s'agit pas tant de savoir pourquoi les gens se posent des questions sur les pesticides, mais s'il y a de bonnes raisons de s'interroger à leur sujet. Il y en a plusieurs. Comme l'a dit Éric, des impacts sur la biodiversité sont évidents - assez peu directement, beaucoup plus indirectement - et l'on sait qu'il existe aussi des impacts sur la santé – peu d'effets aigus, des interrogations liées à des effets cocktail, de grands questionnements sur les effets très indirects. Par exemple, nous savons désormais que nous portons un microbiote pour une part hérité de notre mère et pour l'autre hérité de l'environnement auquel l'enfant est exposé très jeune. À partir du moment où le pesticide modifie l'environnement, de fait il modifie le microbiote, avec cette conséquence: c'est la génération suivante, ou deux générations suivantes, qui paie. D'où la question fondamentale derrière les pesticides: face au bénéfice qu'on retire aujourd'hui de leur utilisation, l'externalité négative n'est pas instantanée, est-elle payée par une ou deux générations suivantes? Comment chiffre-t-on ça, comment arrive-t-on à l'intégrer? Nous n'arrivons pas à rendre cette question explicite, elle suscite une trop grande aversion.

La deuxième grande raison a été évoquée par Philippe. L'usage des pesticides s'est inscrit dans une très grande transition des systèmes de production. Rappelons que dans ce système, le pesticide a la particularité d'être le seul intrant non obligatoire; dans certaines conditions et selon certaines pratiques, on peut ne pas l'utiliser. Il a permis de simplifier la vie des agriculteurs, d'augmenter les gains de productivité, donc d'agrandir les exploitations tout en homogénéisant les territoires. Et boum, le système était parti! Avec cette conséquence: une partie des services écosystémiques que rendaient les territoires ne le sont plus aujourd'hui. Nous avons entamé une spirale négative. La question est: est-ce une raison pour s'interroger? Oui, c'est une évidence. Je rejoins complètement Philippe, quand il dit que c'est une porte d'entrée pour discuter des systèmes de production. Et, deuxième élément: pourra-t-on restaurer ces services écosystémiques? J'en suis moins convaincu.

La loi des géants

Comment peut-on expliquer cette rapidité de passage de l'agenda à la décision? D'où vient l'urgence?

Philippe Baret: En Belgique, l'urgence politique est venue du fait que cet enjeu avait notamment été porté par les partis écologistes qui ont davantage de poids qu'en France. Les autres partis ont réalisé qu'il y avait là un enjeu citoyen et qu'il était devenu impossible de défendre l'ancien système. Il y a donc eu une sorte de consensus sur le fait qu'il fallait adresser le problème et en faire quelque chose. J'ai discuté avec le ministre de l'Environnement belge du fait qu'il y a là une super porte d'entrée pour vraiment avancer dans

le débat. Le problème, c'est qu'on tombe sur la difficulté classique de l'agenda politique d'obtenir rapidement des résultats, et cela complique les choses. Concrètement, la Belgique a déjà supprimé les pesticides dans les jardins et aux abords des écoles. Cela a un impact citoyen très fort, mais on n'en est pas à changer le système.

Pour moi, la question n'est pas tant comment on passe de l'agenda à la décision, mais comment on passe de l'agenda à quelle décision? Si les décisions doivent être très rapides, elles ne peuvent être qu'à la marge. Finalement, ce qui me désole un peu dans le débat sur les pesticides, c'est que la mise à l'agenda a abouti, d'une part, à un discours de suppression radicale qui est difficilement tenable aujourd'hui dans l'état des systèmes et, d'autre part, à des pratiques de suppression marginale, en usage privé, à l'échelle communale, aux abords des écoles qui, paradoxalement, ne questionnent pas le système agricole. Avec la discussion sur la Pac et les prochaines élections européennes, il y a un enjeu à mener le vrai débat sur le système agricole que nous voulons, débat en partie raté lors des États généraux de l'alimentation. Car dire « on ne veut plus de pesticides demain », c'est la meilleure façon de ne pas avoir de changements au niveau des systèmes agricoles.

Éric, concernant le dossier glyphosate, comment ça s'est passé à Strasbourg? Il est arrivé par la petite porte ou par la grande? Comment a-t-il été porté?

Éric Andrieu: En fait, la question est née de la controverse sur la molécule. Deux agences ont émis des avis divergents. D'un côté le Centre International de Recherche contre le Cancer (CIRC), l'agence spécialisée de l'OMS pour la recherche sur le cancer, a dit que le glyphosate était potentiellement cancérigène. Alors que pour l'Efsa, « notre » autorité européenne de sécurité des aliments, cette molécule ne l'est pas. Quand vous êtes législateur et non scientifique, il n'est pas simple de faire la loi, ou d'y contribuer, en vous appuyant sur des avis divergents de scientifiques.

Voilà pourquoi nous nous sommes intéressés de près à la question. Nous sommes entrés dans les détails, dans les arcanes des modalités du protocole d'autorisation de mise sur le marché des molécules. Et là, s'ouvre un monde assez particulier et cocasse; il faudrait des heures pour vous le décrire, mais je vais essayer de faire vite...

Depuis cinquante ans, le poids du modèle agricole a influencé toute l'organisation périphérique au fait agricole. Ce n'est donc pas le fait du hasard si, aujourd'hui, la maîtrise du monde du vivant est contrôlée par trois grandes multinationales. Pour résumer, j'assume mes propos, Bayer - qui a absorbé Monsanto -, Syngenta-ChemChina et Dupont-de-Nemours, voilà les trois grandes multinationales qui, de la semence à l'assiette, font la loi à l'échelle intercontinentale sur le monde du vivant.

Et nous en sommes responsables. Car ma lecture politique, c'est qu'au nom d'une vision très libérale, nous avons laissé dévier le monde vers celui d'aujourd'hui. Quand une industrie peut ainsi se concentrer à l'échelle mondiale, c'est que le monde de la recherche privée et industrielle s'est aussi concentré. Un premier constat terrible pour moi et pour certains d'entre nous. Car l'enjeu reste quand même la garantie de la santé des 500 millions de citoyens européens. C'est ainsi que je conçois ma mission de parlementaire.

La situation est grave

Quand on déroule le fil de la pelote, on s'aperçoit que la situation est grave : là où on a une recherche privée industrielle très concentrée, avec des moyens dédiés, la recherche publique reste très atomisée et dotée de moyens très hétérogènes. Pour l'Europe, ce ne sont pas moins de quatre agences, l'Efsa, l'Agence de l'environnement, l'Agence des médicaments et l'Agence des produits chimiques. Ajoutez à cela, des agences par État et vous imaginez bien que selon qu'elles soient basées en France, à Malte, à Chypre ou en Estonie, elles n'ont absolument pas les mêmes moyens d'agir sur ces sujets. Malgré la tentative de synergie entre les agences, tout cela n'est pas à la hauteur des enjeux du moment.

Ensuite, au sujet de l'autorisation des molécules... Aujourd'hui, pour mettre une molécule sur le marché, un industriel investit des sommes considérables dans la recherche, puis - pour simplifier – la molécule passe devant les agences qui délivrent un agrément. Une fois l'agrément acquis, le marché mondial s'ouvre et c'est open bar! L'industriel ne participe pas au financement de la recherche publique, et cela interroge l'élu que je suis. Quand l'industriel travaille sur les molécules, il choisit l'État-membre qui va examiner le bien-fondé des études qu'il a réalisées. Par exemple, pour le glyphosate, Monsanto a d'abord choisi l'État allemand; au moment de la réévaluation de la molécule, ce fut encore l'Allemagne via son agence d'évaluation des risques BFR2; rebelote pour la troisième étude de réévaluation du glyphosate, toujours ce même État et cette même agence. Vous comprendrez qu'il n'y avait pas de raison que cette agence qui avait rendu le premier avis sur la première étude émette un avis contradictoire à la troisième. Ce, d'autant qu'au moment où le BFR émettait son avis sur le glyphosate, on était en pleine négociation de rachat de Monsanto par Bayer, entreprise allemande. Imaginez les enjeux économiques qui vont avec. Quand on est élu, on ne peut que s'interroger sur les collusions.

Nous demandons donc des garanties de transparence et d'indépendance dans les systèmes d'autorisation et des protocoles. Bien sûr, tout le monde nous affirme qu'il n'y a pas de problème! Sauf qu'une fois cela affirmé, de façon doctrinale, quels sont les éléments garantissant votre indépendance? Au fil de ces travaux, j'ai réalisé que le monde de la recherche a une approche très corporatiste finalement, qu'il reste dans l'entre soi. Par exemple, l'Efsa crée des comités d'experts qui, eux-mêmes, étudient les déclarations d'intérêt, ce qui n'est rassurant ni pour l'élu que je suis, ni pour le citoyen. Sans doute y a-t-il des aspects à améliorer ou faut-il porter cela devant des magistrats. Bref, quand on regarde les éléments d'analyses de molécules point par point, on voit qu'il y a bon nombre de « trous dans la raquette » et que, en tant que législateur, nous sommes dans l'obligation de faire des propositions d'amélioration

Éviter les malentendus

Christian Huyghe: Je ne pense pas qu'Éric voulait dire: « Tous pourris, on va tout passer par-dessus bord! » Il faut amender, il faut comprendre les pratiques.

^{2 -} Bundesinstitut für Risikobewertung, Institut fédéral allemand d évaluation

L'ensemble de la réglementation actuelle sur les produits phytosanitaires correspond au contrat social précédent, à savoir que l'objectif est de produire. Avec cette conséquence: aujourd'hui, la clef d'entrée de l'évaluation des produits phytosanitaire reste leur efficacité. On doit démontrer que ça marche, l'analyse des impacts passant après. Avec cette difficulté: l'analyse des impacts suppose que l'on doit s'interroger sur le système dans lequel elles sont étudiées. Le vrai problème, puisqu'on a commencé par parler du glyphosate, ce n'est pas tant la molécule qui pose problème, que les 9010 tonnes qu'on utilise.

Éric Andrieu: Il y a un malentendu énorme. Quand on parle du glyphosate, on parle de la molécule active et non de la formulation. Avec cette molécule il y a « mille » formulations délivrées sur le marché, dont le Roundup. Je ne suis pas sûr, par exemple, que le Circ et l'Efsa aient regardé la même chose. Alors effectivement, petit à petit tout le monde s'accorde à dire que la molécule active, le glyphosate, n'est pas forcément cancérigène; en revanche, les études et les analyses divergent concernant les formulations créées à partir de glyphosate. Il faut donc que nous parlions des mêmes choses pour avancer.

Aujourd'hui, pardon Christian, ce qui m'importe ce n'est pas tant le glyphosate que de savoir s'il y a un souci ou non de santé humaine quand on met du Roundup. Et quand on demande à la Commission pourquoi il y a deux niveaux d'étude (l'Europe pour la molécule, un État pour la mise sur le marché) – à mon avis, une inconséquence totale –, on nous répond que c'est ainsi, que c'est la règle. Sauf que nous sommes là pour changer les règles et nous allons essayer de le faire.

Christian Huyghe: Le glyphosate, qui entre sur le marché européen à la fin des années 1970, a énormément augmenté en volumétrie pour une raison très simple: la molécule étant tombée dans le domaine public en 2000, son prix s'est effondré, alors qu'il n'a pas varié aux États-Unis. Avec cette conséquence: en Europe, on achète très peu de Roundup, mais beaucoup d'autres formes de glyphosate, contrairement aux États-Unis où on en utilise partout, puisque Monsanto a gardé la main. Il est donc important de regarder la volumétrie et le système dans lequel le produit est utilisé. Cela rejoint les propos de Philippe: on ne peut pas évaluer les impacts à venir d'une molécule appréciée dans un système contemporain. Ce qui compte c'est la trajectoire.

Avec cette difficulté pour le législateur: demain, nous allons devoir évaluer d'autres options, comme le biocontrôle avec des solutions à effets partiels, dont on sait qu'elles n'auront d'effet que mises dans un système où elles auraient leur effet maximum. Aujourd'hui, ce cadre-là n'est pas construit et nous devons mener une vraie réflexion en matière de droit de l'environnement, sur la façon dont nous allons évaluer les services rendus. Et si nous n'arrivons pas à faire bouger collectivement cette question, nous empêchons, d'une certaine façon, l'émergence de solutions.

Des experts hors bocal

Philippe Baret: J'ai un peu travaillé pour l'Efsa. 1) C'est une grosse machine administrative, et ses fonctionnaires ont une énorme responsabilité, un peu comme un arbitre de foot

qui applique les règles de façon plus ou moins intelligente. Là, il y a une approche très conservatrice des règles qui tourne en faveur du vieux modèle. Ce qui fait que, jamais, même quand les faits étaient brutaux, on n'ait dit: nos règles ne fonctionnent plus. 2) Il ne faut pas confondre scientifique et expert. Bien que physiquement ce soit la même personne, on ne leur demande pas la même chose. Le scientifique s'interroge et a des doutes; l'expert répond à une question, même si elle est mal posée et pour laquelle il ne dispose pas toujours de l'équipement sociologique nécessaire. Ainsi, si l'on demande à un biologiste moléculaire de répondre à une question comportant des enjeux juridiques, économiques et sociétaux, il ne faut pas espérer qu'il se lance dans des réflexions très intelligentes. Ce n'est pas parce qu'il est idiot, mais parce qu'il est hors de son bocal. Dans le futur, l'une des meilleures façons de travailler l'expertise serait de former nos scientifiques à cet exercice, plutôt que de les laisser seuls exposés à des logiques d'administratifs pensant maîtriser ce concept d'expertise.

Cela fait une bonne transition... Éric, le dossier glyphosate est arrivé, il doit être épais. Pour prendre une décision, qu'avez-vous fait? Vous avez regardé les conséquences, vous avez procédé à des arbitrages, comment ça s'est passé? Éric Andrieu: D'abord, pour revenir sur l'Efsa, elle n'est rien d'autre qu'un bras armé de la Commission européenne. On pourrait très bien imaginer qu'elle soit intégrée à la Commission, c'est un choix politique. À l'agence, on nous dit que le boulot a été fait, mais qu'il n'est pas si simple de creuser le travail. Pour vous donner un ordre de grandeur en termes de force de frappe: quand cinquante agents de l'Efsa travaillent sur les pesticides, ils sont 500 au sein du gouvernement canadien. Donc, effectivement, il reste des questions, en particulier sur les effets cocktail, sur lesquelles l'Efsa dit qu'elle pourrait mieux faire, mais qu'elle ne sait pas ou n'a pas les moyens.

Pour répondre à votre question, le dossier n'est pas arrivé... Le Parlement européen dispose de vingt commissions institutionnelles qui traitent des affaires courantes et il a la capacité de mettre en place des commissions spécifiques. Dans ce cadre, nous avons été quelques-uns à pousser à la création de la commission spéciale Pest, sur les pesticides. Sa mission: analyser et évaluer le protocole d'autorisation des molécules, afin de déceler les aspects défaillants et de faire à la Commission des propositions de nouvelles directives et de nouvelles législations. Pour ce faire, nous avons neuf mois et nous sommes à mi-chemin. Où en sommes-nous?

Nous avons organisé bon nombre d'auditions, de l'Efsa bien-sûr, mais aussi de toutes les agences européennes et d'un panel d'agences nationales. Curieusement, nous avons constaté qu'il y a des distorsions dans les pratiques des États, tant en termes de moyens dédiés que de règles du jeu, de protocoles et de méthodologies. Chaque État a sa façon d'aborder la question. À minima, il faudrait plus de synergie, de mise en commun entre les agences européennes. Nous allons proposer de changer tout cela. Quant au lien entre les agences européennes et les agences nationales, il y a là aussi bon nombre d'aspects à aménager... Nous n'en avons pas terminé.

Bien-sûr, nous avons rencontré des scientifiques, nous sommes dans la phase de rencontres des ONG et de scientifiques éloignés de l'approche Efsa afin d'obtenir tous les éléments de la controverse. C'est très intéressant, car chaque approche verse de nouveaux éléments au dossier. Sur cette base, nous sommes en train de rédiger un rapport qui sera présenté à la Commission et voté en décembre. Sans concession, il examinera tous les points du protocole d'autorisation – du moment où l'industriel déclenche le processus de recherche jusqu'à l'autorisation –, qui nous paraissent relever de la défaillance ou qui nécessitent d'être améliorés.

Le citoyen est curieux

Aujourd'hui, nous cherchons à répondre à court terme à la question de l'efficacité (en gros, chercher à éliminer un nuisible sur une plante). Mais, problème, le monde ne vit plus dans l'efficacité, mais dans le systémique – et le citoyen est curieux du systémique. Si, d'un côté, vous éliminez le nuisible mais que, de l'autre, vous créez du cancer ou autres soucis de santé humaine... vous créez un problème. Bref, nous ne pouvons plus être dans une logique d'efficacité au sens strict du terme. Cela change complètement les comportements et les façons de faire, modifie totalement nos modes d'organisation et interroge même le fait démocratique. Actuellement, nous travaillons sur la nouvelle Politique agricole commune. Il est incroyable de constater le manque de vision stratégique du projet qui nous est présenté par la Commission européenne. D'autres États et continents, comme la Chine, le Brésil et l'Inde - qui vient de nous passer devant³ – développent de vraies visions stratégiques en matière agricole et alimentaire!

Au-delà de la molécule de glyphosate, notre continent ne peut pas continuer à ne pas s'interroger sur les questions qui touchent les pesticides. Le « fait pesticides » stigmatise cette incapacité collective à produire de la pensée et du commun à moyen et long termes. Il questionne notre capacité à produire du sens, pour dire de la stratégie. Cela devrait être au cœur du débat politique mais, malheureusement, ça ne l'est pas. Ce qui m'interpelle au plus haut point.

À propos du glyphosate, on a beaucoup entendu le monde agricole crier qu'on ne pouvait pas faire sans. D'un autre côté, on voit des techniques alternatives se développer, la confusion sexuelle, la résistance des végétaux. Peut-on faire aujourd'hui sans les pesticides?

Christian Huyghe: En fait la question est: que peut-on faire sans pesticides aujourd'hui et demain? Demander: « Peut-on faire aujourd'hui sans pesticides? », c'est comme demander à quelqu'un qui marche avec des béquilles de les enlever: il tombe. Aujourd'hui, nous héritons d'un système que nous avons construit autour de cette ressource et, de fait, très peu d'autres options ont été créées. Il existe l'agriculture biologique, qui a son glyphosate à elle, le cuivre, qui ne va pas sans poser de problème non plus. Et ce système marche à condition qu'il y ait un consentement élevé à payer de la part du consommateur. Or, comme je l'ai déjà dit, notre contrat social s'est construit autour de l'idée qu'il faut assurer la couverture des besoins alimentaires à des prix très bas. Si vous ne desserrez pas cela, ça ne marchera pas bien. Si vous êtes coincé contre le poteau de corner, il va bien falloir vous en éloigner à un moment donné, sinon ça va mal se passer, même si l'arbitre est très honnête. Il faut donc penser le système de demain et nous avons la chance considérable de voir arriver de nouveaux leviers et de nouveaux cadres de pensée qu'il faut utiliser au maximum.

Ainsi, le cadre d'analyse offert par l'agroécologie est extrêmement riche. Il consiste à dire qu'une culture est un agroéEnsuite, nous découvrons que les plantes ont elles aussi un microbiote jouant un rôle important dans leur santé. C'est très intéressant: une plante est en bonne santé, non parce qu'elle est à l'abri des attaques parasitaires, mais parce qu'un ensemble de bactéries, champignons et levures à sa surface permettent un équilibre. Bien sûr, les entreprises de phyto imaginent déjà récupérer ces champignons et ces levures très utiles; c'est une option. Deuxième option: semer en même temps qu'une graine, l'écosystème qui va avec. Cette pratique est connue de longue date dans le Sud-Ouest où le soja est semé avec la bactérie symbiotique fixatrice d'azote Bradyrhizobium japonicum. Nous connaissons des petits bouts d'écosystèmes; reste à appréhender l'ensemble. Un peu comme si nous venions d'ouvrir la porte d'une pièce dont on ne connaît ni la taille, ni le contenu.

Le troisième grand secteur à développer concerne les insectes et l'écologie chimique. Un insecte ne va pas au hasard sur une plante, il la renifle, il la sent... En moyenne, un insecte dispose d'une sensibilité à peu près dix mille fois supérieure à celle d'un humain. Autant dire qu'il trouve à peu près tout ce qu'il veut. La question est de savoir comment on peut jouer sur cet élément. C'est déjà ce que l'on fait avec la confusion sexuelle. En viticulture, on peut globalement se passer d'insecticide, simplement en évitant qu'un insecte mâle rencontre une femelle parce qu'on a déposé des odeurs partout. L'Inra a développé un traitement de la chenille processionnaire du pin en saturant l'univers d'hormones sexuelles. Ça marche à petite échelle, mais comment perturber demain un paysage de façon à ce que l'insecte ne trouve plus sa cible. C'est un champ de recherche passionnant, allant de la génomique à la neurobiologie des insectes. L'enjeu? Synthétiser des molécules et regarder comment un insecte répond : content, pas content. Créer des paysages olfactifs pour éviter les attaques d'insectes sur les cultures à protéger.

Ces trois domaines sont des sources de leviers majeurs, une base sur laquelle nous allons concevoir les systèmes de production de demain, à laquelle il faut ajouter la génétique des espèces. Par exemple, on fait de la culture de blé et de maïs, mais que fait-on entre les deux? En gros, nous devons passer de l'idée que nous avons des successions culturales à celle qu'il y a douze mois par an à occuper. Reste enfin un dernier levier qui permet d'agir précisément : l'agriculture numérique et sa capacité d'agir en tout endroit d'un territoire.

Donc, pour répondre à votre question: aujourd'hui, on peut difficilement se passer des pesticides. Demain, dans un univers très différent, on pourra le faire.

Changer le système agricole

Philippe Baret: Christian, je ne pense pas que ce type de raisonnement permette d'entrer dans un monde de transition. Il va simplement sauver l'ancien système. Nous sommes face à un problème systémique, lié à l'organisation de notre politique agricole, et on nous propose la confusion sexuelle chez les insectes! Je suis d'accord, toutes les solutions proposées font sens, mais si on ne change pas le cadre, elles ne servent

cosystème construit de façon à maximiser les services qu'il nous rend, par exemple des régulations biologiques pour gérer les bioagresseurs ou une partie des problématiques de fertilité

^{3 -} L'Inde devient la 6e économie mondiale devant la France (Le Figaro, iuillet 2018).

http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2018/07/10/20002-20180710ARTFIG00265-Iinde-devient-la-6e-economie-mondiale-devant-la-france.php

à rien. La question est: quelle priorité met-on aujourd'hui en avant? Tous les chercheurs de l'Inra qui se mobilisent sur ces sujets sont super, mais je voudrais qu'on se mobilise pour m'expliquer comment on change le système agricole. Par exemple, un des points sur lequel je ne suis pas du tout d'accord, c'est la question du prix.

Dans les systèmes agricoles actuels, la question des prix est avant tout celle des subsides. Dans les enquêtes du JRC⁴ (Centre commun de recherche de la Commission européenne), 41 % du revenu des agriculteurs en Europe (et c'est bien plus en France et en Belgique) viennent des subsides. On est donc dans un système dont les prix sont faux, qui ne fait pas payer les externalités à l'agriculture. On ne peut donc pas dire que la question des pesticides dépend de ce que le consommateur veut payer, puisqu'il paie quelque chose d'artificiel, qui n'a rien à voir avec le prix réel. Sans parler de ceux qui prélèvent une rente sur l'ensemble de la filière. Donc le consommateur pourrait payer beaucoup moins cher, si les groupes agroalimentaires et la distribution ne se sucraient pas au passage.

Mais en fait, ma grande crainte, c'est que la recherche sur les alternatives va consommer énormément d'argent, d'intelligence, d'espace médiatique et, pendant ce temps-là, on n'entend rien sur la Pac, sur les prix, sur les systèmes en agriculture biologique et agroécologiques qui consomment bien moins de pesticides que les autres systèmes, mais qui ne trouvent pas leur place pour des raisons socioéconomiques et non pour des raisons techniques.

Les solutions qui nous ont été exposées sont très intéressantes d'un point de vue technique, mais l'enjeu de la sortie des pesticides n'est pas une question technique, une question d'alternatives. En 2012, la France pouvait être très fière d'avoir lancé une réflexion sur l'agroécologie. Aujourd'hui, elle devrait être désolée de n'avoir fait, pour l'essentiel, que de l'agroécologie technique et très peu de changement de système. Or, comme l'a dit Christian, l'agroécologie est une question de changement de système et d'autonomie de décision des agriculteurs. Je ne vois pas en quoi des études techniques vont donner de l'autonomie de décisions aux agriculteurs.

En fait, le problème fondamental, c'est qu'on ne demande pas aux agricultrices et aux agriculteurs de faire de l'agriculture mais de produire. Il faut donc d'abord leur redonner du pouvoir de décision pour qu'ils fassent de l'agriculture. Quand ce sera le cas, alors ils viendront chercher les solutions proposées par Christian. Mais si on les laisse dans un modèle où on leur demande de produire de grandes quantités à tout prix, ils continueront à faire ce qu'ils savent faire, même si toutes les solutions techniques de la planète sont sur une étagère.

Dernière chose, la question n'est pas comment on enlève les pesticides du système, mais: comment favorise-t-on les systèmes sans ou avec très peu de pesticides par rapport à ceux qui en emploient un peu beaucoup ou beaucoup? Pour moi, les systèmes et les solutions existent déjà. Pas partout, certes. Par exemple, on ne sait pas faire de pommes de terre sans pesticides et on a besoin de recherche. Mais, surtout, les systèmes qui fonctionnent déjà avec pas ou très peu de pesticides sont défavorisés dans le modèle de la recherche.

4 - https://ec.europa.eu/info/departments/joint-research-centre_fr

Aujourd'hui encore l'investissement de l'Europe en recherche sur le bio est très inférieur à celui sur les biotechnologies. Et ce ne sont pas les biotechnologies qui vont nous sortir des pesticides!

Soutenir la transition

Il y a quand même une tension importante entre une décision politique qui va être prise, dans un temps relativement court, et le temps long du changement de système ou de technique. Comment les agriculteurs vontils faire?

Philippe Baret: On peut aller très vite. 1) On interdit la publicité pour les pesticides, notamment dans la presse agricole. Hier, dans les journaux agricoles belges, il était demandé de mettre de l'anti-mildiou en préventif. En préventif de quoi? Il fait sec depuis six semaines... Ils sont donc en train de fourguer leur stock. 2) On fait payer les externalités à ceux qui font des dégâts. 3) On a une vraie politique de soutien aux agricultures de transition, aux agricultures en agriculture biologique ou proches de l'agriculture biologique. Cela veut dire investir en recherche, investir en soutien des collectifs, investir dans les Chambres d'agriculture, dans les CIVAM, etc., pour favoriser ces modèles-là. On peut soutenir radicalement les modèles qui conduisent à une transition et casser ceux qui vont dans l'impasse – en s'assurant que cette transition est possible au niveau de l'agriculteur. La décision peut être prise demain. À partir de là, tout le monde connaît l'horizon et chacun est accompagné pour y accéder.

Quand on voit le débat actuel sur la Pac, il y a une hypocrisie extraordinaire. Tous les politiques et une partie des institutions de recherche clament: on veut un monde sans pesticides! Et quand on propose de renforcer le premier pilier de la Pac au lieu du second, personne ne dit rien. Alors moi je ne comprends pas. Je pense que les spécialistes de la Pac doivent être au premier rang du débat sur les pesticides. C'est eux qu'on doit entendre.

Christian Huyghe: Je ne suis pas complètement d'accord avec Philippe sur deux points.

Le premier, c'est d'oublier de penser l'agriculture comme une chaîne de valeurs, avec des systèmes de transformation agroalimentaire en aval qui doivent aussi bouger. Il faut réussir à penser l'ensemble de ce système qui se déplace. Deuxième point: il faut sortir de la logique disant que la production est avant tout agricole avec production de biomasse; et apprendre à quantifier tous les services environnementaux rendus par l'agriculture. Bref, passer d'une logique négative, pointant des impacts sur l'environnement, à une logique reconnaissant ce que les agriculteurs font positivement. C'est ça un changement de fond.

Cela rejoint les propos d'Éric: quelle vision doit-on avoir de la Pac? Dans les visions anciennes, l'agriculture ne produit que de la biomasse, de la matière première pour nous nourrir, pour faire de la bio-économie. À cela il faut ajouter un pilier sur les services environnementaux rendus par les agriculteurs et les territoires. Cela suppose qu'on apprenne à les chiffrer et à les monnayer.

Éric Andrieu: On assiste à une confusion, pas sexuelle mais permanente, entre la notion d'objectif et la notion de moyen. De la recherche oui, mais au service de quoi? De la science oui, mais au service de quoi? Fondamentalement, la question qui est posée est celle du modèle agricole. Je suis un fervent défenseur de l'exception agriculturelle. Je considère que le fait que l'agriculture soit entrée dans l'OMC est une déviance totale, dont on ne se remet pas. Si on continue de

considérer que l'agriculture est une économie comme une autre, on pourra chercher tant qu'on voudra, on ne changera pas de pratique. Considère-t-on aujourd'hui que l'agriculture produit de l'aliment, que l'aliment agit sur la santé humaine et que, par conséquent, l'objectif suprême n'est ni l'agriculture ni l'aliment, mais la santé humaine? Est-ce qu'on considère que l'agriculture agit sur notre environnement qui est un bien commun et que, donc, ce qui est important ce n'est ni l'agriculture, ni le produit, mais l'eau, l'air, le sol?

Une question de positionnement politique

Cela change complètement les paradigmes d'approche, car ce n'est pas un problème de chercheurs ou de sciences et techniques, mais un problème de positionnement politique. Pour résumer: à quel monde aspire-t-on? À quelle agriculture aspire-t-on? Une agriculture qui génère de l'activité, de l'emploi, et une ruralité vivante, ou pas? Une agriculture qui produise des biens de qualité avec un objectif nutritionnel ou nutritif de qualité qui impacte la santé humaine, ou pas? Etc. Sincèrement, la question du prix est un faux problème, parce qu'on fonctionne sur le seul indicateur qui vaille aujourd'hui: le PIB. Mais est-ce que, dans notre monde contemporain, le PIB doit être le seul indicateur sur la base duquel nous devons organiser la planète? Je pense que non. Tant qu'on n'aura pas réglé ces questions-là en amont, on va bricoler derrière et cela va coûter très cher.

Alors bien sûr, techniquement les choses progressent, sur la confusion sexuelle, le biocontrôle, etc., mais il ne faut pas inverser les rôles. Le politique doit prendre sa part de responsabilité pour poser les enjeux de stratégie. Et aujourd'hui, c'est vrai, la Pac n'y répond absolument pas. Je pense qu'il faut repenser une vraie réforme de la politique agricole commune, qui pourrait être un indicateur fondateur. Soyons vigilants à ce qu'il est en train de se produire, à savoir la disparition du commun de l'agriculture. Là où d'autres États, continents ont des stratégies de moyen et long termes, nous sommes en train de régresser. Lisez les rapports de l'agriculture dans les accords de libre-échange! L'agriculture est une valeur d'ajustement, cela signifie qu'une partie va disparaître. Et les races françaises seront les premières. J'arrive d'une mission au Brésil, ce n'est pas l'agriculture à laquelle j'aspire.

Pour faire un peu de provocation, s'il n'y a plus d'agriculture, plus de pesticides...

Éric Andrieu: Vous savez au Brésil, on est sur des sols pauvres. Le modèle d'agriculture est simple: on déforeste, on met de l'engrais chimique, on fait une culture de soja OGM, de maïs OGM, du glyphosate à toute berzingue, deux récoltes par an. Et avec ça ils peuvent nourrir le monde. La question est de savoir si le continent européen veut de cet aliment-là. Les Brésiliens nous disent: « On vous le vend le maïs OGM parce que vous payez bien; si vous nous demandez du conventionnel, on vous fera du conventionnel. » C'est donc un sujet de choix éminemment politique, de courage et de vision de ce que nous voulons pour les générations à venir

Gaëlle Reynou-Gravier, viticultrice à Montravel, près de Bergerac, à Montravel, ça vous dit quoi?

Gaëlle Reynou-Gravier: La viticulture n'est qu'un petit bout de l'agriculture. On ne nourrit pas le monde, on le fait boire un peu. Je dis toujours que, malheureusement, si on nous met trop de limites, nous, les viticulteurs, pouvons disparaître. Alors personne ne va mourir de faim si la viticulture disparaît, en revanche les paysages vont changer. Je le vois sur mon territoire où des viticulteurs arrêtent sous les contraintes économiques, environnementales, et personne ne reprend l'exploitation derrière. Les vignes sont abandonnées et les paysages aussi.

Je suis viticultrice, pas en agriculture biologique mais dans une agriculture d'observation qui s'appelle « Terra Vitis ». On n'a jamais autant observé sur mon exploitation et on ne s'est jamais autant planté que cette année. Donc voilà, la plante est fragile, c'est un écosystème, elle est fragilisée par les intempéries, la météo...

Cette année, je suis à dix traitements phytosanitaires, c'est beaucoup. J'utilise beaucoup de cuivre, vous en connaissez le principe: on applique, il pleut, il faut appliquer de nouveau avant les prochaines pluies. Donc c'est un très gros problème.

Mon père me disait: « On n'a jamais autant traité et on n'a jamais eu autant de mildiou ». Il faut apprendre que dès que I'on modifie quelque chose dans notre environnement, on impacte l'équilibre de la plante. L'année dernière, le gel avait vraiment perturbé la plante, il faut maintenant la rééquilibrer. Il faut se dire que changer d'agriculture, c'est possible, mais cela ne va pas se faire en un jour. À travers les médias, on entend que les gens sont très pressés. Ils disent: « Maintenant il faut faire un effort. Les agriculteurs, vous allez arrêter d'utiliser du glyphosate, vous allez arrêter de polluer avec les produits phytosanitaires! » Mais il faut qu'ils soient aidés. Il n'est pas possible que le changement se fasse en trois ans. Pour arrêter le glyphosate, nous nous sommes équipés d'outils mécaniques cette année, mais il faut que nous apprenions. Mon père a connu l'arrivée du désherbant. Quand il a commencé, ses voisins venaient voir comment il l'utilisait. C'était révolutionnaire. Aujourd'hui, c'est l'inverse. Tout le monde va voir le voisin qui a acheté un nouvel équipement pour travailler le sol.

Et il s'est passé 30 ans...

Gaëlle Reynou-Gravier: Oui, c'était fin des années 70. Il faut dire qu'à cette époque, on a changé de modèle. Aujourd'hui, nous rechangeons de modèle mais, en revanche, nous ne sommes pas très nombreux. Dans notre village, nous n'avons plus de forgeron, mais il va en falloir à nouveau. Tout cela fait qu'on n'est pas à même d'appréhender cette suppression du glyphosate même si nous sommes conscients pour nousmêmes, pour nos voisins, pour l'ensemble de la société qu'il faut arrêter d'utiliser ces molécules. Mais, je le répète, il faut nous aider et ne pas être trop pressé.

Ensuite, à Bergerac, nous avons un autre problème; le prix de vente de nos vins est bas. Il faut qu'on nous donne aussi les moyens de produire et d'en vivre, car si nous arrêtons tous les produits, nos rendements vont diminuer. Alors, si les gens ne sont pas prêts à acheter nos vins un peu plus cher, on ne sera pas rentable. □

LES ÉCHANGES AVEC LE PUBLIC

Passer de l'évaluation des produits à celle des conséquences

Xavier Poux, consultant chercheur à ASCA: Une remarque de cadrage. Je ne pense pas qu'il faille distinguer, d'un côté, les aspects techniques et, de l'autre, les aspects sociopolitiques. Si l'on se réfère à la notion de système sociotechnique, on voit bien que les techniques façonnent aussi les visions du monde. Donc, les changements à opérer sont bien dans le rapport qu'on a à la fois avec la technique et ce qu'elle signifie d'un point de vue de la société.

Je voulais rebondir sur le propos introductif de Philippe Baret quand il a dit: le problème ce ne sont pas les pesticides, mais ce qu'il y a derrière. En fait on a des problèmes qui sont systémiques et les pesticides sont un problème en soi. Je pense que si on veut avoir une crédibilité en termes de politique publique, il faut savoir pourquoi on veut faire bouger le système. Et je pense que les pesticides, en eux-mêmes, sont une raison de faire bouger le système. Les enjeux de gouvernance et d'autonomie des exploitations sont une autre raison. Autrement dit, je ne jouerais pas tellement au jeu de « la bonne raison pour faire bouger le système, c'est ça, ou c'est ça », mais c'est quelque chose de global.

Enfin, je voudrais commenter le fait que la transition doit s'inscrire dès aujourd'hui en termes d'objectif, après elle peut prendre du temps. Quand on regarde ce qu'il s'est passé, entre 1950 et 1970, et qui a été évoqué par Gaëlle, c'est complètement dingue! Je pense que si on avait dit à un agriculteur des années 50, ton exploitation sera comme cela dans les années 70, il ne l'aurait pas cru. Donc, en 2018, je pense qu'on a la responsabilité de dire: on veut qu'en 2050 les exploitations soient sans pesticides. Cela mettra une génération, mais il faut commencer à le faire dès aujourd'hui. Il ne faut pas attendre, on n'a déjà peut-être plus le temps.

Un participant: Je voyais il y a quelques jours, dans une émission sur Arte, la façon dont la région de La Grande-Motte a été démoustiquée avec du DDT épandu par avion – ce qui nous semble inacceptable aujourd'hui. En bien, en 2062, quand la fille de ma fille, qui n'est ni née, ni conçue, viendra aux Controverses européennes à Bergerac, sa génération aura une vision sur l'utilisation des néonicotinoïdes quant à leur impact sur les pollinisateurs qui est probablement la même que celle que nous avons aujourd'hui de l'utilisation du DDT. Il faut un peu se projeter par rapport à la capacité scientifique d'évaluation du niveau de risque, qui évolue indépendamment du contrat social, et sur le niveau d'acceptabilité du risque qui, lui, est une question sociale.

Un participant: Une question au panel... Quel est votre point de vue sur la dualité de notre gouvernement entre,

d'une part, une figure environnementale bien connue et, de l'autre, un ministère de l'Agriculture qui, à mon sens, fait un pas en arrière sur la loi de l'agroécologie?

Agir sur les règles du jeu

Antoine Messean: On a beaucoup parlé de l'évaluation et de l'Efsa. J'ai été expert neuf ans dans le panel OGM. Bien que les règles soient un peu différentes entre les OGM et les pesticides, il y a des points communs.

Tout d'abord, même si elle n'a que quinze ans, l'Efsa est une grosse machine institutionnelle, et j'ai beaucoup de critiques. Les déclarations d'intérêt sont très strictes pour les experts, elles sont publiques, surveillées par les ONG, mais elles sont beaucoup moins transparentes pour le staff de l'Efsa. Le problème, c'est que les agences nationales – Éric l'a mentionné –, représentent un nivellement par le bas du niveau d'exigence. Donc, un premier message pour les politiques: on peut critiquer la façon dont se déroule l'évaluation, mais les règles du jeu sont fixées par le politique, Commission et États membres. Et je peux témoigner que, parfois, les experts sont très frustrés, car ils voudraient améliorer la façon d'évaluer mais les règles ne le permettent pas.

Un exemple. L'Efsa a édicté des règles qui, normalement, obligent à décrire explicitement le niveau d'incertitude que l'on trouve dans les avis. Eh bien, la Commission européenne est la première à résister à cela, parce que le politique veut un avis blanc ou noir. Et il y a une pression très forte sur les panels et sur les experts.

Le message pour la recherche, c'est sur le fond. Effectivement, comme l'a dit Christian, le système actuel est évalué sur les effets directs. Donc on évalue les innovations, indépendamment des systèmes dans lesquels elles vont être utilisées. On travaille sur un pesticide, mais quid des autres pesticides à côté? On commence à se rendre compte qu'il y a des effets cocktail, sans que cela soit forcément pris en compte par la réglementation. On peut intégrer la question des effets systémiques à la réglementation, mais il faut reconnaître que les effets à long terme, les changements d'échelle dans le temps et dans l'espace restent difficiles à évaluer. D'où ce message à la recherche publique: il faut un meilleur équilibre entre l'évaluation a priori et l'évaluation a posteriori.

Pour terminer, Philippe disait qu'il faut former les scientifiques. Oui! Il faut que la recherche publique développe des programmes qui proposent des méthodes d'évaluation opérationnelles dans le système réglementaire, de façon à ce que le politique puisse dire: regardez, on a les outils, donc on peut l'intégrer à la réglementation.

Sortir de la dualité

Philippe Baret: Un des principaux verrouillages au niveau politique du débat sur les pesticides, sur l'agriculture, c'est la dualité, comme si on n'avait en France que deux modèles, l'un dégueulasse porté par le ministre de l'Agriculture, l'autre idéal porté par Nicolas Hulot. Le problème, c'est qu'on joue au ping-pong entre les deux modèles, on se renvoie la balle, alors que le monde, ce n'est pas ça!

Je fais un peu de prospective en Belgique. On nous a demandé de nourrir une prospective « zéro pesticides et

100% de bio ». J'ai refusé de la faire, et j'ai dit que je partais avec quatre modèles, pour faire s'écrouler le débat binaire. La question est de savoir comment on mélange ces quatre modèles¹. Il y en a un dont on ne veut plus, un autre qu'on trouve bien mais qui reste petit, et les deux autres où il faut faire bouger les gens. Cela permet de créer l'espace à l'intérieur duquel les agriculteurs peuvent se situer.

Il y a deux problèmes à la dualité française. D'une part, ce jeu où l'un pousse d'un côté et l'autre tire de l'autre est stérile mais, surtout, la majorité des agriculteurs français ne se reconnaissent ni dans le ministre de l'Agriculture, ni dans le ministre de l'Écologie. Où sont-ils alors? Nulle part. Alors ils se démerdent seuls dans leur campagne. C'est aussi un problème de modèle de transition. Enfin, je pense à un acteur dont on n'a pas encore parlé mais qui porte une lourde responsabilité, ce sont les médias. Ils ont été extraordinaires pour qu'on parle des pesticides, qu'on les mette à l'agenda, pour en faire un enjeu. Mais, la majorité ne nous aide pas aujourd'hui pour la prise de décision et l'orientation vers de nouveaux modèles. Parce que cela demande de la nuance, il faut partir de la diversité des agriculteurs et du terrain. Aller raconter qu'un tel fait comme ça, qu'on a observé du mildiou cette année parce qu'il pleut, que l'année passée il n'y en avait pas... Personne ne veut s'y coller!

Deuxième point, pour répondre à Xavier Poux, je suis d'accord sur le fait qu'entre les années 50 et 70, on a fait de gros progrès, révolutionnaires. Mais un élément a très fortement changé: le verrouillage lié au poids des firmes et la mondialisation. Difficile de changer quand on nous oppose la compétitivité et la mondialisation. La France, par exemple, n'est plus maître de ses exportations de grains. Ce sont des firmes qui décident de ce qu'on produit et de ce qu'on exporte. En un mot, je pense qu'il faut bannir le mot compétitivité de tout débat sur l'agriculture. Je ne suis pas économiste, mais faire la compétition avec les Américains sur la production de céréales, c'est un peu comme la Belgique qui joue contre le Brésil. Quel est l'avantage comparatif de la France par rapport à un pays où la terre ne coûte rien, où l'on peut polluer et où l'on travaille sur des surfaces gigantesques? Il faut absolument repartir de la spécificité des territoires. Bref: quelle spécificité pour l'agriculture européenne veut-on défendre et sur laquelle on peut construire? Après, on parlera de Politique agricole commune.

Christian Huyghe: J'aime beaucoup la question de la dualité du gouvernement à laquelle Philippe en tant qu'observateur extérieur a répondu. Si on réfléchit de façon binaire, c'est parce qu'on a horreur de la complexité. Et penser le futur, c'est penser complexe. Il faut qu'on accepte cela, que le monde n'est pas noir ou blanc, mais avec cinquante nuances de gris.

Ensuite, sur l'évolution de la science, sur la disponibilité des connaissances. Effectivement il faut être précis, il ne faut pas se tromper d'endroit où l'on regarde et accepter qu'on ne sait pas tout. C'est cette différence entre l'expert et le scientifique, qui nous conduit à avoir une forme d'humilité.

(Re)penser le futur

Éric Andrieu: Je crois aussi que les gens en ont marre qu'on ne leur dise pas la vérité. Si la France avait vraiment voulu stopper le glyphosate, il suffisait qu'elle passe un coup de fil pour convaincre un petit pays comme l'Estonie, la Lettonie, Malte ou le Portugal pour que la majorité soit faite au Conseil européen. Alors quand elle arrive devant l'Assemblée et dit: « Demain, on va interdire le glyphosate », on se dit que ce n'est pas sérieux quand on est un peu averti. Il n'y avait donc pas de volonté réelle. Et aujourd'hui, on nous dit: « Dans trois ans, j'interdis le glyphosate ». Ce n'est pas sérieux non plus. Il faut arrêter de faire le « en même temps », parce qu'à un moment donné tout le monde va se retrouver au bout de l'entonnoir et cela va faire beaucoup de dégâts.

Effectivement, je crois que l'enjeu, c'est le projet politique, affronter la pensée complexe et dire: on prend le temps de réfléchir, ensuite on met en place une orientation et on dédie des moyens et des outils pour tendre vers l'orientation. Alors qu'aujourd'hui, on a l'impression de vivre cela en opposition, en dualité, alors qu'il n'y a pas d'opposition à avoir. Il faut un consensus sur le modèle. C'est vrai pour le glyphosate, mais ça a été vrai pour les néonicotinoïdes. Si je vous racontais comment la décision a été prise, comment on a pris la majorité, vous verriez qu'on n'a pas trop à pavoiser en tant que Français.

Un participant: Les pesticides dépassent largement le monde paysan, c'est une question sociétale. On a beaucoup entendu parler de ce que peuvent faire les agriculteurs, mais il ne suffit pas simplement d'interdire des molécules qui seront remplacées par d'autres, aux inconvénients parfois plus graves. Si on ne met pas dans le coup les consommateurs et les coopératives, on va battre de l'air encore longtemps. Je vous rappelle que ce n'est pas demain qu'on enlève les pesticides. C'est inscrit dans la loi française, ils doivent être réduits de 50 % à l'usage depuis 2007, le terme étant fixé à 2018. On est en train de parler du passé, déjà! Si on écoute le débat, on en a encore pour un bout de temps. Si on continue à dire que c'est complexe, ce qui est vrai, et qu'on n'a pas de solution concrète pour permettre au consommateur de choisir, pas seulement entre le bio et le conventionnel, mais entre le bio et des produits moins traités, si on n'oblige pas d'une certaine manière les coopératives à vendre moins de pesticides, si on n'oblige pas l'agroalimentaire à transformer des produits moins traités, on va rester encore longtemps dans ce système. Que proposez-vous dans ce domaine?

Un participant: La transition est dans la tête de tous les acteurs des filières, y compris le vendeur de produits phytosanitaires. Première question: les CEPP (Certificat d'Économie des Produits Phytosanitaires) ont été écrits il y a au moins cinq ans. Pourquoi a-t-on aussi peu de résultats de la recherche dans ce cadre? Deuxième point: peut-on encore massivement pousser des agriculteurs à s'engager en viticulture bio et les accompagner, compte tenu des incertitudes sur le cuivre, notamment avec la position allemande? Troisième chose: sur le glyphosate, il reste deux ans et demi pour la France. Aura-t-on ensuite des dérogations de 120 jours à répétition, comme sur certains produits? Et

^{1 -} www.scenagri.be

puis, en Europe, il me semble qu'il existe un mécanisme de renouvellement de la dérogation automatique...

Un participant: Une remarque sur la relation très forte entre la Pac et le mode de répartition des aides et l'utilisation des phyto. À mon avis, c'est sous-estimé.

Deuxième remarque: pourquoi, à aucun moment, on n'a pu envisager de faire dans le secteur du végétal l'équivalent du secteur animal ou du secteur médical, où des agents sont formés pour donner l'autorisation de tel ou tel produit?

On donne tout ou rien, alors qu'il y a des produits qui peuvent, dans certaines circonstances, dans certains modes d'utilisation ou limités dans le temps, rester utiles.

Flavien Roussel, reporter pour un journal agricole et élu: Je ne comprends pas que, sur la question du glyphosate et sur le reste, on en soit à faire des homologations, à dire on y va ou on n'y va pas, donc du manichéisme. Pourquoi ne travaille-t-on pas sur des plans en disant: en 2030, on aimerait être en moyenne à un litre de glyphosate/hectare en Europe, avec des paliers à 2025?

Francis Macary, agronome, chercheur au centre Irstea (Institut national de recherche en sciences et technologies) de Bordeaux: A vous écouter, comment s'y prendre finalement pour relancer le véritable débat sur le nouveau modèle social, au niveau national et au niveau européen, avec différents acteurs territoriaux? Parce que cela permet de gérer toutes les opinions citoyennes, notamment autour des pesticides et autres contraintes.

Vers une logique de conséquence

Patrice Durand, président du Conseil national de l'information statistique: Ce qui a été dit me paraît extrêmement important, en particulier sur la question des responsabilités et des conséquences. Le raisonnement en termes de politique publique passe justement d'une logique de produit à une logique de conséquence. Aujourd'hui, il faut travailler sur cette question, sur laquelle la France a un retard considérable.

Le raisonnement sur les conséquences est une vraie révolution, parce que c'est un mode de gestion de l'amont par l'aval. On n'est plus dans une logique de produit, dans une logique d'objectif, mais dans une logique où l'on passe par la question des conséquences qui pose la question des responsabilités. Et vous avez tout à fait raison de dire que ce sont les conséquences qui sont fondamentales. Pourquoi? Parce que les conséquences ne sont pas des valeurs, ce sont des faits. À partir de là, effectivement la question est de savoir comment on les interprète politiquement. C'est véritablement la question du jugement que l'on va porter sur les résultats. Et cela veut dire que tout le monde doit être à peu près au courant de ce que sont les conséquences, de ce que font les gouvernants et les gouvernements. C'est un enjeu colossal. Je ne reviendrai pas sur l'évaluation ex-ante, où l'on peut faire de la formalisation assez facilement, de la micro simulation, utiliser des modèles économétriques, mais qui est en fait assez restreinte. Il faut la faire, mais l'évaluation ex-post est bien évidemment fondamentale. Nous avons des enjeux colossaux d'appropriation de l'évaluation. Parce qu'aujourd'hui on fait des évaluations qui ne sont appropriées par personne, à la fois pour des raisons politiques, et des raisons liées à la très forte incompétence au niveau de l'État sur les questions d'évaluation. Cela renvoie à la question fondamentale de la grande faiblesse de la formation sociale dans les métiers du public. Aujourd'hui, si on veut travailler sur cette question des conséquences, on a besoin de données, et à partir du moment où on les a et qu'on sait raisonner dessus, on peut passer à une réflexion sur la prospective.

Philippe Baret: Mes réactions en trois points. 1) Être radical sur les trajectoires, donc, sur le futur. 2) Être cohérent. On parlait d'Écophyto (plan national pour la diminution de l'usage des phytos). Pourquoi est-ce qu'au départ c'est moins 50% et plus 10% à la fin? En France, on a proposé des solutions techniques, on a incité et, en même temps, il y avait les règlements européens, les pousse-au-crime et les firmes qui pédalaient dans l'autre sens. Si la moitié rame dans un sens et l'autre moitié dans un autre, ce sont ceux qui ont les plus grandes rames qui conduisent le bateau. C'est le gros enjeu pour les agriculteurs. Si on les met dans des situations perpétuelles d'incohérence, on ne va jamais y arriver. 3) Je rejoins la remarque qui a été faite sur l'évaluation, et je la traduis avec mes mots à moi: transparence sur la façon dont les systèmes fonctionnent aujourd'hui.

Une anecdote. Un jour, j'étais dans une firme française dont les responsables marketing s'interrogeaient de savoir s'ils devaient vendre des OGM. Je leur ai dit: c'est peut-être bien que vous en mettiez, mais vous pourriez dire: on enlève les pesticides, on met des OGM, c'est quand même mieux! Or ils ne savaient pas, on ne leur avait jamais dit qu'on mettait des pesticides sur leurs produits. Le problème est là: le citoyen croit qu'on sait faire sans pesticide. En bien, il faut lui expliquer avec un peu de subtilité. En plus, c'est génial, les citoyens s'intéressent à l'agriculture, ils aimeraient bien aller voir, comprendre. Mais on passe son temps à leur cacher des trucs, à leur expliquer des fariboles. Donc, radical, cohérence, transparence; avec ça, je suis content!

S'intéresser, créer, innover

Éric Andrieu: Je vais essayer de répondre à plusieurs questions.

La transition... Si la Pac avait une raison d'être, elle s'appellerait une Pac de transition. Or ce n'est pas le chemin qui est pris, parce que c'est celui qui a le plus besoin de moyens et d'aides pour accompagner le secteur à cette fameuse transition.

Pourquoi pas de transition par rapport au glyphosate? Si vous relisez les amendements qui ont été faits au Parlement européen, vous verrez que certains d'entre nous ont proposé une sortie de glyphosate en trois ou cinq ans, avec des phasages très précis, étapes par étapes. Ensuite on évalue, et si on n'y arrive pas, on prolonge. Parce qu'à chaque fois que l'on fixe une date butoir, on va dire cinq ans, rien ne se fait pendant quatre ans et demi, et on se réveille les six derniers mois en disant que ce n'est pas possible de faire et qu'il faut donc autoriser une dérogation. C'est un rituel permanent. Je pense qu'il faut donc changer les procédures, et c'est un peu la position du Parlement européen.

Sur la question, comment on s'y prend en tant que citoyen? Déjà, on passe du statut d'habitant/consommateur au statut du citoyen/acteur. On s'intéresse aux choses, on s'investit dans les mouvements qui portent la parole citoyenne et ensuite on regarde les propositions des candidats qui se présentent aux élections.

Christian Huyghe: En trois mots. 1) Le futur désirable, parce que nous avons l'obligation de donner la vision qu'on a du futur. Elle sera complexe, mais il faut réussir à la formaliser. 2) Traçabilité. Il faut qu'on trouve à donner à voir la réalité de tous les moyens de production. Pour donner à voir, entre le conventionnel et le bio, ceux qui en utilisent moins, il faut de la traçabilité. Aujourd'hui, on a les moyens d'assurer les traçabilités, mais on en a peur. Enfin, 3) Innovation et nouveauté. Je continue à croire qu'il y a des leviers nouveaux à imaginer, des leviers biotechniques mais aussi organisationnels. Les CEPP, cela fait partie de ces méthodes innovantes. Plutôt que d'interdire, essayons les logiques incitatives et tâchons de promouvoir la technique, la démarche, l'organisation qui permet de réduire l'usage. Il faut donc que l'on soit innovant et créatif!

Gaëlle Reynou-Gravier: Là où je vous rejoins, c'est qu'il ne faut pas obliger les gens à faire tout, tout de suite. C'est pour cela que j'ai choisi Terra Vitis plutôt que d'être en bio, car il a un cahier des charges évolutif. Cette démarche est très peu connue, car elle est essentiellement viticole, mais je pense que l'on devrait s'intéresser à ce type de cahier des charges puisqu'on nous impose la traçabilité stricte de nos produits, on nous impose d'être aux normes environnementales, de traiter nos effluents. Pour moi, c'était davantage une démarche agronomique générale et de développement durable, ce qui me parlait beaucoup. Et je pense qu'il y a des choses à faire en agriculture là-dessus. □

DISPUTE

Et si on envisageait la fin des politiques publiques agricoles et alimentaires?











Avec Sébastien Treyer, directeur des programmes de l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri) et Jean-Christophe Bureau, professeur d'économie AgroParistech. Et les réactions de Catia Zumpano, chercheure au Centre de politiques et bioéconomie (Italie), Tom Lines, consultant (Grande-Bretagne) et Germinal Peiro, président du conseil départemental de la Dordogne.

Question déplacée que celle qui consiste à envisager la fin des politiques publiques agricoles et alimentaires? Pas tant que ça... À l'heure du démantèlement annoncé de la Pac ou face au constat d'inefficacité de politiques telles qu'Ecophyto ou la Directive-cadre sur l'eau, la tentation est grande d'envisager la disparition de celles-ci. S'essayant à cet exercice délicat, touchant du doigt les futurs impensables, cette séquence s'interroge sur la finalité d'une politique. Où l'on parle mise en cohérence et évaluation des politiques publiques, dégâts causés par la Pac, influence de la demande sociale, rôle des acteurs intermédiaires...

Mission Agrobiosciences-Inra: À envisager cette question de la fin des politiques publiques, j'ai un peu l'impression d'être dans ce que Max Mollon appelait hier les futurs impossibles. Est-ce également votre sentiment?

Sébastien Treyer: Effectivement, un certain nombre de politiques – la Politique Agricole Commune (PAC) bien sûr mais aussi la politique de subvention aux engrais en Inde – sont des politiques très difficiles à réformer pour des questions d'économie politique. C'est peut-être ça le futur impossible de Max Mollon.

Toutefois, je porte au crédit du précédent Commissaire européen à l'agriculture Dacian Ciolos, d'avoir essayé de négocier une Pac 2013 qui soit une Pac de transition. Je n'analyserai pas ici la manière dont il a conduit la négociation politique avec les différents intérêts organisés. Je constaterai juste que, in fine, la transformation de la Pac en politique de conversion a été impossible. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'un certain nombre d'analystes a fini par scander « Get rid of the Pac » -, comprenez il faut se débarrasser de la Pac pour mieux la refonder sur des objets nouveaux, par exemple un fonds vert où ne seraient rémunérés que les services environnementaux. C'est ce que disait Christian Huyghe: il faut rémunérer les externalités positives et non pas uniquement taxer les externalités négatives¹. D'autres pensent qu'il faut revenir aux fondamentaux de cette politique, car ils la jugent non réformable.

Deuxième invité de cette séquence, Jean-Christophe Bureau. Bien évidemment, nous allons parler de la Pac. Mais avant cela, je voudrais insister sur les politiques alimentaires, moins connues. Vous avez travaillé pour la FAO, cette organisation onusienne dédiée à l'alimentation et à l'agriculture. Les choses se jouent-elles à ce niveau-là ou à d'autres échelles - communautaire, nationale, locale? C'est quoi une politique alimentaire? Jean-Christophe Bureau: À l'échelle des nations, il y a quand même pas mal de politiques alimentaires. Dans les années 80, plusieurs stratégies alimentaires ont été déployées dans les pays en développement sans avoir, il est vrai, le succès escompté. Il existe par ailleurs des politiques de sécurité alimentaire au niveau de la FAO, assez codées et indéfinies, qui relèvent plutôt de l'incantation. En Europe comme en France, l'une des critiques souvent émise à l'encontre de la Pac est que, justement, c'est une politique strictement agricole et non pas alimentaire. Grande différence avec la politique étasunienne dans laquelle 80% du budget de la Loi agricole est fléché sur des programmes de nutrition. En réalité, ce sont des programmes d'assistance sociale (coupons alimentaires), plutôt efficients.

Il n'en va pas de même pour la Pac. Plusieurs personnes ont suggéré d'ajouter un troisième pilier qui soit alimentaire. Mais à part la politique en faveur des fruits et légumes, cela n'est pas très concret. En 2000, la France s'est dotée d'une politique nutritionnelle – le Plan National Nutrition et Santé (PNNS). Reste que cette dernière est principalement pilotée par le ministère de la Santé qui en fixe les objectifs et dirige les campagnes d'information. Quant à la future Pac, elle n'aborde guère plus le volet alimentaire que ses précédentes versions. En outre, avec la baisse budgétaire qui s'annonce, cela ne va pas aller bien loin.

Définir une politique alimentaire

Le député Éric Andrieu disait tout à l'heure: « l'agriculture ce n'est pas que la production de nourriture, c'est

aussi la production de santé ». Alors quoi : exit la Pac? Créons un PNNS européen?

Sébastien Treyer: Ce que disait Jean-Christophe sur le PNNS est exact: ce n'est pas une politique alimentaire mais nutritionnelle. Je ne conteste pas son utilité. Néanmoins, je tente véritablement de défendre l'idée d'une politique alimentaire. Prenons le cas de l'exercice organisé fin mai à Bruxelles par Olivier De Schutter « EU food and farming forum » (EU3F2), qui défendait l'idée d'une politique alimentaire commune. Dans ce cadre, la question de la nutrition est bien évidemment importante mais elle n'est pas la seule. La position prise par O. De Schutter, comme d'autres, est de prendre un peu de recul afin de regarder toutes les politiques qui s'appliquent à notre système alimentaire, de la production à la consommation en passant par les filières, sans omettre les politiques de l'innovation, de la concurrence, les normes sanitaires, etc. Par exemple, dans la manière dont a été pensé ou est appliqué le droit à la concurrence, on relève des éléments structurant notre système alimentaire qui autorisent ou, au contraire, freinent des formes de négociation du pouvoir et des marges dans les filières. Si l'on souhaite définir une politique alimentaire à l'échelle européenne, il convient de prendre en compte tous ces éléments. Sans cela, il n'y aura pas de cohérence.

La politique de sécurité alimentaire brésilienne déployée par le président Lula avec le programme « Faim zéro », avait comme pierre angulaire de faire le lien entre trois piliers. Premier pilier, l'établissement d'un revenu minimum pour les familles (Bolsa familia) et l'obligation pour les restaurants collectifs de s'approvisionner auprès des agricultures familiales. Il y avait donc un lien entre le programme de soutien à l'agriculture familiale et le programme de sécurisation alimentaire. Je ne cherche pas à couvrir de lauriers José Graziano da Silva, instigateur de cette politique, mais bien à montrer la cohérence qu'il nous faut chercher.

Enfin, quant à la question de savoir à quelle échelle devraient se construire les politiques alimentaires, on remarque qu'elle intéresse nombre de métropoles et de collectivités. Les citoyens sont demandeurs d'une politique alimentaire locale. Néanmoins, la décentralisation est ainsi faite que lesdites collectivités n'ont guère les moyens d'être ambitieuses.

Sébastien Treyer vient d'évoquer la politique alimentaire brésilienne et ses restaurants collectifs. La description

^{1 -} Les externalités positives génèrent un bénéfice alors que les externalités négatives engendrent un coût pour la société. Voir la séquence

[«] Libérez les futurs : demain, j'enlève les pesticides ? »

^{2 -} En savoir plus: http://www.ipes-food.org/pages/EU3F

du Brésil faite par Éric Andrieu tenait plutôt en ces quelques mots: déforestation et culture de soja OGM. Voilà deux aspects bien différents d'une politique agricole et alimentaire. Comment définir finalement la politique brésilienne?

Jean-Christophe Bureau: La politique alimentaire brésilienne est, comme aux États-Unis, une politique sociale tout à fait fondée au regard du taux de personnes en situation de sous-nutrition. L'Europe n'est pas dans ce

Dans quels cas serait-il utile d'avoir une stratégie globale sur l'alimentation et l'agriculture? Ceux pour lesquels les changements de politique agricole ne pourront être opérés sans modification du volet alimentaire. Cas concret: nous travaillons sur les chocs liés au passage au bio. Les simulations montrent qu'en l'absence de changements dans la demande alimentaire, une perte de rendement, même faible (10 à 15%), va avoir des effets indirects extrêmement complexes à l'échelle internationale. Il peut par exemple induire un changement d'affectation des sols indirect (CASI)³, ou, en l'absence d'évolution de l'alimentation, exacerber la déforestation au Brésil, nécessiter le retournement de prairies au Canada pour faire des céréales, participer à la destruction de forêts primaires. Attention: je ne dis pas que je suis contre le bio. J'affirme juste que, si l'on souhaite une politique agricole qui ait un peu plus de sens que la Pac, il sera absolument nécessaire d'inclure un changement de la demande alimentaire.

Cela revient à se poser la question suivante : l'agriculture peut-elle être bouleversée par la demande sociale? Par exemple, la montée des critiques envers la consommation de viande, que ce soit pour des raisons morales ou sanitaires, a-t-elle un effet sur l'offre? Imaginons que nous soyons dans un marché parfait, sans politique aucune pour interférer entre l'offre et la demande : jusqu'où peut aller l'influence de la seconde sur la première?

Jean-Christophe Bureau: La réduction de la consommation de viande et de lait est nécessaire pour respecter les équilibres. L'élevage permet de transformer des surfaces où ne pousse que de la cellulose, autrement dit les prairies. Si nous devenons tous végan, nous allons perdre cette ressource cellulosique. Comme nous l'avons dit, rien n'est tout blanc ou tout noir...

Par ailleurs, je fais un *mea culpa* en tant qu'économiste. Dans tous les modèles que nous avons explorés jusqu'à présent, c'est le prix qui meut la demande. Or nous avons observé des changements structurels : la demande en produits bio est en train de faire bouger l'agriculture française, voire le syndicalisme agricole, sans que ceci résulte d'incitations économiques. Ce ne sont pas les guelques dizaines de millions d'euros mis sur la table pour effectuer les conversions qui changent véritablement la donne. Le mouvement vient des consommateurs. Personnellement, je n'y croyais pas et je m'aperçois que l'on peut avoir des moteurs éthiques, politiques, en tout cas autres qu'économiques, et qu'il ne faut pas les sous-estimer.

Sébastien Treyer: En 2009, j'ai travaillé sur la prospective « Agrimonde »⁴. Certains chercheurs avaient imaginé un scénario dans lequel la tendance à l'accroissement des quantités de calories ingérées par personne, s'inversait pour s'abaisser à 3000 kilocalories dont 500 d'origine animale. Pour leurs collègues, ce scénario était tout à fait irréaliste au motif qu'aucune politique ne peut changer la

C'était il y a neuf ans. Depuis, la direction scientifique de l'alimentation de l'Inra travaille sur cet axe - changer la demande. De mon point de vue, derrière les recommandations nutritionnelles - « manger 5 fruits et légumes par jour » - il y a comme un aveu d'impuissance: on mène une campagne mais on ne sait pas trop comment changer les comportements. Ce que dit Jean-Christophe est très intéressant. Aujourd'hui, nous ne savons pas vraiment comment influencer ceux-ci. Il y a les aspects culturels, les démarches militantes mais aussi, on l'oublie trop souvent, les stratégies marketing des grandes entreprises de l'agroalimentaire. Je ne dis pas cela pour les diaboliser. Néanmoins, lorsque Danone lance un nouveau produit, il influence les choses. Même s'ils s'en défendent, arguant qu'ils ne font que répondre à la demande des consommateurs, les services marketing jouent un rôle déterminant dans cette équation. Ils sont une voie d'influence parmi d'autres. En effet, nous avons trop souvent tendance à opposer le pouvoir des producteurs et celui des consommateurs sans voir, qu'entre les deux, il y a une intermédiation avec les stratégies d'entreprises, lesquelles peuvent être orientées différemment et influencer la demande dans le bon sens.

Quand la demande sociale bouscule l'agriculture...

Jean-Christophe Bureau: Les choses sont en train de changer. Regardez le succès des applications qui vous permettent de connaître la composition d'un produit alimentaire ou cosmétique, par un simple scan du code barre. Ces applications, qui notent les produits selon leur qualité nutritionnelle et listent les composés jugés douteux, ont été téléchargées par 2,8 millions de personnes en quelques mois! De quoi rendre très fébriles certaines marques cosmétiques qui enchaînent les réunions de crise.

^{3 -} Les Changements d'Affectation des Sols Indirect (CASI) sont dus à l'installation d'une culture énergétique à la place d'une culture alimentaire qui sera alors déplacée vers d'autres écosystèmes riches en carbone.

^{4 -} En savoir plus: https://www.cirad.fr/publications-ressources/edition/ etudes-et-documents/agrimonde

Désormais, il n'y a plus d'obstacles techniques à la transparence. On le voit dans le champ alimentaire. On imagine aisément que cela peut également s'étendre aux modes de production, aux conditions d'élevage... Toutes ces informations peuvent, techniquement, parvenir aux consommateurs. Reste à en déterminer l'effet. Cela peut changer les choses ou, au contraire, provoquer la réaction inverse. Personnellement, je pense qu'il ne faut pas sous-estimer l'effet boomerang. Le vote Trump aux États-Unis est un vote contre le politiquement correct.

Je vis une partie de la semaine en milieu très rural; les gens sont extrêmement énervés contre le véganisme. Il y a des indicateurs, une sorte de révolte rurale contre la bienpensance. Ne l'ignorons pas.

Certaines politiques publiques fonctionnent. Il y a un exemple très précis ici à Bergerac avec le Musée du Tabac. Certes, il ne s'agit pas d'alimentation. Mais il y a eu, pendant longtemps, via le lobby du tabac, des campagnes d'incitation à la consommation, avec le fameux cow-boy Malboro. Puis les politiques de santé publique et les mesures fiscales ont découragé la consommation. Cela a fonctionné. Dans quelle mesure les politiques publiques peuvent-elles être efficaces et supplanter l'action des lobbys?

Sébastien Treyer: Je vais tenter une réponse. Tout d'abord, je ne suis pas en train de dire que les lobbys de l'agroalimentaire dictent nos comportements, ni même qu'ils jouent les marchands de doute comme l'a fait l'industrie du tabac. J'essaie juste de montrer qu'ils ont une influence. Reprenons le cas de Danone. Lorsque le PDG Emmanuel Faber impulse à l'entreprise l'objectif d'être au service de la transition agricole, de travailler sur la diversité, il est à rebours des stratégies habituelles des entreprises, plutôt axées sur les économies d'échelle. Il oblige donc ses services, dont le service marketing, à penser les choses autrement. En citant tout à l'heure le cas de Danone - et je précise tout de suite que je ne cherche pas à dire que cette entreprise est mieux que les autres – je ne dénonce pas le système agroalimentaire. J'observe juste qu'ils en sont un maillon clé.

Je terminerai avec la question de l'efficacité. L'alimentation a ceci de particulier qu'on ne peut pas conclure qu'un produit est foncièrement mauvais ou totalement bon pour la santé. C'est ce qui rend cet objet tout à la fois génial et bien plus compliqué à appréhender que le tabac. Le confit de canard, c'est délicieux mais il est évident qu'on ne peut pas en abuser. Sur les recommandations de santé, j'ai le sentiment que le PNNS s'inscrit plutôt dans une démarche

incitative (des conseils) que normative, témoignant d'une forme de maturité des approches.

Une dernière question qui est une forme de reformulation de notre question de départ - peut-on envisager la fin des politiques publiques agricoles et alimentaires? Pourrat-on demain remplacer le ministère de l'agriculture par une entreprise - Leclerc, Mac Do ou le groupe Avril?

Jean-Christophe Bureau: Délicate question. Le ministère de l'Agriculture gère la Pac, politique qui repose sur deux piliers. Dans les faits, le premier pilier⁵ se résume à l'attribution d'aides à l'hectare, lesquelles peuvent être obtenues facilement par tout exploitant sachant utiliser un ordinateur. Quant à la gestion du deuxième pilier, éminemment plus compliquée, elle a été confiée aux régions. Finalement, le gros morceau du ministère, c'est l'enseignement agricole. Chaque ministre de l'éducation nationale nouvellement nommé s'étonne de l'existence de cet enseignement qui lui échappe mais renonce toujours à dissoudre un système qui a fait ses preuves.

En toute logique, pour être un peu provoc, l'agriculture ne devrait guère être un ministère à part entière, plutôt une sous-direction d'un autre ministère, comme c'est le cas dans un certain nombre de pays.

À l'échelle européenne, avons-nous encore besoin de ces entités? La question est tout à fait légitime lorsqu'on regarde le profil de la future Pac. Vous pouvez d'ores et déjà supprimer le C, car celle-ci n'aura plus rien de commun. Certes, il y aura toujours un budget alloué à cette politique. Reste que les États membres seront encouragés à faire leur propre plan national, puis à se partager l'argent. Nous sommes en train de détruire complètement la Pac. Dans sept ans, il n'en restera plus rien. Alors, pour répondre à votre question, je pense que l'on peut se débarrasser de presque tout. Quant à savoir la place que prendra Édouard Leclerc ou le groupe Avril, qui sait? □

^{5 -} Le premier pilier porte sur le soutien des marchés et revenus agricoles ; le second pilier est orienté sur le développement rural.

REACTIONS

Une réaction?

Sébastien Treyer: Je suis tout à fait d'accord avec Jean-Christophe sur l'importance des lycées agricoles. J'ajouterai qu'outre l'enseignement, le ministère de l'Agriculture mène également via la Direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER) une réflexion sur les questions d'innovation et de recherche, très importante. De mon point de vue, il y a des choses à faire sur l'innovation et la recherche publique pour appuyer des business modèles innovants afin d'opérer la transition, trouver des modèles économiques robustes et cohérents. Le secteur privé n'investira pas seul ces domaines de recherches. J'ai participé à un rapport d'experts pour la DG Recherche à Bruxelles « Food 2030 »¹. Nous avons insisté sur l'importance de canaliser la recherche européenne vers les modèles délaissés par le privé, par exemple ceux fondés sur la diversité plutôt que la massification. Nous avons besoin d'une politique d'innovation européenne, et non pas strictement française.

Par ailleurs, comme cela a été dit précédemment, il faut aller vers une politique de transition, c'est-à-dire temporaire. Dans un monde idéal, nous pourrions avoir une Pac de transition, même si je doute que nous y arrivions. Disposer d'une telle politique suppose de fixer des objectifs à long terme et de ne plus les repousser en permanence.

Organiser l'évaluation des politiques publiques

J'entends tout à fait les acteurs du monde agricole lorsqu'ils disent qu'on ne peut pas les forcer à changer du jour au lendemain. « Ecophyto 2018 » est cependant l'exemple même de la politique dont on reporte sans cesse les objectifs parce qu'on ne s'oblige pas à faire quelque chose tout de suite. Pour s'y contraindre, encore faut-il savoir tirer les leçons de nos échecs. Prenez la directive-cadre sur l'eau. Elle fixait plusieurs échéances – 2015, 2021 – pour atteindre le bon état écologique de nos rivières. Gageons qu'en 2021, on va se rendre compte que nous sommes loin d'avoir atteint le bon état des rivières exigé pour 2015, et qu'il ne restera plus que six ans pour réaliser tout ce qui n'aura pas été effectué pendant les douze précédentes années.

Nous devons développer une réelle capacité d'évaluation des politiques publiques pour comprendre, lorsqu'une politique ne porte pas ses fruits, quelles en sont les raisons. Tout ça n'est pas qu'affaire de volonté politique. C'est d'abord une question d'organisation de l'évaluation des politiques publiques. Dans le cas contraire, j'ai bien peur que les politiques de transition ne soient qu'une nouvelle manière de ne pas réussir à ne pas avancer...

1 - Pour en savoir plus sur cet événement : https://ec.europa.eu/info/events/food-2030-research-and-innovation-tomorrowsnutrition-and-food-systems-2016-oct-12_en Tom Lines. Cette question de la fin des politiques agricoles et alimentaires est, d'une certaine manière, très concrète pour les habitants du Royaume-Uni puisque le Brexit sonne, outre-Manche, la fin de la Pac. Qu'est-ce que cela vous inspire?

Tom Lines: Avant d'adhérer à la Communauté européenne et sa politique agricole, le Royaume-Uni disposait en la matière d'une politique adaptée à ses besoins de pays importateur. Ceci dit, si l'on regarde le niveau d'autosuffisance alimentaire, c'est sous la première Pac, en 1984, que celui-ci atteint son plus haut niveau – 78% en moyenne, 95% pour les aliments dits indigènes, c'est-à-dire ceux cultivables sur les terres anglaises. Vingt-cinq ans plus tard, vers 2008, ces chiffres n'étaient plus, respectivement, que de 60% et 74%. Importante chute! Qui plus est dans un pays qui ne domine plus, comme au XIXe siècle, le marché industriel et n'est plus un Empire qui s'approvisionne dans ses colonies. Dans le cadre de notre discussion, je crois qu'une approche plus classique de la notion de sécurité alimentaire n'est pas inutile. Beaucoup de choses ont été dites sur les politiques publiques, alimentaires et agricoles, et toutes les questions qu'elles englobent - sanitaires, relatives au bienêtre des animaux, à l'environnement... La suppression des politiques n'est pas envisagée dans ces domaines, y compris l'environnement.

Une chose m'étonne: depuis la crise financière de 2006, il y a un questionnement croissant sur certains courants économiques, notamment le libéralisme et la finance. Dans les universités, on voit même les étudiants mettre en doute le contenu des enseignements ou leur utilité. Mais, fait surprenant, cette question ne se pose pas en agriculture. Il faut sans doute se rappeler les raisons qui ont conduit à l'élaboration des politiques publiques agricoles et, dans leur traduction économique, l'intervention sur les marchés. Il y a trois problèmes. Premièrement, la stabilisation des prix. Les prix agricoles sont volatils – c'est dans leur nature. Mais pourquoi est-ce que cela devrait être aux agriculteurs d'en assumer le risque? Sur ce point, il y a des politiques qui se sont avérées efficaces, ne l'oublions pas. Le second problème a trait au niveau des prix, actuellement très bas. Conséquence: les revenus agricoles sont très faibles. Troisièmement, ceci est également lié à la question de la concurrence sur les marchés et aux marges de manœuvre dont disposent les agriculteurs. Dans le système actuel, ils subissent des pressions de toutes parts. En aval, celle des centrales d'achat et des industries agroalimentaires; en amont, celle des entreprises de l'agrofourniture. Le pouvoir de négociation des agriculteurs est très faible.

Le Royaume-Uni a été confronté à une situation comparable dans les années 20, dans le secteur laitier, avec des laiteries puissantes. Pour équilibrer les relations entre ces dernières et les éleveurs, l'État a créé un « marketing board », sorte de caisse de stabilisation qui négociait les prix tous les ans. Ce système a très bien fonctionné pendant 60 ans. Il a été depuis supprimé et nous sommes, de nouveau, confrontés au même problème.

Disposer d'une politique permettant de stabiliser les marchés et d'équilibrer les relations entre agriculteur, distribution et consommateur est, à mon sens, une position tout à fait défendable aujourd'hui comme il y a 80 ans.

Laisser faire le marché n'est pas une solution

Germinal Peiro: Permettez-moi d'alimenter la dispute. Si j'en crois les propos de Jean-Christophe Bureau, nous pouvons tout autant supprimer la Pac que le ministère de l'Agriculture, ou laisser la politique de l'alimentation entre les mains des enseignes et des firmes agroalimentaires, cela ne marchera pas plus mal. Vous imaginez que l'homme politique que je suis n'est pas du tout d'accord!

Qu'y a-t-il en l'absence de politiques publiques agricoles et alimentaires? Le marché. Le libéralisme avec tous ses défauts. Je suis militant du Parti socialiste. Il y a une quinzaine d'années, nous avons publié un document intitulé « 25 mesures pour une révolution agricole et agroalimentaire ». La première d'entre elles réaffirme ce droit fondamental des peuples à se nourrir eux-mêmes. La souveraineté des pays passe par la souveraineté de leur alimentation et la possibilité, pour chaque pays, de la protéger. Nous devrions avoir de l'alimentation la même approche que celle que nous avons pour la défense. Chaque pays construit sa propre politique de défense, peut s'allier à d'autres, rejoindre des groupements plus conséquents. Mais il ne vient à l'idée de personne d'essayer d'imposer des règles mondiales qui libéraliseraient totalement les politiques de défense. C'est pourtant ce que nous vivons à travers les échanges commerciaux, en particulier ceux qui concernent l'agriculture. Aujourd'hui, tout le monde trouve normal l'essor d'échanges alimentaires d'un continent à l'autre. C'est pourtant un non-sens total. Produire de la viande en Amérique du Sud pour l'exporter en France n'a aucun sens et aucune raison - environnementale, économique – ne peut le justifier. Sauf à considérer que, comme cela a été le cas pour l'Empire britannique pendant des années, il y a un avantage comparatif à produire dans les colonies plutôt que sur place. Je ne critique nullement les Britanniques sur ce point, nous avons fait pareil. J'ai l'impression que cette règle des avantages comparatifs qui, rappelons-le, repose sur la misère sociale et le moins-disant environnemental, est toujours en vigueur à l'échelle mondiale. Et s'impose au monde entier.

Alors oui, je proteste. Le ministère de l'Agriculture a son importance. Stéphane Travers a toute sa place. L'un de ses prédécesseurs Stéphane Le Foll a défendu, au sein de l'UE, une Pac plus verte et plus juste, avec la surprime aux 50 premiers hectares. J'ai moi-même été parlementaire et suivi quatre lois agricoles, dont une, menée par Louis Le Pensec, sur les Contrats territoriaux d'exploitation (CTE)² qui anticipait cette question, aujourd'hui primordiale, de la rémunération des agriculteurs pour des activités autres que l'acte productif. Sans politique publique, je ne vois pas où serait la démocratie, ni même quel serait notre rôle. Il n'y a pas de société humaine sans règles; les politiques sont l'une d'elles. Ces règles, ce n'est pas au marché de les imposer mais aux gouvernants.

Nous allons terminer ce tour des réactions avec Catia Zumpano, italienne. Elle travaille notamment sur les programmes de développement rural européens, y compris l'approche Leader, et conduit des missions d'expertise en Tunisie. Que retenez-vous de ce débat?

Catia Zumpano: Concernant la question de la suppression des politiques agricoles et alimentaires, j'aimerais remarquer ceci: l'Italie est d'ores et déjà dans ce cas de figure là, puisque les politiques nationales ont disparu. Ainsi, toute la politique italienne repose sur la politique européenne. De fait, j'ai un peu de mal à me projeter dans une prospective qui pose comme point de départ la destruction de la Pac, ce projet ambitieux qui a de bonnes raisons d'exister. Même si celle-ci connaît quelques heurts, il faut bien réfléchir aux conséquences avant de décréter la nationalisation d'une politique.

En place et lieu de la suppression, peut-être devons-nous plutôt envisager de territorialiser les politiques et de renforcer la politique de développement rural. Pourquoi? Parce que c'est une politique qui est non pas financée seulement par l'Europe, mais cofinancée par les États membres. Cela responsabilise ces derniers et les oblige à faire des choix. Par ailleurs, elle astreint également les agriculteurs. Contrairement aux aides à l'hectare, ce n'est pas la taille de l'exploitation qui détermine le montant de l'aide mais l'existence d'un projet. En outre, la politique de développement rural est très liée, en tout cas jusqu'à présent, à une politique générale de mise en relation. Il est important de considérer l'agriculture non pas sous un angle isolé mais en lien avec les autres secteurs. Autre chose. Au-delà de la stricte question agricole, intervenir sur un territoire influe sur la qualité de vie de ce dernier. La politique de développement rural autorise cela. Bien sûr, c'est une politique très complexe. C'est même la politique européenne la plus complexe.

Si on part du principe que la politique peut être déléguée aux territoires, on peut définir - je caricature un peu - un cadre général. Libre ensuite aux territoires de mener la politique adaptée à leurs besoins, puis de rendre compte à l'Europe de ce qui aura été effectué.

Remettre l'expérimentation au cœur du système

C'est ce qui se faisait auparavant. Avec les différentes réformes, le contexte s'est complexifié pour finalement se focaliser sur les règles. Les premiers fonctionnaires en charge du développement rural étaient ouverts, partants pour expérimenter des choses sur les territoires. Aujourd'hui, ils ont peur, subissent la pression de la Commission, doivent systématiquement répondre de ce qu'il se passe sur le terrain. Ensuite, j'aimerais revenir sur l'idée qu'il n'y a pas de politique alimentaire. Je n'en suis pas aussi sûre. Regardez tout le travail effectué par les Groupes d'action locale (GAL) sur les territoires, en matière d'éducation notamment pour citer

^{2 -} Créé par la loi d'orientation agricole du 9 juillet 1999, le Contrat Territorial d'Exploitation (CTE) était l'un des éléments phare du Plan de Développement Rural National (PDRN). Il établissait un contrat individuel entre l'État et l'exploitant agricole, sur la base d'un projet de développement territorial et de l'entreprise agricole. Le CTE a été arrêté en 2003.

ceux qui existent en Italie. Expérimenté par le passé, ce type de projets a pu être reconduit grâce aux aides européennes là où les subventions nationales faisaient défaut.

Vous citiez enfin le cas de la Tunisie. Nous sommes au début de l'approche Leader. La force de celle-ci, c'est qu'elle se base sur un partenariat entre le public et le privé. En Tunisie, le problème auquel on se heurte actuellement est un problème de langage et de compréhension de ce que l'on entend par partenariat public/privé. Il est cependant intéressant d'expérimenter cette politique, aussi bien pour la Tunisie que pour l'Europe, car elle remet l'expérimentation au cœur de l'action.

Je suis sensible à l'utilisation du terme qualité car c'est une notion que nous n'avons pas évoquée jusqu'à présent. Nous avons parlé tout à l'heure de prescription, dans un sens négatif, ce qu'il faut manger ou pas, ce qui est bon pour la santé, etc. Néanmoins, la question de la qualité n'a pas été posée. Faut-il penser à des mesures d'incitation? Sont-elles publiques, privées?

Sébastien Treyer: C'est le cœur de la question! Quelle va être la part de produits de qualité dans la politique de transition alimentaire européenne? Il y a des dynamiques territoriales très innovantes, qui mènent de nouveaux projets pour l'agriculture. Mais il y a également toute une part du secteur agricole européen qui ne suit pas cette tendance. Tout l'enjeu consiste à savoir si la montée en gamme peut être une stratégie pour l'ensemble du secteur agricole et alimentaire européen, ou si elle va rester limitée à 15%. Je plaide pour que l'Europe s'oriente vers la première proposition, que ce soit sur le marché intérieur ou à l'export. Ceci constitue un vrai défi. Cela fait déjà plusieurs années que nos collègues montpelliérains travaillant sur les systèmes alimentaires localisés ont montré que, certes, il y a des dynamiques très intéressantes sur les labels territoriaux mais, pour le moment, cela ne révolutionne pas l'ensemble du secteur. Voilà pourquoi la question de cette montée en gamme des produits représente, de mon point de vue, le cœur du débat.

Tendre vers plus de cohérence

Ensuite, pour poursuivre la discussion entre Jean-Christophe Bureau et Germinal Peiro, j'ajouterai qu'il y a des politiques « invisibles » mais non moins importantes, dont on ne discute que rarement. Ainsi, la question du droit à la concurrence me semble primordiale. L'interprétation qui en est faite par la Commission européenne est la suivante: tant que les prix à la consommation baissent, tout va bien, même si cela génère des formes d'entente ou d'oligopoles. Il faut rompre avec cette vision! Sinon, nous n'arriverons jamais à avoir un projet européen cohérent pour les citoyens.

L'une des questions centrales des États généraux de l'alimentation qui, en dépit de leur terminologie, ont plutôt parlé des filières agricoles, portait sur la re-répartition de la valeur

avec la création de valeurs environnementales et sociales. Le hic, c'est que, lors de leur instruction, ces deux aspects ont été traités séparément. En premier lieu, on a fait de la répartition de la valeur un jeu à somme nulle, puis on s'est inquiété de savoir comment y mettre un peu d'environnement. Il faut changer d'approche.

En définitive, ce que j'essaie de vous démontrer avec cette histoire de droit à la concurrence, c'est que, bien évidemment, il faut des politiques publiques. Mais, effectivement, on peut se poser la question de savoir si elles ne relèvent pas plus du ministère des Finances que de celui de l'Agriculture. C'est le sens de la boutade de Jean-Christophe Bureau laquelle repose sur l'idée qu'en normalisant le secteur, il serait peut-être plus facile à réformer. Pourquoi pas. Reste que cela ouvre une discussion d'ordre bureaucratique. Or ce n'est pas la bureaucratie qui importe mais la vision politique.

Jean-Christophe Bureau: Je veux bien continuer à porter la contradiction. Bien sûr il faut des politiques publiques; le marché livré à lui-même va générer une foule de pollutions et de désordres. Néanmoins, le rôle de la Pac sur la qualité alimentaire, tel que décrit par Catia Zumpano, représente peu de chose dans le budget total de la Pac pour justifier en soi le maintien de cette politique.

Deuxièmement, pour répondre à Germinal Peiro, je ne suis pas opposé à la Pac. Je considère néanmoins qu'en l'état, cette politique fait plus de dégâts qu'autre chose, y compris sur l'environnement et la qualité des produits. À ses débuts, la Pac a consisté à subventionner les productions pour accroître les rendements. Cela a conduit à la production, dans les années 90, de denrées de piètre qualité: blé invendable car payé à la tonne sans critère de qualité, vin distillé... Historiquement, la Pac est une politique anti-qualité. C'est moins vrai aujourd'hui même si nous sommes encore loin d'une politique pro-qualité. Même son de cloche pour ce qui concerne l'environnement. Si les choses se sont améliorées, elle reste une politique néfaste sur ce plan. Souvenez-vous des grandes réformes des années 80. La France s'est distinguée par sa médiocrité. Nous avons mis en place un système d'aides dans lequel un producteur disposant de prairies permanentes touchait 300 francs s'il les maintenait et 2800 francs s'il les transformait en maïs ensilage. Nul besoin d'être un sociologue aguerri pour imaginer les conséquences d'une telle politique. Nous avons tout massacré... C'est aussi ça la Pac et l'application qui en a été faite en France.

Quant à la question de la stabilisation des prix et des revenus, je vais de nouveau endosser le costume de l'ultra-libéral et remarquer ceci: si vous laissez les marchés fluctuer, quelle va être la position des agriculteurs? Diversifier les productions pour se prémunir contre les aléas du marché. C'est ce que font tous les agriculteurs des pays en développement. J'ai travaillé deux ans à Haïti: on y cultive au moins 17 cultures. À partir du moment où vous garantissez à un agriculteur qu'il touchera une aide compensatoire en cas de pépin, vous l'incitez, indirectement, à simplifier ses assolements, à tendre vers une monoculture. C'est l'autre déterminant de la catastrophe écologique française. Toutes les tentatives suggérées par des think tank ou des parlementaires européens pour renforcer les outils de gestion du risque ne prennent jamais en compte le fait que, ce faisant, elles incitent à la monoculture.

LES ÉCHANGES AVEC LE PUBLIC

Aller vers une politique de transition suppose de changer les savoirs

Gilles Allaire: J'aimerais réagir à ce que disait Germinal Peiro sur l'opposition entre marché et politiques publiques. Les secondes peuvent servir le premier, comme l'a bien montré la table ronde sur le Maghreb. Je dirais même que, dans nos états modernes, c'est essentiellement ce qu'elles font. Une remarque: au début de la modernisation, dans les années 50, des investissements publics ont permis de financer l'électrification rurale. Dans les années 60, l'investissement a été orienté sur les exploitations. L'État contrôlait les marchés, et comme l'a dit Jean-Christophe Bureau, il faut contrôler les marchés. Reste que la tendance globale va dans le sens d'un marché de moins en moins contraint. C'est ce qu'il se passe en Tunisie, avec l'agriculture d'investissement dont nous avons parlé, qui est aussi une politique

Deuxième chose. Il n'y a pas que le marché et les politiques publiques qui génèrent la croissance agricole. Deux autres facteurs méritent également d'être cités: les mesures publiques et la construction de patrimoine collectif. Prenons le cas de Terra Vitis. Aller vers une politique de transition suppose de changer les savoirs. Ce n'est pas le rôle d'un institut de recherches mais celui des agriculteurs qui doivent, au sein d'un collectif, réfléchir, expérimenter sur leurs parcelles, en tirer les enseignements. C'est ça la construction d'un patrimoine collectif. Aucune transition n'est envisageable sans cela, quelle que soit la politique publique.

Un participant: J'aimerais revenir sur l'intervention de M. Peiro. Il y a quelque chose de paradoxal dans vos propos. Vous nous avez expliqué que faire venir de la marchandise depuis le Brésil est nocif pour la planète. Pourtant, une étude montre que transporter de l'agneau néo-zélandais par paquebot frigorifique d'Oakland à Rotterdam consomme quinze fois moins d'énergie au kilo qu'une camionnette effectuant le trajet Rodez-Toulouse¹. Par ailleurs, sommesnous réellement plus vertueux que les Brésiliens, nous autres français qui exportons massivement nos viandes partout dans le monde?

Tous ces éléments m'amènent à poser une question : pourriez-vous me donner un exemple de politique de lutte contre

1 - Selon l'enquête du Commissariat général au développement durable publiée en 2013 et qui n'est malheureusement plus accessible en ligne aujourd'hui. Pour en avoir un aperçu, on peut consulter cette revue de presse: http://www.agrobiosciences.org/archives-114/alimentation-et-societe/ nos-selections/lu-vu-entendu/article/circuits-courts-une-note-a-contre-courantdes-idees-recues-article-revue-de-presse#.XBIm8vaNzIU

le marché conduite par le ministère de l'Agriculture qui aurait permis d'endiguer la diminution du nombre d'exploitants ou d'accroître le revenu agricole? Personnellement, ie n'en vois pas.

Ces politiques qui ont façonné la demande

Najib Akesbi: J'ai toujours en tête cette phrase d'Edgard Pisani disant que le marché sait produire mais ne sait pas répartir. L'Europe a besoin de mieux répartir; dans le Sud, nous avons besoin de produire et de répartir. Il me semble qu'envisager l'idée de laisser faire le marché dans les conditions dans lesquelles celui-ci fonctionne aujourd'hui est extrêmement dangereux aussi bien à l'échelle nationale qu'internationale.

Deuxième chose. J'ai entendu dire qu'aucune politique n'a jamais changé la demande. J'ai pourtant un cas très concret à vous rappeler, hautement lié à la situation de dépendance alimentaire que connaissent aujourd'hui nombre de pays du Sud. Dans les années 60 et 70, beaucoup de nos pays ont engagé une politique de prix à la production et à la consommation, en fixant des prix rémunérateurs à la production et en subventionnant les importations afin de maintenir des prix à la consommation au niveau du pouvoir d'achat de la population. Mon grand-père ne savait pas ce qu'était le blé tendre ou l'huile de graines. Il consommait de l'huile d'olive, du pain de blé dur ou d'orge. Aujourd'hui, je consomme à principalement de l'huile de graine; je ne sais plus ce qu'est l'huile d'olive alors que c'est le produit local! 98% de notre consommation d'huile est importée. Idem pour les céréales puisque nous devons importer du blé tendre que nous ne savons pas produire.

Ou comment une combinaison de politique de prix et de subventions a modifié les modèles de consommation. Avec cet effet dramatique: nous avons développé un modèle de consommation qui repose sur des denrées que nous ne savons pas produire.

Bien orienter les subventions

Jacques Chèvre: Paysan retraité, j'avoue être étonné par certains propos. À quoi servent les subventions? J'entendais récemment le ministre de l'Agriculture sur France Inter expliquer qu'il était d'accord avec les agriculteurs qui ne voulaient pas des subventions, parce que cela ne servait à rien. Je m'étonne qu'un ministre affirme une telle chose. Celles-ci constituent un levier important pour impulser une politique publique. Il existe des exemples vertueux à l'instar de la Loi montagne. L'agriculture était en train de disparaître de ces territoires quand on a décidé d'y attribuer des subventions. Si vous allez au Pays basque, vous verrez qu'elle s'y porte bien désormais. C'est bien le rôle des pouvoirs publics que d'orienter les subventions pour atteindre des objectifs qu'ils estiment louables. À l'inverse, quand les subventions se trompent systématiquement d'objectifs, cela ne marche pas du tout. Je partage votre analyse concernant la Pac; c'est une véritable catastrophe. Cette politique va même à l'encontre de ce qu'attend la société en matière d'agriculture.

Dernier point. S'il y a bien une politique qui peut réconcilier citoyens, politiques et agriculteurs, ce sont les PAT, les projets alimentaires territoriaux. En pays bergeracois, nous y travaillons tous ensemble.

Un participant: Je travaille à la direction générale de l'agriculture et du développement rural de la Commission européenne (DG Agri) et je souhaitais réagir à ce qui a été dit sur la Pac.

On ne peut pas dire que, demain, celle-ci n'aura plus rien de commun. Les propositions législatives ne visent pas à tout déléguer aux États membres mais à donner plus de flexibilité. Cela a été très bien dit par Catia Zumpano. Cette politique est devenue très complexe, parce qu'il y a désormais 28 États membres: l'agriculture et les modèles agricoles y sont très diverses. Il faut donc donner plus de flexibilité pour trouver le meilleur équilibre entre complexité et efficacité. Qu'a-t-on de commun? Le budget tout d'abord, ce qui n'est pas la moindre des choses. Si demain, on laisse les États membres faire ce qu'ils veulent et subventionner comme ils l'entendent, le marché commun n'aura plus lieu d'être. Ce n'est pas tout. Il y a également des objectifs économiques, environnementaux et sociaux liés au développement rural. Dire que la Pac ne sera plus commune est un peu excessif. Comme il est excessif de prétendre qu'elle l'est aujourd'hui alors qu'il y a un certain nombre de différences dans sa mise en œuvre.

Autre chose. Vous avez dit qu'à l'avenir, il y aura une forte chute du budget du développement rural. J'aimerais souligner que, ce qui est proposé, est une baisse de 15% du budget européen, qui doit être compensée par une augmentation de la contribution des États membres. Ce n'est pas négligeable. Je vous rappelle que nous sommes dans le cadre d'une discussion budgétaire difficile, rendue encore plus compliquée par le départ du Royaume-Uni, un contributeur net, et la nécessité de financer de nouvelles priorités. Catia Zumpano l'a très bien dit: la politique de développement rural est pertinente mais trop complexe. L'objectif actuel est bien de simplifier les règles européennes pour donner plus de flexibilité aux États membres.

J'aimerais enfin revenir sur l'exemple des prairies permanentes et l'idée que l'Europe donne plus d'argent pour les retourner que les conserver. Aujourd'hui la Pac impose le maintien des prairies permanentes. J'apprécierai que l'on cite des exemples qui tiennent compte des réformes effectuées.

Pour finir, une question adressée à Sébastien Treyer. Nous sommes bien d'accord sur le fait qu'il faut aller vers une politique d'alimentation. C'est quelque chose dont nous parlons beaucoup à la Commission européenne. C'est pour cela que la communication de 2011², parlait de l'agriculture et de l'alimentation. Il y a de cela quelques années, nous avons sollicité nos collègues de la direction générale de la santé mais aussi les consommateurs, pour voir comment ils envisageaient cette politique sans avoir de réponses concrètes. Comment voyez-vous les choses? Pourriez-vous être plus précis sur les actions à mettre en œuvre?

Dominique Michenot: Une première réaction sur ces politiques qui n'avancent pas, comme celles sur l'eau ou les phytos. Je suis paysan. Nous avons travaillé collectivement dans un certain nombre de cercles politiques et syndicaux sur ces questions. Jean-Christophe Bureau l'a bien expliqué: c'est la Pac qui a généré le système actuel. Et, je suis désolé, elle est, depuis les années 2000, la grande responsable du maintien des systèmes de productions miniers, systèmes qui font peser sur les contribuables la charge des dégâts qu'ils causent sur l'environnement, les eaux...

Oui, la Pac a fait de gros dégâts

Les petits arrangements réalisés au cours des négociations ont aussi leur importance. Tout cela s'opère sous l'œil d'un certain nombre de lobbys et a abouti à la simplification des assolements et des processus de production ou encore à la standardisation des produits. Tout le contraire de ce que la Pac est censée rechercher.

Vous me direz qu'il y a, en matière d'environnement, un paiement vert³. Comment se traduit-il en France? Par la présence de trois productions différentes avec une exception accordée aux producteurs de maïs, autorisés à faire de la monoproduction dès lors qu'ils plantent un semblant de semis après la récolte de maïs. Cela devient ridicule. Et je ne parle pas des Surfaces d'Intérêt Écologique (SIE)⁴, qui sont plutôt une source d'ennuis pour les paysans qu'un réel atout pour la biodiversité. Quant aux aides publiques, elles sont devenues une espèce de rente très mal répartie. 1,5% des agriculteurs touchent 10% des aides publiques!

Tout à l'heure, quelqu'un a dit, à propos des phytos et du glyphosate, il faut nous laisser le temps. Nous parlons de politiques de transition, de nouveaux modèles, etc. Mais cela existe déjà! Certains agriculteurs savent très bien se passer du glyphosate, y compris en culture sans labour. Certes, ces techniques reposent sur des assolements plus compliqués,

^{2 - «} La Pac à l'horizon 2020 : alimentation, ressources naturelles et territoire, relever les défis de l'avenir », Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, juin 2011. https://ec.europa.eu/agriculture/sites/agriculture/files/ cap-post-2013/communication/com2010-672_fr.pdf

^{3 -} Le paiement vert « est un paiement découplé, payé en complément des Droits à paiements de base, accordé à tout exploitant qui respecte (sauf cas dérogatoires) un ensemble de trois critères bénéfiques pour l'environnement » explique le ministère de l'Agriculture. http://agriculture.gouv.fr/ paiements-decouples-paiement-vert

^{4 -} Les Surfaces d'Intérêt Écologique (SIE) sont l'un des critères exigés pour bénéficier du paiement vert. Selon le ministère de l'Agriculture, ces surfaces correspondent à « des éléments (arbres, haies, bandes tampon, certains types de culture...) ». Elles doivent représenter « au moins 5 % de la surface en terres arables et SIE, et [être] situées sur ces terres arables ou leur étant adjacents ».

plus longs; elles demandent par ailleurs plus de travail ce qui explique qu'elles germent généralement sur des petites ou moyennes surfaces. Ce sont des modes de production différents qui finissent souvent par évoluer vers des modes d'agriculture biologique. Il y a toute une frange d'agriculteurs en mouvement. Reste que ceux-ci ne sont pas nécessairement reconnus, encore moins par les aides publiques.

Je suis membre d'un GAL dans le cadre du programme Leader. Le travail qui y est mené, est très intéressant. Mais c'est d'une incroyable complexité administrative! Le projet a démarré depuis trois ans. Quarante dossiers ont été instruits, trois d'entre eux ont été acceptés par la Région et... aucun n'a encore touché d'aides.

Éric Andrieu: Deux choses courtes. Premièrement, il ne faut pas confondre la notion de politique agricole et celle de politique publique agricole. Reprenons le cas du Brésil. Dans ce pays, les agriculteurs qui ont choisi d'orienter leur production à l'export ne sont pas accompagnés par la politique publique agricole brésilienne. Celle-ci se concentre sur l'agriculture familiale laquelle, soit dit en passant, n'a rien à voir avec la nôtre. C'est une question que nous devrions également nous poser. Je fais partie de ceux qui considèrent que la politique publique agricole n'est pas là pour accompagner toutes les agricultures. Ce serait d'ailleurs un sujet à mettre en débat. Deuxièmement, si j'en crois le membre de la DG Agri, la Pac qui se profile à l'horizon n'est pas si mal. Dans ce cas, j'aimerais qu'il précise quels modèles agricoles cette politique préconise. Aujourd'hui, au-delà du choix budgétaire qui est fait, débat sur lequel je ne reviendrai pas, la réforme qui nous est proposée n'est ni plus ni moins qu'une première étape à la disparition de cette politique commune. Nous pouvons discuter dans le détail du contenu des premier et deuxième piliers, ou des éléments de mise en œuvre. Il n'y a rien de nouveau par rapport à l'ancienne mouture de la Pac, si ce n'est cette renationalisation.

Sur le volet environnemental, on crée des outils tels écoscheme, lequel devient obligatoire pour les États membres sans qu'aucune règle ne soit fixée. Cela signifie que certains États vont placer le curseur à zéro, d'autres à cent. Idem pour la redistribution des aides pour laquelle il n'y a aucun minima ou optima. En France, Germinal Peiro l'a rappelé, la majoration de l'aide directe ou redistribution pouvait être appliquée jusqu'au 52e hectare. Là, rien n'est établi! En résumé, sur le premier pilier, tout devient optionnel et transféré à chacun des États. Ceci est totalement rocambolesque en matière d'orientation: il n'y a ni ligne stratégique, ni objectif, ni vision à moyen et long termes. Sur le développement rural, ce sont les mêmes outils, avec un budget réduit de 27%. Voilà ce qui nous est proposé. Je pense que c'est fondamentalement désastreux et catastrophique pour l'avenir de la politique agricole européenne, et pas seulement française.

Stephen Fell: Les agriculteurs répondent ou réagissent au signal monétaire. Actuellement, dans l'Est de l'Angleterre, comme dans le bassin parisien et le Nord-Est de la France, régions céréalières, les agriculteurs ne font presque rien pour l'environnement. Et de mon point de vue, ils n'ont guère besoin d'aides financières.

La Pac va mourir petit à petit. Parce qu'il n'y aura pas assez d'argent, encore moins avec le départ du Royaume-Uni.

Les Anglais l'ont bien compris. Nous avons tellement de consommateurs qui payent leurs impôts que ceux-ci veulent en avoir pour leur argent. Après la sortie du Royaume-Uni de l'Europe, et donc de la Pac, l'environnement va certainement devenir un élément important. Actuellement, certains agriculteurs sont absolument dépendants des aides. Pour autant, leur agriculture n'est pas très bonne. Nous pouvons tout à la fois augmenter la production et améliorer l'environnement.

André-Yves Portnoff: Deux remarques. Nous avons mentionné l'impact du numérique et ses effets pour les entreprises de cosmétiques par exemple. Ce phénomène va exploser. Il y a de plus en plus de conseillers de la vie quotidienne. Amazon, Google ou Alibaba sont en train d'envahir notre monde de leurs conseillers vocaux. Nous disons, je veux un kilo de pommes Gala, nous les recevons sur le champ. Mais nous ne choisissons pas le fournisseur. Donc notre pouvoir de décision diminue.

Dans la droite ligne de cette tendance, il y a également les conseillers de la vie quotidienne, de notre régime alimentaire et de notre santé. La question à se poser est celle-ci: qui va nous conseiller? Une association de consommateurs ou un monopole et ses algorithmes? L'État de droit doit intervenir tant à l'échelle nationale qu'européenne.

Revenir à la définition d'une politique alimentaire

Deuxièmement. La politique alimentaire doit être entendue dans une large acceptation, de construction de la santé des gens. Il y a une aspiration de plus en plus forte d'une minorité agissante vers le bio et les aliments permettant d'entretenir la santé. Mais le scénario de continuité, celui qui se profile si l'on ne fait rien ou pas grand-chose, est tout autre; il voit croître la prévalence de l'obésité et d'autres pathologies. Un récent rapport montre que deux tiers des cancers sont liés aux modes de vie, donc aux modes alimentaires. Nous devons faire un choix entre ne rien faire - quitte à laisser mourir ou vivre très mal la majorité de la population, avec des coûts induits pour la société de plus en plus élevés -, et agir grâce à une politique globale qui commence par l'éducation, dès l'école. L'État et l'appareil de santé doivent par ailleurs devenir exemplaires. On ne peut pas servir dans les cantines scolaires ou les hôpitaux des aliments qui ne sont pas sains. En définitive, il faut une politique globale de l'ensemble des ministères, et non pas seulement d'un seul.

Jean-Claude Bévillard: Pour parler de politique agricole européenne, nous parlons de Pac alors que nous devrions aborder l'ensemble des mesures qui concernent l'agriculture, par exemple les directives sur l'eau, l'habitat, ou encore la politique commerciale. Tout ceci fait partie de la politique agricole. Il faut de la cohérence, cela a été dit. On ne peut pas financer d'un côté une agriculture qui nuit à la qualité de l'eau et de l'autre prétendre atteindre un bon état des eaux en 2021. C'est un vrai problème.

J'ai bien entendu le fait que la Pac doit s'adapter. Néanmoins, en l'absence d'un minimum d'unité européenne, nous allons générer des distorsions insurmontables. Il y a donc un certain nombre d'éléments de fond à instruire. L'autonomie des exploitations est l'un d'eux. Si on finance prioritairement les exploitations utilisant peu d'intrants, on va favoriser l'essor d'une agriculture européenne durable. Si on finance plutôt les exploitations avec des unités de travail à l'hectare plus élevées, on favorise un autre type d'agriculture. En l'absence d'accord sur ces projets, nous ne pourrons pas avoir de politique agricole.

Beaucoup de réactions, peu de questions finalement. Peut-être pouvons-nous débuter ce dernier tour de table avec nos réagissants.

Germinal Peiro: Nous avons beaucoup parlé de la Pac, comme si toutes les politiques publiques se résumaient à cela. Il y en a d'autres, comme les politiques des collectivités territoriales.

Concernant la Pac, je ne veux pas de mésentente. Nous avons besoin de politiques publiques: pour corriger le marché ou maintenir l'activité agricole dans des zones où elle ne pourrait plus exister. La montagne est un excellent exemple. Si les aides n'avaient pas été doublées ou triplées, il n'y aurait plus d'agriculteurs dans ces territoires.

J'ai entendu beaucoup de critiques, aussi. Il se trouve que j'ai participé aux négociations concernant la précédente réforme de la Pac. Dacian Ciolos, alors Commissaire européen à l'agriculture, voulait à tout prix que celle-ci soit commune. Il s'est battu pour inscrire un prix à l'hectare qu'il espère un jour harmoniser à l'échelle communautaire. Reste que cela a eu un effet catastrophique. Il y a, en Dordogne, des centaines voire des milliers d'hectares, gelés par des propriétaires résidant à Bordeaux, Toulouse ou Limoges, qui ne les fauchent qu'une fois l'an mais refusent de les céder à des paysans du coin pour qu'ils puissent les travailler. Pire, ils encaissent les aides de la Pac!

Par ailleurs, je ne suis pas en complet désaccord avec Jean-Christophe Bureau. Ce qu'il a dit est complètement vrai: il fut un temps où, dans le Sud-Ouest, on donnait deux fois plus d'aides aux parcelles de maïs irrigué qu'à celles de maïs sec... C'est une aberration et un non-sens à l'heure où il convient d'économiser l'eau.

Nous vivons enfin un drame: celui de la disparition des paysans. En l'espace de dix ans, près du quart des paysans a disparu. Il en sera vraisemblablement de même dans dix ans. C'est catastrophique! Comment innover, transformer, diversifier les cultures sur des activités de maraîchage par exemple en l'absence d'êtres humains? Le grand défaut de

la Pac est qu'elle a encouragé, lourdement, l'agrandissement. La spéculation va bon train. Le nombre de paysans ne cesse de dégringoler mais le prix du foncier, lui, va croissant. Nous sommes en train de porter atteinte à la biodiversité du monde paysan.

Bien des choses sont possibles...

Tout à l'heure, quelqu'un m'a demandé si je pouvais citer l'exemple d'une politique ayant permis de faire reculer le marché. Je ne prétends pas que cela soit chose aisée. Mais je crois aux politiques publiques et en la capacité de ceux qui dirigent d'orienter les choses. Prenons les pesticides. Très mauvais exemple, me direz-vous, puisque leur usage ne cesse d'augmenter. Pour autant, lorsque les politiques décident de les supprimer des espaces publics, ils y arrivent. C'est tout l'objet de la charte zéro pesticide, mise en œuvre en Dordogne. Basée sur une vision commune, elle contraint les communes qui veulent percevoir les aides du département à adhérer à la charte. Je vous l'accorde, c'est une politique un peu dirigiste. Néanmoins, elle fonctionne très bien! Toutes les communes ont signé la charte. Mieux, cela a eu un écho très positif au sein de la population du département. Lorsque les habitants constatent que, certes, il y a un peu plus d'herbes folles dans les fossés mais que l'on applique, partout, le zéro pesticide, y compris dans les allées du cimetière, alors qu'à côté de chez eux, les paysans répandent du sulfate ou du glyphosate tout le long des clôtures sur des kilomètres de cultures au ras de leur maison, ça les fait réfléchir!

Je crois en la politique et aux politiques publiques. Les Controverses européennes sont restées 23 ans à Marciac. Je souhaite qu'elles restent aussi longtemps en Dordogne et que dans 23 ans, on puisse se dire que les produits sont plus sains et qu'il y a toujours des paysans sur cette terre du Périgord.

Tom Lines: Je voudrais revenir sur ce lien, s'il y en a un, entre stabilisation des prix et monoculture. Si l'on prend le cas des États-Unis, et d'un agriculteur typique du pays, celui-ci va décider chaque année, selon l'évolution des prix, de faire un peu moins de maïs, un peu plus de blé, pas de soja, etc. Mais cela n'a rien d'une rotation! Et il n'y a aucune stabilisation des prix. Entre 2003 et 2016, c'est-àdire avant, pendant et depuis la flambée des prix agricoles, les aides à l'agriculture n'ont été ni pro ni anticycliques⁵. Elles ont tourné autour de 10 milliards de dollars chaque année, sur cette même période, sans se stabiliser. Même si c'était le cas, on peut choisir d'autres types de politiques pour encourager les agriculteurs à pratiquer des rotations.

Jean-Christophe Bureau: Aux États-Unis, les producteurs sont couverts contre tout! Il y a tellement de cumulation de paiements cycliques (programmes contracycliques et assurantiels), qu'il n'y a aucun risque. C'est pour cela que les assolements sont aussi simplifiés. Nous en reparlerons ultérieurement entre nous.

^{5 -} Anticyclique: qui vise à prévenir ou réduire les effets néfastes des cycles économiques.

Procyclique: qui va dans le sens de la conjoncture économique.

Un point important concernant la Commission européenne. Je ne la blâme nullement. Elle est, depuis 25 ans, le garant de l'intérêt général, tâche que n'ont pu accomplir ni le Conseil de l'Europe, que Michel Rocard a tout de même qualifié d'assassin de l'Europe, ni le Parlement européen, lequel devait amener un grand vent de démocratie. Par ailleurs, les choses ne se passent pas tout à fait de cette manière en agriculture.

La Commission européenne s'est retrouvée confrontée à cet état de fait: plus aucun pays n'est d'accord sur les objectifs de l'agriculture. Michel Barnier a tenté de les définir en 2008, au Sommet d'Annecy. En vain. Le sommet s'est achevé sans qu'aucune conclusion ne soit prise. Les choses ne font qu'empirer depuis dix ans. Les divergences sont telles que la Commission n'a pas d'autre possibilité que celle de proposer quelque chose de subsidiaire.

Je suis tout à fait d'accord avec Éric Andrieu sur le contenu du texte de la Commission. Il y a une foule de textes introductifs dans lesquels reviennent sans cesse les termes environnement, soutenable, durable, simplification. La simplification, cela veut dire que l'on a transféré la gestion de la complexité aux États membres. Il y a un important décalage entre ces textes à la tonalité très environnementale et le contenu des annexes. Tout y est facultatif! Le paiement vert a disparu. Certes, les États membres ont la possibilité le reconstituer à l'identique, nous sommes bien d'accord sur ce point. Mais dans le monde réel, qui va le faire?

Ces 24es Controverses sont dédiées à la prospective. Je vous propose d'en faire un peu en ce qui concerne la Pac. Que va-t-il se passer? Les États membres vont déployer des stratégies différentes. En France, après des arbitrages ministériels hyper complexes, nous allons sans doute acter, du bout des lèvres, la poursuite d'une stratégie de transition écologique et moduler la Pac en conséquence. Nul doute que la Hongrie ou la Pologne vont orienter les fonds vers l'investissement et les aides à la production, alors qu'en France, on va avoir une baisse des aides, ce qui ne va pas manquer de faire réagir les syndicats. J'imagine la suite: ceux-ci vont mettre la pression sur le gouvernement et exiger, en contrepartie de la baisse des aides, la levée des contraintes environnementales. Voilà ce que nous réserve la prochaine Pac à court terme...

Il y avait une question et une interpellation pour Sébastien Treyer.

Sébastien Treyer: Comment faire une politique alimentaire plutôt qu'une politique agricole? Importante question! J'ai participé aux auditions organisées par la DG Environnement et la DG Agri et je me désole que cela n'ait pas abouti à quelque chose de plus ambitieux. Dire que les DG Santé et Environnement ont manqué de créativité est exagéré. Je pense qu'il y a eu des arbitrages politiques. J'évoquais l'intérêt d'articuler les politiques agricoles avec le droit de la concurrence. On peut y ajouter la nécessaire articulation entre les politiques commerciales et l'élaboration des normes sanitaires, environnementales et nutritionnelles. Je l'ai déjà dit: tout ceci manque cruellement de cohérence. Deuxième chose. Je partage l'analyse de Jean-Christophe Bureau sur la Pac. Dans le processus de négociation entre les États membres, la tendance au moins-disant environnemental et social risque d'amener les États à mettre complètement de côté ces objectifs pourtant cruciaux. Au sein des think tank et ONG environnementaux, nous avons discuté, avec un collègue de la DG Agri, d'un point crucial de la réforme que voici: la Commission va demander aux États de fixer des objectifs ambitieux, puis se faire le garant de leur accomplissement. Concrètement, si les États n'atteignent pas leurs objectifs, le paiement fera l'objet d'un recours. Cette stratégie politique n'est absolument pas crédible. Comme voulez-vous que les États justifient auprès du monde agricole une démarche qui tend à le fragiliser un peu plus? Ils ont besoin de ces aides quelle que soit la performance définitive. Parallèlement, comme l'a dit Jean-Christophe, la Commission tente de resubsidiariser cette politique. Pourquoi pas. Mais il faut au préalable s'assurer de la robustesse de la méthode choisie pour déterminer si les objectifs ont été correctement atteints ou pas.

Troisièmement, tout le monde peut constater combien l'alimentation et l'agriculture sont devenues des objets politiques qui monopolisent l'attention des citoyens. Pourtant ils sont tous deux les grands absents des discussions du projet et des élections européennes. Certes, la campagne n'est pas encore lancée. Néanmoins il est plus que regrettable qu'aucun parti ne s'y attarde, alors même que le sujet divise fortement les États membres. L'alimentation mérite quant à elle que l'Europe se dote d'une vision des systèmes alimentaires. Faire exister un projet est l'un des axes de travail du think tank auquel j'appartiens, et que nous devons plus mettre en avant.

Catia Zumpano: Quelqu'un a dit: nous avons besoin de politiques publiques sérieuses. Je pense que ce n'est pas aux politiques d'être sérieuses mais à celles et ceux qui décident, programment, et gèrent ces politiques. Ils doivent notamment garantir leur gouvernance. Une politique trop simple ne peut toucher la complexité du monde agricole. Nous avons besoin de politiques complexes mais, et c'est le défi que nous devons résoudre, de règles simples. □

LES ÉTONNEMENTS

C'est le croisement des expériences qui permet d'ouvrir des futurs



Par Francis Chateauraynaud, sociologue, directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences sociales (EHESS).

Incarner le citoyen

Merci aux organisateurs des Controverses de m'avoir invité au jeu du rapport d'étonnement même si la tâche n'est pas facile. À vrai dire, j'ai été impressionné par le niveau des interventions et des débats. Comme j'ai énormément de notes qui partent dans tous les sens, je propose de repartir d'observations très concrètes. Au cours des échanges, a surgi de temps à autre la figure du citoyen, comme une sorte de ligne de fuite. Mais aussi cette question: comment faire bouger les choses, s'assurer que les transformations souhaitées ne restent pas lettres mortes ou que le processus ne soit renversé en cours de route, à cause des jeux politiques ou du lobbying de groupes d'intérêts préférant le statu quo? Il me semble important d'insister sur les formes de mobilisation. Au cours de la table ronde sur les pesticides, fort bien menée puisqu'elle a permis de poser clairement les éléments de la controverse, j'ai été frappé que n'ait pas été signalée la montée en puissance ces dernières années des associations de victimes qui ont porté la question de l'exposition des agriculteurs au tribunal. Je pense notamment à l'association Phyto-victimes1, constituée autour du cultivateur Paul François, intoxiqué en 2004 par l'herbicide Lasso² et qui a fait bouger la jurisprudence en obtenant des victoires contre Monsanto. Une initiative qui s'appuie sur des précédents en matière sanitaire, comme l'amiante et le Mediator, bien que les procédures pénales n'aient pas abouti pour l'instant. Sur le front des pesticides, il apparaît ainsi une tension d'un genre nouveau, où des pratiques agricoles sont portées devant les juges, où des pouvoirs qui se croyaient à l'abri de toute prise critique sont remis en cause et obligés de réagir. Cela touche évidemment les firmes mais aussi les gouvernants, les administrations, les agences sanitaires, les chercheurs, les experts... Cette première remarque pour vous inviter à ceci : vous assurer pour les éditions à venir que le citoyen soit plus incarné dans les discussions.

Que font les universitaires?

Deuxième point. J'ai été très sensible à la table ronde sur le Maghreb, qui confirme à quel point les pressions des trois pouvoirs, islamiste, militaire et affairiste écrasent la société civile. Jusqu'à quand? C'est une des questions, qui en cache une autre qui n'a pas été posée ce matin et qui mériterait d'être développée: face à cette situation, que font les universitaires? Je suis tenté d'apporter une réponse terriblement pessimiste : les réformes actuelles pour transformer l'université en entreprise, qui plus est en entreprise compétitive, font que les partenariats avec les universitaires du sud-méditerranéen ne sont pas jugés intéressants... Un exemple. Les discours du top management de Paris Sciences et Lettres (PSL), cette COMUE qui se veut aussi excellente que sélective³, puisqu'elle aspire à devenir la première université sélective en Europe, tout ça pour monter dans le palmarès mondial, PSL donc incite les membres fondateurs à ne contracter qu'avec des universités déjà placées très haut dans les classements internationaux. Dans ce contexte, comment voulez-vous que des chercheurs français, qui ont besoin d'être financés pour mener leurs travaux et recruter des doctorants, se tournent vers des partenariats permettant aux mondes universitaires du Maghreb, et plus généralement des pays du Sud, de sortir la tête de l'eau et de retrouver des espaces de collaboration critique? Il y a là un enjeu politique majeur.

Le chercheur et l'expert

J'ai commencé par les citoyens et les mobilisations de victimes, j'ai poursuivi avec les universitaires, j'en viens à présent aux experts et aux chercheurs. Lors de la table ronde sur les pesticides, il a été question d'une dissonance inconfortable. D'un côté, le chercheur se poserait des questions ou les reformulerait assez librement - en fait je n'y crois pas trop en raison des pressions exercées par le jeu des appels à projet, les questions de recherche formulées étant celles qui ont le plus de chances d'être financées; de l'autre côté, l'expert serait à l'inverse prisonnier de procédures sur lesquelles il n'a aucun pouvoir. C'est en fait beaucoup plus compliqué. Pour prendre un exemple que je connais bien, celui de l'ANSES, agence avec laquelle j'ai longtemps travaillé, il y a des marges de manœuvres, des espaces de discussion et d'action, qui ne sont pas assez utilisés. J'ai été mobilisé par l'agence

^{1 -} https://www.phyto-victimes.fr/

^{2 -} En 2012, un céréalier charentais, Paul François, ayant inhalé accidentellement des vapeurs de l'herbicide Lasso huit ans auparavant, et souffrant depuis de graves troubles neurologiques, a gagné son procès en première instance contre le fabricant Monsanto (Bayer) et, en 2015 devant la cour d'appel de Lyon. Sa pathologie a été reconnue maladie professionnelle. Le produit incriminé a été interdit en France en 2007.

^{3 -} PSL dit couvrir tous les domaines du savoir et de la création : sciences, ingénierie, arts, humanités et sciences sociales. Créée en 2010, elle figure dans le top 50 des universités mondiales. PSL est composée de neuf membres : Chimie ParisTech, École nationale des chartes, École normale supérieure, École Pratique des Hautes Études, ESPCI Paris, Institut Curie, MINES ParisTech, Observatoire de Paris, Université Paris-Dauphine.

lorsqu'elle a été saisie en 2015 par la ministre de l'écologie sur la question des Variétés Tolérantes aux Herbicides (VTH) face à la contestation de l'introduction d'« OGM cachés » dans les champs. Le groupe d'experts désigné par l'Agence a, au cours des séances de travail, réussi à changer l'intitulé du rapport, pour non plus parler de VTH, mais de variétés rendues tolérantes, de VrTH. Ce qui pose question en effet, ce ne sont pas les plantes qui deviennent naturellement résistantes, ou les anciennes méthodes de sélection par mutagenèse, mais des variétés ayant acquis des résistances par modification génétique pour lesquelles la Cour européenne de justice doit décider si elles relèvent ou pas des OGM4. Donc, vous voyez, les milieux de l'expertise peuvent faire bouger des lignes, intervenir dans les batailles de définitions et dans la formulation des enjeux. La sociologie des controverses a montré depuis longtemps que ceux qui sont capables d'imposer une définition disposent de beaucoup plus de cartes pour imposer aussi la solution ou, du moins, organiser la hiérarchisation des problèmes comme des solutions.

Avec plus de recul

Autre étonnement, le titre même de ces Controverses: « Mais que fabriquent les prospectives? ». J'aurais posé la question autrement: quelles prises avons-nous sur le futur? Question qui en cache ou en contient bien d'autres, dont celle du rôle de la prospective dans la façon de penser et d'agir vers le futur: ne faut-il pas d'ailleurs toujours envisager une pluralité de futurs? Y a-t-il une pluralité de mondes qui se dessinent ou va-t-on tous dans la même direction? Actuellement, les grands récits sont pris en étau entre deux grandes rhétoriques extrêmement puissantes: le catastrophisme et le technoprogressisme. L'innovation technologique comme solution globale, ce n'est pas d'aujourd'hui mais on raisonne désormais bien plus en termes de rupture que de progrès. Il suffit pour s'en convaincre de suivre les discours et les expériences d'une des figures de proue de cette philosophie « disruptive » des technosciences à travers l'homme d'affaires Elon Musk (NdIr: directeur général de Tesla et président de SolarCity), promoteur de la colonisation de l'espace, de l'augmentation de l'humain ou de cette fameuse Intelligence Artificielle sur laquelle on dit un peu tout et n'importe quoi en oubliant l'histoire longue qui débute avec la cybernétique.

Bref, ces questions de prospective auraient mérité d'être posées avec plus de recul: dans quelle période de l'histoire et à quel moment politique se pose la question des futurs, provoquant des controverses où des coalitions d'acteurs tentent d'imposer leur point de vue? Quels types d'arguments parviennent à passer la barre en termes de cohérence, de crédibilité et de désirabilité? Lesquels conjuguent la vision, les valeurs et la volonté, pour reprendre la formulation d'André-Yves Portnoff hier matin? Dans la période actuelle, on a parfois l'impression que le discours public est totalement incohérent, fait de mots-clés et d'éléments de langage, où figurent invariablement du « durable », de la « transition », de la « démocratie », de l'« acceptabilité sociale », etc. Tous les jeux de langage sont à retravailler de façon à retrouver le sens des expériences pratiques. Cela dit, j'ai confiance en l'énergie remarquable de ces Controverses pour nous aider à opérer ce travail de reformulation.

À partir des lieux et des milieux

Cette année, vous l'avez dit, les Controverses ont enregistré une baisse de public, due à cette implantation nouvelle à Bergerac. Il faut construire les rapports avec ce nouvel environnement. L'anthropologue et géographe Augustin Berque, qui défend une approche mésologique qu'il entend comme une phénoménologie des milieux, montre l'importance de l'attention aux milieux dans lesquels on s'engage. On ne peut pas arriver quelque part, organiser un événement et repartir. Décider à distance et « descendre » sur le terrain. C'est pourtant ce qu'il se passe au niveau de multiples instances, Union Européenne, État central ou même Région. Un problème structurel qui là encore n'est pas nouveau si l'on prend l'histoire longue des Empires, mais qui de fait empire... C'est aussi l'impression que peut donner la formule « penser global, agir local⁵ » : comme si les idées naissaient en haut, pour être ensuite descendues et testées dans des localités pour voir si elles fonctionnent. Il n'en est rien. On est toujours situé quelque part, même dans ces non-lieux que sont les hubs standardisés de la globalisation. Et en chaque lieu précis, l'expérience doit pouvoir s'exprimer, se partager. Il faut donc plutôt partir des milieux, de la manière dont les acteurs s'agencent ou se déchirent, des frictions, qui peuvent être créatrices et

^{4 -} La décision de la Cour de Justice Européenne est finalement tombée le 25 juillet 2018 et a considéré que les nouvelles méthodes génétiques appliquées aux plantes relevaient pleinement de la directive 2001 sur les OGM.

^{5 -} Titre d'un ouvrage d'Edgar Morin, 2015. Mais la formule Penser global, agri local est un mot d'ordre bien antérieur, largement développé par le mouvement altermondialiste.

transformatrices. Alors, partons de la Dordogne, faisons-en un terrain d'observation et de partage d'expériences, en essayant toutefois de ne pas s'enfermer dans les frontières administratives. Hier, Bertrand Lassaigne a cité le résistant Georges Guingouin⁶, ce militant communiste, figure de celui qui n'a pas obéi aux ordres venant d'en haut, en l'occurrence de la hiérarchie du PC. Les formes de résistance et d'alternative étaient fortement représentées lors des Controverses précédentes - lorsqu'elles se déroulaient à Marciac – avec des organisations telles que la Confédération paysanne, le Réseau Semences paysannes et bien d'autres acteurs. Ce n'est pas le cas cette année. Est-ce un effet Inra, la connaissance encore insuffisante des acteurs de cette région ou le choix du sujet traité? Si la mention de la prospective a fait fuir des acteurs et des praticiens, c'est dommage, parce que la fabrique participative des scénarios est un dispositif puissant dans bien des contextes. Pour ma part, je suis un grand lecteur de Gaston Berger et de la revue Futuribles. Gaston Berger a construit la prospective contre la planification, en humaniste, et en connaisseur de la pensée du grand philosophe allemand Edmund Husserl, lequel reliait la logique à l'expérience des mondes vécus, à la subjectivation permanente de l'expérience nécessaire à l'intelligibilité du monde.

C'est sur ce point que j'aimerais terminer mon propos: il y a de l'espoir dès lors qu'il y a de l'inter-subjectivation. Comment éviter le catastrophisme et le technoprogressisme, deux visions imposées de ce que sera le futur proche ou lointain? Le pragmatisme est une bonne manière

de l'éviter, parce qu'il pose à la fois l'irréductibilité et la pluralité des expériences, et la puissance d'action qui découle de leur mise en partage, notamment par l'enquête et l'action collective. C'est le croisement des expériences qui permet d'ouvrir des futurs qui n'étaient même pas imaginés et qui se réalisent dans l'action, dans le processus même de la rencontre avec les êtres, humains, non-humains, à toutes les échelles. C'est pourquoi les échanges que nous avons à l'occasion des Controverses, et qui ont lieu ici dans un pays que je connais bien, doivent être partagés, développés, augmentés. Et il y a même moyen de compenser l'éloignement du festival de Jazz en invitant des musiciens à y participer! □

^{6 -} Georges Guingouin, souvent dépeint comme le premier maquisard de France, a organisé la résistance dès juillet 1940 sous le pseudonyme de Raoul. Il prend le maquis en avril 1941, autour de Limoges qu'il libère avec ses hommes. Élu maire de Limoges, il fut exclu du PC et plutôt maltraité après-guerre. Il est décédé en 2005.

Glossaire des politiques publiques

Politique Agricole Commune (PAC).

Politique communautaire par excellence prévue dans le traité de Rome (1957) et mise en œuvre en 1962. Centrée initialement sur la sécurité des approvisionnements et la stabilisation des marchés, cette politique a connu plusieurs vastes réformes depuis sa création, en 1992, 2003 et 2013 notamment.

Le Programme National Nutrition et

Santé a été lancé en 2001, à la suite des États Généraux de l'Alimentation. Objectif: « améliorer l'état de santé des Français en agissant sur l'un de ses déterminants majeurs : la nutrition ». Le premier PNNS (2001-2005) s'articulait autour de 9 objectifs de santé publique

comme l'augmentation de la consommation de fruits et de légumes ou la réduction de la prévalence de l'obésité. Il a été prolongé en 2006 et 2011, avec une attention portée sur les inégalités sociales de santé dans le domaine nutritionnel.

Voir: http://www.mangerbouger.fr/PNNS/ Le-PNNS/Qu-est-ce-que-le-PNNS

Le plan Ecophyto. Lancé en 2008, après le Grenelle de l'Environnement, le plan Ecophyto « vise à réduire progressivement l'utilisation des produits phytosanitaires en France tout en maintenant une agriculture économiquement performante » (ministère de l'Agriculture). Il prévoyait initialement de réduire de 50 % en 10 ans le recours aux produits phytosanitaires. En 2014, alors que les résultats se font attendre, il est remodelé pour devenir le plan Ecophyto 2. L'objectif des 50% de réduction est décalé de 2018 à 2025. Le 27 juillet 2018 (après les 24es Controverses européennes), les différents ministères concernés ont constaté que « les résultats attendus n'étaient pas au rendez-vous ». Une version II+ du plan vient d'être impulsée.

http://agriculture.gouv.fr/le-gouvernementdonne-une-nouvelle-impulsion-au-planecophyto

Directive-cadre sur l'eau. Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 qui vise à améliorer l'état chimique des eaux de surface et souterraines. Elle posait ainsi comme objectif générique d'atteindre

en 2015 « un bon état des eaux ». Concrètement, les bassins réalisent tous les six ans un état des lieux (2015, 2021, 2027...); si les objectifs ne sont pas atteints à l'échéance, une dérogation peut être demandée.

Sources:

http://www.gesteau.fr/concept/ directive-cadre-sur-leau et https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/ gestion-leau-en-france

LEADER. Acronyme de « Liaison Entre Action de Développement de l'Économie Rurale », Leader est un programme « d'initiatives communautaires en faveur du développement rural ayant pour objectif d'inciter et d'aider les acteurs ruraux à réfléchir sur le potentiel de leur territoire dans une perspective de plus long terme ». Ceux-ci sont ainsi encouragés à répondre à un appel à projets régional. Organisés en Groupe d'action locale (GAL), les territoires sélectionnés reçoivent une enveloppe financière pour mettre en œuvre leur programme.

Voir: http://www.europe-en-france.gouv. fr/Centre-de-ressources/Glossaire/Leader/ (language)/fre-FR et http://leaderfrance.fr/ leader-2014-2020-2/

Loi Montage. Loi sur le développement et la protection de la montagne dite « Loi Montagne » du 9 janvier 1985. Dans son essence, elle « définit le statut particulier de la Montagne [NLDR: comme espace singulier], affirme la politique de massifs et traduit surtout une approche de plus en plus globale de la problématique montagnarde. Il ne s'agit plus seulement de mesures de compensation de handicaps mais de la promotion d'un développement intégral et durable des potentiels locaux ». Deux outils la structurent: le Conseil national de la Montagne et le Fonds d'intervention pour l'auto-développement en montagne. Elle a été complétée en décembre 2016.

Sources:

https://www.ladocumentationfrancaise.fr/ var/storage/rapports-publics/984000885.

et http://www.cohesion-territoires.gouv.fr/ loi-montagne-4094

PAT. Prévus dans la loi d'avenir pour l'agriculture (13 octobre 2014), les projets alimentaires territoriaux « s'appuient sur un diagnostic partagé faisant un état des lieux de la production agricole et alimentaire locale, du besoin alimentaire du bassin de vie et identifient les atouts et les contraintes socio-économiques et environnementales du territoire. (...) Élaborés de manière concertée à l'initiative des acteurs d'un territoire, ils visent à donner un cadre stratégique et opérationnel à des actions partenariales répondant à des enjeux sociaux, environnementaux, économiques et de santé. L'alimentation devient alors un axe intégrateur et structurant de mise en cohérence des politiques sectorielles sur ce territoire. »

Source: http://agriculture.gouv.fr/commentconstruire-son-projet-alimentaire-territorial

Les 24es Controverses européennes à Bergerac sont organisées par la Mission Agrobiosciences-INRA, avec le soutien de la Région Nouvelle-Aquitaine.

Retrouvez toutes les informations concernant les Controverses européennes sur le site: controverses-europeennes.eu













